

**Vers la fin
de la grève
des mineurs
aux États-Unis**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,30 F; Tunisie, 1,30 F; Afrique du Nord, 1,30 F; Amérique, 1,30 F; Asie, 1,30 F; Australie, 1,30 F; Canada, 1,30 F; Europe, 1,30 F; Israël, 1,30 F; Japon, 1,30 F; Liban, 1,30 F; Mexique, 1,30 F; Moyen-Orient, 1,30 F; Nouvelle-Zélande, 1,30 F; Océanie, 1,30 F; Pays-Bas, 1,30 F; Portugal, 1,30 F; Royaume-Uni, 1,30 F; Suisse, 1,30 F; Tchécoslovaquie, 1,30 F; Turquie, 1,30 F; Union soviétique, 1,30 F; États-Unis, 1,30 F.

• ESPAGNE

Le remaniement du cabinet Suarez inquiète la gauche

VIRAGE À DROITE ?

Depuis que le second gouvernement de M. Adolfo Suarez a été formé, les augures n'ont cessé d'annoncer qu'il allait voler en morceaux, étant donné le caractère hétérogène de la coalition électorale. L'Union du centre démocratique, qui lui servait de support, entre les démocrates chrétiens et les sociaux-démocrates, par exemple, ou les anciens franquistes et les opposants de toujours au dictateur défunt. Il y avait suffisamment de contradictions au sein de l'équipe au pouvoir pour qu'on prédise son émiettement. M. Adolfo Suarez a su réunir tant bien que mal ses partisans en un seul parti. En revanche, il n'a pu éviter un décalage grandissant entre la politique du centre-gauche, qu'il a menée à bien, et les aspirations de son électorat centriste, qui avait voté pour le changement par rapport au régime antérieur, mais dans la continuité du système économique et social en vigueur.

Convaincu par nature des vertus du dialogue, M. Suarez avait pactisé avec les partis de gauche parce que leur consensus lui paraissait indispensable pour venir à bout des deux problèmes majeurs de l'Espagne post-franquiste : la mise en place de la démocratie, sans le risque de réveiller les « vieux démons » d'extrême droite ou d'extrême gauche, et la solution d'une crise économique semblable à celle qui trappe beaucoup d'États industrialisés, mais que son pays affrontait avec plusieurs années de retard. L'économiste réputé qu'il avait été appelé à la rescousse avait pu se remémorer sans tenir compte des forces puissantes — banques et grandes entreprises — qui appuyaient au départ l'initiative centriste de M. Suarez. Pour maîtriser l'inflation et réduire le déficit du commerce extérieur, M. Fuentetaja avait appliqué une politique fortement déflationniste. Ses adversaires le jugeaient plus déflationniste pour les chefs d'entreprise que pour les travailleurs.

Le remaniement du 24 février signifie-t-il un changement de politique ? Pour ceux qui s'attendaient à ce que M. Adolfo Suarez l'ait voulu. Or c'est le départ volontaire de M. Fuentetaja qui a contraint le président à opérer un remaniement malgré tout limité. En outre, ses collaborateurs ne cessent d'affirmer que le pacte de la Moncloa sera respecté.

Pourtant, le virage à droite est prouvé, aussi bien par un économiste conservateur comme M. Fuentetaja que par l'Union générale des travailleurs, le syndicat socialiste. Le premier annonce que le changement de ministre ne peut s'expliquer sans l'abandon des aspects « négatifs » selon lui, du pacte de la Moncloa et sans une relance du crédit aux entreprises. La centrale syndicale affirme que le remaniement est « clarificateur » : il marque l'évolution à droite du parti gouvernemental. Le syndicat communiste exprime des craintes similaires.

À gauche, chacun, ces derniers mois, a senti le poids de la pression patronale sur le gouvernement. Celui-ci peut être tenté en effet de faire des concessions à son aile conservatrice ; d'abord pour rassurer le monde des affaires, accusé de faire une grève des investissements et dont la confiance est indispensable à la reprise ; ensuite pour tranquilliser son électorat, alors que cette année les Cortès et les municipalités doivent être renouvelées après l'approbation de la Constitution.

Le parti socialiste montre déjà qu'une telle évolution, si elle se produisait, ne peut que le satisfaire. L'un de ses dirigeants, M. Enrique Margalef, vient de déclarer que la coalition gouvernementale occuperait désormais « l'espace qui est le sien », ce qui sous-entend qu'elle dégageait le terrain qu'entendaient occuper les socialistes.

La plupart des ministères économiques changent de titulaire

M. Adolfo Suarez, président du gouvernement espagnol, a procédé vendredi 24 février à un remaniement qui affecte les titulaires des principaux postes économiques. M. Enrique Fuentes Quintana, ministre de l'économie, est remplacé par M. Fernando Abril Martorell, qui conserve ses fonctions de vice-président du gouvernement chargé des affaires politiques. M. Agustín Rodríguez Sahagún remplace à l'industrie M. Alberto Oliart. M. Salvador Sanjaume Tena, devient ministre des transports à la place de M. José Lledo y Fernandez-Urriola. Le portefeuille du travail, dévolu jusqu'à présent par M. Manuel Jiménez de Parga, est attribué à M. Rafael Calvo Ortega. M. Jaime Lamo de Espinosa remplace à l'agriculture M. José Enrique Martínez de Ganique.

M. Marcelino Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières (syndicat de tendance communiste) a estimé vendredi que le départ de M. Fuentes Quintana peut effacer l'application du pacte de la Moncloa auquel il avait largement participé. D'une façon générale d'ailleurs le gauche s'inquiète des conséquences de ce remaniement.

De notre correspondant

Madrid. — La politique de centre gauche menée depuis sept mois à Madrid est-elle enterrée ? C'est ce que plusieurs dirigeants politiques affirment, après le remaniement ministériel que M. Adolfo Suarez a effectué, le vendredi 24 février, et qui affecte une bonne partie de l'équipe économique, à commencer par son principal titulaire, M. Enrique Fuentes Quintana, dimissionnaire. C'est ce que laisse entendre eux-mêmes certains responsables du parti gouvernemental, puisque le porte-parole de l'Union du centre démocratique, M. Guillermo Medina, déclare que celle-ci gouvernera désormais « plus au centre », ce qu'un de ses compagnons traduit par « plus à droite ».

Certes, le gouvernement affirme qu'il continuera d'appliquer à la lettre le pacte de la Moncloa, signé en octobre dernier avec toutes les forces de l'opposition, qui prévoit, en échange d'un plein d'austérité assez modérée pour les travailleurs, un programme social assez avancé dans les conditions actuelles de l'Espagne.

Deux faits méritent pourtant d'être signalés, qui montrent que M. Suarez va sans doute prendre une orléane plus attentive aux éléments conservateurs de son électorat : d'une part, l'entrée au gouvernement, comme ministre de l'Industrie, de M. Rodríguez Sahagún, un homme modéré dans ses jugements, mais tout de même l'un des dirigeants du patronat, dont l'offensive contre la politique « progressiste » de M. Fuentes Quintana et contre le pacte de la Moncloa n'a guère cessé depuis plusieurs mois ; d'autre part, l'insistance des dirigeants de l'U.C.D. à affirmer que le remaniement est destiné à marier de façon plus étroite la politique économique avec les objectifs du parti.

La crise ministérielle a été provoquée par la démission de M. Fuentetaja, vice-président du gouvernement chargé de l'économie. Il est juste de reconnaître que sans ce départ, M. Adolfo Suarez aurait sans doute remis à plus tard un remaniement que l'approche d'élections municipales ou législatives, aurait sans doute rendu nécessaire. En même temps que

M. Fuentes Quintana, s'en vont les ministres avec qui il était en désaccord, ou de qui il n'était pas suivi. L'une des critiques les plus souvent formulées contre l'équipe antérieure était, en effet, son manque de cohésion. Les programmes élaborés d'en haut par le ministre de l'économie s'écroulaient souvent chez ses collègues. Plusieurs mois ont été perdus pour résoudre la crise qui affecte la sidérurgie et la construction navale, restructurer les entreprises, convertir la main-d'œuvre promise au chômage.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

• CHINE

La cinquième Assemblée nationale se réunit à Pékin sous le signe de l'« unité retrouvée »

Plusieurs personnalités religieuses font leur réapparition

La cinquième Assemblée nationale populaire se réunit à Pékin dimanche 26 février pour une session dont on ignore la durée. Les quelque deux mille huit cents députés venus de toutes les régions de la Chine doivent approuver une révision de la Constitution et des nominations aux postes de direction de l'État et du gouvernement.

Cette Assemblée a été précédée par la réunion, vendredi et samedi, de la conférence consultative politique du peuple chinois. À l'origine, douze partis groupements politiques dominés par le P.C. étaient représentés au sein

de cette conférence. Depuis la réunion de la première Assemblée nationale populaire, en 1954, la conférence consultative n'avait qu'un rôle très secondaire.

Sa convocation avant la cinquième Assemblée nationale est présentée comme la preuve d'une volonté d'union. La presse officielle célèbre l'« unité » nationale ainsi « retrouvée ». La session de la conférence consultative a été l'occasion de faire réapparaître différents personnalités disparus de la scène politique ces dernières années, notamment quelques chefs religieux appartenant aux minorités nationales.

De notre correspondant

Autre Tibétain, le « grand bouddha vivant » Pehala Choleb-namge a pour sa part été élu au présidium de la Conférence consultative. Un vieil Ouzbèk, enfin, a été très remarqué parmi les délégués : Burhan Shahidi, ancien président de l'Association islamique de Chine.

Il ne s'agit là que de quelques exemples, mais qui illustrent l'effort de la nouvelle direction chinoise pour se rallier toutes les forces du pays et élargir sa base politique en se réconciliant avec les familles les plus diverses. M. Hsu Teh-cheng, vice-président de l'ancien comité national de la Conférence consultative, qui a prononcé le principal discours de la journée de vendredi, a d'ail-

leurs laissé prévoir un sérieux changement d'orientation dans ce domaine lorsqu'il a accusé la « bande des quatre » d'avoir « jouté des divisions entre nationalités » et saboté la politique du régime, notamment « en matière de religion ». « Les conséquences, a-t-il ajouté, furent graves ».

S'il ne faut pas s'attendre à un renouveau de vie religieuse dans la République populaire, sans doute ces paroles sont-elles annonciatrices d'un plus grand tolérance, déjà observée à l'égard des musulmans, mais dont pourraient bénéficier d'autres religions, et notamment ce qui subsiste encore des importantes communautés bouddhistes de Chine.

ALAIN JACOB.

(Lire nos informations page 3.)

Les nouvelles armes classiques et l'équilibre des forces

Le rôle dissuasif des armements nucléaires a fait l'objet de prises de positions nombreuses et passionnées au cours de ces derniers mois, à l'occasion de la campagne électorale. Mais les armes classiques ont, elles aussi, un rôle à jouer dans la dissuasion. Or, elles subissent une évolution technologique qui intervient dans

l'appréciation des problèmes de défense. M. François de Rose, ambassadeur de France, ancien représentant de la France au Conseil atlantique, résume ici quelques réflexions que lui a inspirées sa participation aux derniers travaux de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, dont il est membre.

I. — De la détection à la destruction

par FRANÇOIS DE ROSE

de leur impact sur l'équilibre des forces en Europe et sur la question de l'emploi des armes nucléaires.

Bien que s'agissant d'applications technologiques de progrès scientifique, nous ne sommes évidemment pas ici dans le domaine des sciences exactes. En l'absence d'expérimentation réelle, les évaluations et appréciations que l'on peut porter sur l'efficacité de ces armes et le résultat de leur affrontement avec celles de l'adversaire restent nécessairement marquées d'un coefficient d'incertitude difficile, lui-même, à évaluer.

objectifs fait des progrès considérables.

Chaque sait le rôle des satellites d'observation dans la surveillance des dispositions des accords SALT. Dans le domaine tactique, les satellites peuvent également apporter des renseignements instantanés sur les mouvements des navires de surface ou d'unités terrestres. Ils sont maintenant capables de détecter des objets de dimensions très réduites (moins d'un mètre).

Toutefois, dans la phase opérationnelle, la capacité de détection des objectifs par satellite peut être gênée.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Bison fêlé

Moi, bison smicard, pas savoir exactement quand moi toucher pactole minimum 240 000 centimes : bison candidats pas tous d'accord.

Côté opposition, bison réclame dire pactole possible dès 1^{er} avril sans problème. Bison prudent, lui, dire la même chose, mais moins fort.

Côté majorité, bison turpin faire remarquer que bison Babar avoir découvert vertus pactole à 340 000, mais bison turpin voir ça pour bison alors que bison Babar pas voir ça avant pas mal de temps.

Quant à bison corréien, lui, dire être d'accord avec idée pactole, mais lui pas vouloir faire magie, alors lui pas se moquer pour l'instant.

Tout ça pour dire que bison smicard être très touché que bison candidats se joignent tant de mouron pour lui, mais lui commencer quand même à avoir sacré tournoi.

BERNARD CHAPUIS.

LA « PRÉ-CAMPAGNE » SUR LES ONDES

Le grand cirque

A qui s'adressent depuis le discours du président de la République à Verdun-sur-le-Doubs, les discours dit « du bon choix », nos hommes politiques ? Qui prêtent-ils ? Pas les convertis, les militants, les passionnés, les comités de tel ou tel parti. Non, ceux des partisans ou les ennemis déclarés de tel ou tel parti, non, ceux qui, on les connaît, ils l'ont voté. Le 12 mars en tout cas. Leur choix est fait. Après on verra.

Pour le moment, beaucoup d'entre nous, justement, ne voient pas, ne savent pas encore s'ils iront voter, et pour qui, ou second tour. Négligé, ignoré des sondages, leur nombre vient grossir la masse considérable des indécis, des hésitants (qui constitue déjà environ 20 % des inscrits). C'est cette cible confuse, désorientée, que visent précisément nos témoins du petit écran. Et qu'ils ratent, pour

l'avoir mal cerné, mal compris. Si les sans-opinion ont tant de mal à s'en faire une, c'est moins par ignorance que par méfiance. Ils sont de moins en moins enclins à croire ce qu'on leur raconte et, loin de se lever, leurs soupçons s'étendent et se confirment au fur et à mesure que défilent à la vitrine de la République ceux qui font métier de la servir. Et qui se taillent, contrairement à ce qu'on pense, une large part d'audience. A quinze jours de l'échéance, nous sommes de plus en plus inquiets, désorientés, devant ces bottes de chiffres assortis d'insultes : vieillards lubriques... irresponsables... menteurs... pyromanes... gueules de fascistes... qui donnent le ton, la mesure, de cette « vigoureuse » campagne électorale.

CLAUDE SARRAUTE.

(Lire la suite page 11.)

le mur de Cartier

La grille du plus grand joaillier signe l'harmonieuse synthèse de leur perfection technique et de leur raffinement esthétique.



AFRIQUE

LE CONFLIT DANS LA « CORNE »

M. Brzezinski affirme que plus de dix mille Cubains sont présents en Ethiopie

Plus de dix mille Cubains sont maintenant présents en Ethiopie, a affirmé le secrétaire d'Etat américain, M. Brzezinski, lors d'une conférence de presse à Washington. Il a précisé que ces hommes, en partie prélevés sur les effectifs stationnés en Angola, sont destinés à combattre les forces armées de la guerre du Vietnam.

Les Cubains stationnés en Ethiopie sont organisés en deux brigades, l'une d'infanterie, l'autre mécanisée. L'Union soviétique a livré environ quatre cents chars d'assaut aux Ethiopiens et leur a fourni une cinquantaine de chars d'assaut T-72. M. Brzezinski (la précédente estimation du département d'Etat était de cinq à sept mille Cubains en Ethiopie).

Commentant la situation, M. Brzezinski a indiqué que les Etats-Unis prenaient « très au sérieux » cette « intrusion étrangère » dans un conflit africain. Il a conclu : « Il n'y a pas de doute que c'est la Somalie qui a violé la frontière éthiopienne, les Somaliens doivent se retirer de l'Ogaden », ajoutant que « les Soviétiques et les Cubains doivent également partir ».

De son côté, prenant la parole au Congrès vendredi, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, a affirmé que la présence cubaine en Ethiopie était de huit à dix mille hommes, en partie prélevés sur les effectifs stationnés en Angola.

Encore traumatisés par la fin désastreuse de la guerre du Vietnam, les Américains restent cependant opposés à une intervention directe ou indirecte dans la corne de l'Afrique. Le président Carter semble fonder quelques espoirs en une médiation de l'Organisation de l'unité africaine.

Cette attitude passive a suscité, vendredi, de vives critiques somaliennes à l'encontre des Etats-Unis, les dirigeants de Mogadiscio ayant accusé ces derniers de pratiquer « une politique ambiguë et contradictoire ».

Dans un communiqué publié dans la capitale somalienne, le gouvernement du général Siyad Barre reproche aux Etats-Unis de vouloir porter l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations unies en vue de « rendre légale la réoccupation par l'Ethiopie de la Somalie occidentale libérée », et estime que « cette attitude ne peut que prolonger le conflit et compliquer encore plus la recherche d'une solution finale au problème ». — (A.F.P.)

Tunisie

Des opposants dénoncent à Paris le congrès « préfabriqué » de l'U.G.T.T.

Le Collectif du 26 janvier, qui regroupe à Paris des Tunisiens appartenant à différents mouvements d'opposition, a dénoncé, vendredi 24 février, au cours d'une conférence de presse, les conditions dans lesquelles est réuni, ce samedi à Tunis, un congrès de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.) destiné à mettre en place une nouvelle direction « à la suite du parti socialiste destitué ».

Le Collectif a rendu public un « appel » lancé par un groupe de cadres du syndicat qui « réaffirme leur attachement à la direction légitime de la centrale », ainsi qu'une résolution et des motions adoptées par les différentes instances de l'U.G.T.T. de novembre 1977 à janvier 1978, et demandent aux « organisations syndicales saines » et à « tous les syndicalistes sincères » de boycotter la direction « fantôme » mise en place.

Khemais Chamari, porte-parole du collectif, dressant un bilan de la répression exercée par les autorités depuis la grève nationale du 26 janvier, a annoncé qu'un militant syndicaliste de Sousses appartenant à la Fédération de la banque, M. Hicène Kouli, était mort sous la torture dans les locaux de la D.S.T. à Tunis et avait été enterré dans cette ville le 16 février. Il a précisé qu'environ cent cinquante syndicalistes étaient encore détenus dans les locaux de la police, où ils étaient interrogés.

Dans une « déclaration » publiée le 24 février à Paris, le Mouvement d'unité populaire (MUP) de Tunisie, dénonce la « mise en scène » que constitue à ses yeux le congrès extraordinaire de l'U.G.T.T.

Tchad

LE GÉNÉRAL MALLOUM ET LES DIRIGEANTS REBELS POURRAIENT OUVRIR DES NEGOCIATIONS LE 21 MARS

Sebha (A.F.P., Reuters) — Le « sommet » de Sebha s'est terminé vendredi 24 février par la signature d'un accord visant à mettre fin à douze ans de rébellion tchadienne. Le document signé par les présidents Kadhaï (Libye), Félix Malloum (Tchad), Seyni Kountché (Niger) et le vice-président Abdel Hassim Ibrahim (Soudan) prévoit que le général Malloum rencontrera les dirigeants du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) les 21 et 22 mars dans la même oasis libyenne de Sebha.

Selon le porte-parole libyen, une commission militaire composée d'officiers libyens et nigériens sera chargée de surveiller l'application du cessez-le-feu. Les futures négociations auront lieu avec la participation des « différentes factions du Frolinat ». Il faudra évidemment attendre que ces factions du Frolinat confirment si elles acceptent de participer à ces négociations.

Dans une brève conférence de presse tenue à l'issue du « sommet », le général Malloum a fait part de sa « gratitude envers le peuple libre libyen ». Le colonel Kadhaï, de son côté, a lancé un nouvel avertissement contre les « ingérences étrangères ou tchadiennes en Afrique en général ».

Les nouvelles armes classiques et l'équilibre des forces

(Suite de la première page.)

La surveillance du terrain et de l'espace aérien sera effectuée par différents procédés, radio, image thermique ou radar, celui-ci étant éventuellement placé dans un avion spécialement conçu (AWACS) qui étendra sa vue jusqu'à 300 kilomètres. Certains de ces moyens de détection seront placés sur des engins pilotes à distance moins vulnérables que les avions.

Restons donc que, grâce aux différents procédés en service, il est aujourd'hui possible de déterminer l'emplacement exact des objectifs les plus éloignés comme de ceux qui se trouvent dans la zone des combats, de les identifier et de suivre leurs mouvements et que ces aides à l'observation jouent un rôle essentiel au stade de la concentration des forces et de leur engagement.

2) Communication et traitement des données. Il s'agit là du système nerveux de la puissance militaire et de l'élément charnière entre la détection et la destruction de l'objectif. Celui qui permet au chef (aux divers échelons) de décider, au vu des données recueillies, et de commander l'opération nécessaire.

Or, c'est peut-être dans l'électronique que les transformations les plus spectaculaires sont intervenues. En trente ans, on est passé d'ordinateurs qui occupent plusieurs salles aux circuits intégrés et aux modules qui, sur une surface de quelques centimètres carrés, enferment plusieurs centaines de transistors. En même temps, la vitesse d'opération et la mémoire de ces appareils ont été considérablement améliorées.

Quant au nombre des canaux de communications disponibles, notamment par satellites, ils passaient de quelques dizaines en 1960 à plusieurs milliers aujourd'hui. Le net résultat est la capacité de transmission immédiate de l'information et de l'ordre qu'elle procure. Au point qu'on a pu se demander si l'accroissement considérable de ces informations n'en serait pas l'antidote, leur exploitation étant rendue impossible. Pourtant, la vraie faiblesse des systèmes réside dans leur vulnérabilité. On a lu dans la presse l'attention portée par les deux superpuissances aux techniques de

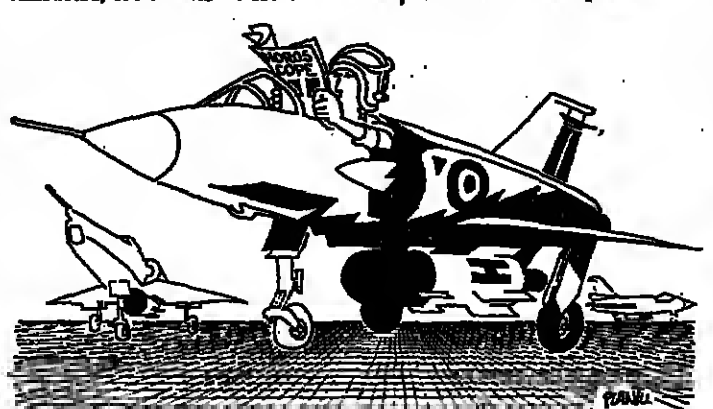
destruction des satellites. Au sol, les nœuds d'interconnexion sont difficiles à protéger. Ainsi un système fiable exige-t-il une grande redondance de moyens : satellites, avions-relais, stations au sol, dont le nombre rendra difficile la destruction simultanée. La séricité l'augmentation des coûts. Et la condition primordiale de l'efficacité du système est sinon l'adoption des mêmes matériels par tous les alliés, du moins leur interopérabilité. Sans cette charnière, les efforts et les sacrifices consentis dans les autres domaines pourraient être privés de leurs effets.

3) Les moyens d'attaque et de destruction. Les progrès de la technologie s'appliquent à peu près à toutes les branches de production d'armement, depuis le véhicule jusqu'à l'explosif, en passant par les blindages, les procédés de visée, les munitions classiques ou la bombe à neutrons, etc.

Dans cette forêt, en pleine croissance, quelques essences dominent les autres. Les P.G.M. (Precision Guided Munitions : munitions guidées avec précision), les R.P.V. (Remotely Piloted Vehicles : véhicules pilotés à distance), les missiles de croisière (Cruise Missiles). En ce qui concerne ces derniers, on hésite à les ranger parmi les armes classiques, puisqu'ils sont capables de porter à des vitesses subsoniques aussi bien une ogive nucléaire qu'une charge classique. Ce qu'ils ont de remarquable, c'est à la fois la précision de l'impact (quelques mètres), la variété des portées (de quelques dizaines de kilomètres à 2 500 ou

des armes particulièrement indiquées pour la destruction des objectifs situés sur les arrières de l'adversaire.

Par contre, les P.G.M. et R.P.V. relèvent des systèmes classiques. Il s'agit pour les premiers de « missiles » ou projectiles d'artillerie qui sont guidés avec précision sur la cible. Les systèmes de guidage sont divers (radar, infrarouge, télévision, laser). Certains sont manipulés par le combattant. C'est ainsi que le projectile antichar pourra suivre le rayon visuel du serviteur ou que telle bombe sera guidée sur l'ouvrage d'art à détruire par un rayon laser émanant lui-même d'un hélicoptère. D'autres systèmes utilisent la « signature » de la cible. Par exemple, la chaleur dégagée par les réacteurs de l'avion guidera le missile qui le détruira. Quant aux R.P.V., ils ont déjà été utilisés à des missions de reconnaissance dans la guerre du Vietnam et par Israël. Ce sont des engins pilotés à distance qui permettent le survol du champ de bataille et sont utilisables pour des missions aussi variées que la reconnaissance, la trappe ou le brouillage des radars ennemis.



(Dessin de PLANTU.)

DÉFENSE

cevoir, après analyse, que les meilleurs destructeurs de chars avaient été les chars eux-mêmes ? Arrêtons-nous un instant sur ce problème qui constitue un exemple intéressant de la difficulté de conclure et du danger des déductions hâtives. Nous l'avons vu plus haut, le missile guidé antichar est d'une précision qui le rend très efficace. De là à conclure que le char était périmé et que la tactique défensive de l'avenir reposait sur un grand nombre d'armes antichars servies par des « hommes dans des trous » faisant à peu près à tout coup leur « carton » sur les assaillants, il y avait qu'un pas, qui fut un moment franchi. Cette vue est aujourd'hui assez généralement repoussée.

En la dépit reprend entre les partisans du canon et ceux du missile, le premier étant plus efficace (tir trois fois plus rapide et coût vingt fois moins élevé) aux distances usuelles de combat, le second l'emportant pour les distances supérieures.

Quant aux chars, l'évolution dans les armées étrangères (soviétique, allemande, américaine...) va vers un engin mieux protégé, soit que le blindage soit plus épais, soit qu'il emploie des alliages nouveaux de métaux qui offrent à poids égal, un meilleur obstacle à la pénétration. Dans un cas comme dans l'autre, ils ne sont guère moins mobiles que les engins plus légers et, n'étant pas vulnérables à la majorité des armes antichars, ils gagneront en autonomie.

Les mêmes problèmes et les mêmes débats existent dans presque toutes les disciplines, et notamment celle de l'électronique qui oppose les mesures électroniques aux contre-mesures et celles-ci, aux contre-contre-mesures, etc., et dans le combat air-anti-air. Avec toutefois en ce cas un avis à peu près unanime que, face à des forces terrestres bien pourvues de défenses antiaériennes, la seule pénétration qui ne sera pas prohibitive devra se faire à basse altitude.

Aussi, et seulement là où l'un des deux camps possède une avance technologique marquée (et ce ne semble être le cas pour l'Occident que dans certains domaines de l'électronique), il serait aventureux de tirer des conclusions qui ne fassent pas intervenir les autres paramètres de la puissance militaire tels que le nombre, les ressources financières, la cohérence ou la variété des systèmes et le concept stratégique.

Et finalement, une valeur décisive : le moral de l'homme au combat, sa réaction dans une situation où ses facultés seront de plus en plus complétées ou remplacées par la technique, son attitude face au danger d'escalade nucléaire et son ardeur à défendre son idéal et la cause de son pays. Vertus non mesurables, mais à défaut desquelles les armes les plus modernes seraient sans efficacité.

FRANÇOIS DE ROSE.

Prochain article : QUALITÉ, NOMBRES ET SEUIL NUCLÉAIRE

● M. Giscard d'Estaing visitera l'Ecole de l'Air à Salon-de-Provence le mardi 28 février. Le chef de l'Etat s'adressera aux officiers élèves et aux élèves officiers et il les entretiendra de l'avenir de l'armée de l'air. Il se rendra ensuite à la base d'Orléans, où il sera présenté au prototype du Mirage 2000, futur avion de combat de l'armée de l'air, qui doit effectuer prochainement son premier vol.

● Tokyo achètera aux Etats-Unis des hélicoptères Bell 212, qui serviront à sa sécurité maritime, à sa défense et à sa police, vient de déclarer un porte-parole de la compagnie Mitsui, qui a ajouté que d'autres hélicoptères pourraient être achetés par des entreprises privées. Chaque hélicoptère coûte environ 200 millions de yens (1,6 million de dollars). Ces achats réduiraient l'excédent commercial du Japon envers les Etats-Unis. — (Reuters.)

VIENT DE PARAÎTRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE* enjeu politique



PLANTU

84 PAGES — EN VENTE PARTOUT IOF

Le char et le missile

Ces innovations spectaculaires ne doivent pas faire oublier les améliorations intervenant dans la fabrication et, par conséquent, l'efficacité des munitions les plus classiques. Aussi produit-on des munitions adaptées à la destruction ponctuelle des ouvrages d'art, des postes de commandement, des casernes bétonnées, des pistes d'envol, des chars, d'autres, destinées à couvrir de plus grandes surfaces, auront un effet maximum de souffle, de fragmentation ou d'incendie, etc. Quant à la « concussion bomb », elle répand dans l'atmosphère un nuage de gaz volatils dont la détonation provoque au sol une surpression propre à l'attaque d'objectifs, qui ne sont pas en dur (nettoyage des champs de mines, défoliation, élimination des contre-espions, etc.). Naturellement, l'on se demandera quel est le bilan de ces innovations. La réponse est nécessairement imprécise, pour de multiples raisons : évolution constante des techniques, manque d'expérience en ambiance réelle de combat, présence simultanée dans les forces de tous les pays de matériels de pointe, de matériels simplement modernes ou d'autres en voie de remplacement, sans parler d'un facteur psychologique bien compréhensible : la passion que mettent les hommes à défendre ou à critiquer tel ou tel matériel qui servira mieux ou moins bien le concept de défense ayant leur préférence. N'y a-t-on pas, en présence de la seule expérience récente, celle de la guerre du Kémpour, décrié hâtivement la supériorité de l'antichar sur le char, pour s'aper-

Amérique latine

Musique de qualité : disques et cassettes. Importation exclusive. En plus : livres, presse, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, dispositifs, drapeaux, etc. du Brésil et de toute l'Amérique latine, de la Péninsule ibérique et des nouveaux pays africains de langue portugaise.

Librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise (anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne)

10, rue des Ecoles, Paris-Ve - Tél. 03-40-16 - Métro Maubert-Mutualité. (Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues.)

Le Monde

politique

LE DÉBAT SUR LE SMIC A 2 400 F

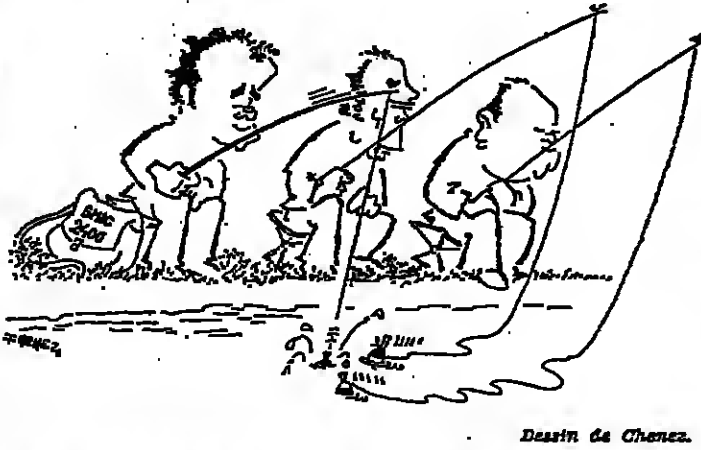
Il faut cesser de plaisanter DÉCLARE M. BARRE

A l'occasion du déjeuner-débat organisé vendredi 24 février dans un hôtel parisien par le Cercle de l'opinion (Centre de liaison des élites pour l'étude des problèmes politiques, économiques et sociaux), M. Raymond Barre a accusé l'opposition de déformer « systématiquement » les résultats de sa politique économique et sociale.

Dressant le bilan de sa gestion, en 1977, le premier ministre a souligné que l'indice des prix du mois de janvier (0,5 %) « confirme la décelération du coût de la vie amorcée au second semestre de l'année dernière ». Il a ajouté : « Voilà six ans que nous n'avons pas connu des rythmes de hausse aussi modérés et l'indice de janvier a été obtenu sans blocage des prix, sans baisse de T.V.A., comme en 1977, sans procédé artificiel. Il apparaît maintenant que, grâce au ralentissement de la hausse des prix, les Français ont pu bénéficier de progrès sensibles de leur pouvoir d'achat et de leur niveau de vie ».

Évoquant la controverse suscitée par les chiffres officiels du nombre des chômeurs en janvier (le Monde du 23 janvier), le chef du gouvernement a indiqué qu'il n'entend pas « entrer dans les discussions que seuls comprennent les statisticiens ». Il a constaté que même si l'on tient compte du changement de système de correction des variations saisonnières nous aurons eu, au mois de janvier, une baisse du nombre des demandeurs d'emploi et que celui-ci baisse depuis la mois de septembre, a-t-il précisé. J'ajoute que le processus qui est fait ou gouvernerement, d'empêcher ce résultat par des radiations de certains demandeurs d'emploi n'est pas un procédé fondé (...). Nous prenons toutes les déclarations de ceux qui nous ont une idée, d'avoir des chiffres de plus en plus mauvais, pour ce qu'elle valent (...). L'université que je suis ne trahit pas les statistiques de l'INSEE.

M. Barre a répondu par une boutade aux observations faites sur l'évolution du franc depuis l'application de son plan de reassectement : « Je dis à ceux qui ne cessent de souligner que le



Dessin de Chenez.

franc français baisse par rapport au deutschemark et au franc suisse que si, en Allemagne fédérale, il y avait des commentaires analogues à ceux qui sont faits en France sur ce sujet, je crois que nous verrions les commentateurs allemands se mettre les mains sur la tête en se disant : « Le deutschemark se déprécie ».

« Mais n'est-ce pas le franc suisse ? Les gens qui connaissent les problèmes monétaires et financiers se rendront compte de ce que cela signifie, c'est-à-dire bien peu. » Interrogé sur le SMIC à 2 400 francs, le premier ministre a indiqué : « On lance un chiffre et on fait de ce chiffre un mythe. Et tout le monde court derrière le mythe. Gardons un peu de sang-froid, il y a un moment où il faut cesser de plaisanter quand on parle de choses sérieuses ».

A propos de la réforme de la fiscalité, et en particulier de la mise à l'étude d'un impôt sur les grandes fortunes, M. Barre a déclaré qu'il entend se montrer prudent « afin de ne pas laisser à mon successeur, dit-il, des héritages empoisonnés ». Il a proposé de l'élaboration d'un nouveau face-à-face télévisé avec le leader socialiste, le premier ministre a souligné : M. Mitterrand ne veut plus me rencontrer parce que, maintenant, dit-il, je ne suis « personne » (le Monde) du 24 février). Peut-être est-ce là une manière particulière de

pratiquer l'équation. En ce qui me concerne l'attitude tranquille que M. Mitterrand a eue s'il veut me rencontrer. Moi je ne demande rien. Et s'il faut recommencer, je recommencerai. Et si, par exemple, j'ajoute d'ailleurs que j'ai rencontré M. Mitterrand, mais comme leader reconnu de l'opposition. Cela serait plus difficile maintenant. Il paraît que je suis le premier ministre d'un gouvernement moribond. Moi, je peux dire ça, par rapport à moi dernier, je rencontrerais un leader moribond de l'opposition moribonde de la gauche unie. »

« L'HUMANITÉ » : touchés par la grâce.

« De M. Servan-Schreiber à M. Solisson, en passant par M. Barre, qui tente une retraite d'été et honnête (2 400 francs, mais pas en monnaie de singe), et M. Chirac, dernier converti, on ne peut plus aujourd'hui que par la nécessité de réclamer enfin le retour à la normalité. Ceux qui, hier, se bouchaient les oreilles pour ne rien entendre de la profonde exigence populaire se disputent aujourd'hui pour expliquer comment la majorité en pratique une mesure qui les qualifie de démagogues avant d'être touchés par la grâce. »

M. Lefranc : le président devra se remettre en cause si la gauche gagne

M. Pierre Lefranc, président de l'Association nationale de fidélité à l'action du général de Gaulle, répond, dans la revue gaulliste l'Appel, à une question sur les conséquences institutionnelles d'une éventuelle victoire de la gauche. Il déclare : « Il y aura crise de régime. Dans toute Constitution, il faut qu'un accord existe entre le législatif et l'exécutif. En France, le législatif est l'Assemblée nationale, et

l'exécutif c'est le chef de l'Etat, son premier ministre et le gouvernement. Comme partout, répond, dans la revue gaulliste l'Appel, à une question sur les conséquences institutionnelles d'une éventuelle victoire de la gauche. Il déclare : « Il y aura crise de régime. Dans toute Constitution, il faut qu'un accord existe entre le législatif et l'exécutif. En France, le législatif est l'Assemblée nationale, et

M. MITTERRAND : M. Servan-Schreiber ne comprend rien à la gauche.

M. François Mitterrand s'est exprimé, vendredi 24 février à Paris, que le président du R.P.R. puisse « s'engager » à rappeler qu'il avait été, lui, François Mitterrand, ministre il y a trente ans, alors que M. Jacques Chirac « semble ne plus se souvenir qu'il y a eu lui-même premier ministre il y a dix-huit mois ». « C'est du mensonge », précise-t-il. « A-t-il ajouté, avant de qualifier de « proposition saugrenue » l'idée de M. Debré d'instaurer un vote familial. »

« Charles, le premier secrétaire du P.S. a répondu à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui avait estimé qu'une augmentation immédiate du SMIC à 2 400 francs entraînerait une inflation de 30 % dans l'année. « Il parle comme quelqu'un qui ne comprend rien à la gauche », a déclaré M. Mitterrand. L'hypothèse d'une inflation à 30 % n'est pas sérieuse. S'il y a une inflation, elle vient actuellement pour une large part des inégalités structurelles. Ce sont elles qu'il faut combattre. »

M. MARCHAIS : il n'est pas trop tard pour l'accord.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré vendredi 24 février à Grenoble, devant environ vingt mille personnes :

« Depuis le 23 septembre, depuis la rupture de la discussion par nos partenaires, nous n'avons cessé de les appeler à l'union, à la discussion, à la recherche de l'accord. Durant tout le troisième trimestre de 1977, nous n'avons cessé de dire au parti socialiste : revenez à la négociation ! A chaque fois, il nous a répondu : « Non. (...) »

« C'est une lourde responsabilité que prend François Mitterrand en refusant d'accepter de reprendre le dialogue. (...) »

« Maintenant, c'est trop tard », répète François Mitterrand avec embarras.

« Eh bien, je veux lui répondre ce soir : Non, François Mitterrand, ce n'est pas trop tard ! Ce n'est pas trop tard pour l'union ! Ce n'est pas trop tard pour l'union ! Ce n'est pas trop tard pour la victoire, pour le changement ! A condition, bien sûr, d'en avoir la volonté politique. Je le répète, si le parti socialiste refuse un programme commun, qu'il ait cette volonté politique, qu'il revienne à la table des négociations, et l'accord peut être conclu. »

M. COLPIN (P.C.) : la France de 1978 n'a rien à voir avec la Tchécoslovaquie de 1948.

Interrogé par France-Inter sur les événements de Prague en 1948, M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C., a déclaré : « Je ne discuterai pas la question de savoir si, dans ces conditions particulières, qui étaient celles de cette partie du monde il y a plus d'un quart de siècle, s'agissait d'un coup d'Etat ou d'une procédure constitutionnelle. (...) »

« Ce que je tiens à souligner, en tout cas, c'est que la France de 1978 n'a rien à voir avec la Tchécoslovaquie de 1948. L'enjeu du grand débat politique qui se déroule aujourd'hui en France, c'est : ou bien la poursuite de la politique d'autoritarisme et de chômage poursuivie par le grand capital et ses représentants politiques, ou bien le changement, un changement qui repose sur la démocratie politique, la démocratie sociale, la démocratie économique. »

D'un département à l'autre

MANCHE. — MM. Michel Bolvin, spécialiste en sciences politiques, Jean-Pierre Dufrenoy, journaliste à la Manche Libre, Jacques Dufrenoy, journaliste, et Christian Génicot, journaliste à Ouest-France, viennent de publier un Guide des élections législatives dans la Manche. Ce guide de 64 pages — vendu 6 francs — retrace l'histoire politique du département à travers les élections législatives depuis 1936, évoque ses principales données économiques et sociales, fait le point sur les circonscriptions et les candidats aux prochaines élections législatives et donne la parole aux partis et aux mouvements politiques.

SEINE-ET-MARNE. — Dans la deuxième circonscription, dont le député sortant, M. Gérard Bordin (P.C.), est représenté, M. Marcel Laurent (C.N.I.P.) est le candidat de l'U.D.F.

FEMMES EN CAMPAGNE

UNE CANDIDATE DU P.R. A LA ROCHELLE

« Je gagnerai demain »

La Rochelle. — Une poignée de main énergique, le cinquantenaire élégant sans ostentation, un regard chaleureux et beaucoup de fermeté. Quelques images pour le portrait d'une femme qui ne boude pas sa réussite, Mme Lucette Lacouture, directrice d'un lycée d'enseignement professionnel (ex-C.E.T.) de La Rochelle, candidate du parti républicain dans la circonscription obtenue par M. Michel Crépeau, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche et maire de La Rochelle depuis 1971. Mme Lacouture est tout le contraire d'un « animal politique », en dépit de deux candidatures aux élections municipales, en 1971, et en 1977 sur des listes de la majorité. Elle a adhéré l'été dernier au P.R., où, dit-elle, elle « militait depuis deux ans ».

que de l'analyse politique : « Oui, notre société est crédible. Oui, elle nous donne les moyens d'être social. Adhérer à être meilleur. Ne nous taisons pas confisquer ce qu'il y a de plus cher : le plaisir d'être libre. » Elle ne rédige jamais ses interventions à l'avance, tenant à « parler le langage du cœur pour prouver qu'il n'est pas nécessaire d'être de gauche pour avoir du cœur et se consacrer à l'éducation ».

Le langage du cœur

Laisant aux hommes le soin d'étudier les dossiers et de faire des démonstrations précises, elle revendique cette « situation de complémentarité avec les hommes politiques, parce que la démarche des femmes est forcément plus affective », tout comme elle revendique ses contradictions, son désir de parler de réformes et de tolérance à des gens qui demandent « une politique de nomination de responsables masculins pour fonder la carte du pluralisme ». « Je me retrouve en Valéry Giscard d'Estaing, conclut-elle. Nous avons la même démarche et le même inconfort. »

Un profil

Elle se défend d'être l'une de ces « femmes-alibis » investies dans des circonscriptions où elles n'ont aucune chance de l'emporter. « Je ne suis pas là parce que la circonscription est jouée d'avance, répond-elle dans une réunion publique, à une question posée à M. Jean-Pierre Fourcade, venu la soutenir, mais parce que j'ai un rôle à jouer dans cette commune, l'alibis qui convient : ma démarche est sociale, générale, authentique, mon comportement socialiste, démocrate et tolérant. On m'a fait l'amitié de la reconnaître et de me confier cette mission difficile, certes, mais passionnante, à condition, si je ne gagne pas tout de suite, de continuer à militer. »

Pour gagner, elle compte plus sur son énergie, « un anticorps contre l'indifférence », que sur le marketing politique. Elle n'a pas fait, en trois formats, qu'un seul type d'affiche — dont le photo, en noir et blanc, a été prise par un amateur, — ainsi que cinq numéros d'une « lettre », tirée à 20 000 exemplaires. M. Crépeau, écologiste oblige, n'a aucune affiche, mais il n'a guère besoin de se faire connaître.

Ce bel optimisme et cette obstination, qu'on pourrait attribuer à une certaine naïveté politique, Mme Lacouture pense les devoir à son passé. Elle rappelle volontiers ses origines rurales : « Notre troupeau, c'était une vache, une seule, et notre terre, 9 hectares. J'ai été successivement institutrice suppléante, auxiliaire, conseiller d'éducation et, enfin, chef d'établissement. Je suis le contraire d'une notable. C'est pourquoi je suis à l'aise dans tous les milieux. »

En public, son discours relève parfois plus de la prédication

Avec un rien de condescendance masculine, M. Crépeau dit en souriant qu'il est toujours gêné de s'attaquer à une femme. Sa meilleure arme contre Mme Lacouture lui paraît être le silence. « Moi, je suis connu. Je n'ai donc pas intérêt à parler d'elle et à la valoriser. Je crois en outre qu'elle a trois handicaps : être une femme dans une circonscription masculine et en partie rurale ; être enseignante et de droite, donc rejetée par les enseignants et considérée par les bourgeois comme étrangère à leur culture ; enfin être porteuse d'une certaine nébuleuse politique. Rien n'est, en effet, plus dangereux que de tenir un langage qui risque de mécontenter ses électeurs sans être susceptible de convaincre ceux de l'adversaire. »

« Je peux prendre des voix à Michel Crépeau sur sa droite, affirme, au contraire, Mme Lacouture, quelque peu irritée. Du reste, le silence de l'opposition est le signe de sa gêne à mon égard. Si en privé elle s'avoue sceptique sur ses chances de victoire en mars, elle ne renoncera pas pour autant à « faire de la politique pour gagner, c'est-à-dire pour être entendue ». Pour « porter haut et fort la parole du président de la République » et permettre l'avènement en France d'« un capitalisme à visage humain ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

UN PRIX INACCEPTABLE

Interrogé, vendredi 24 janvier, par un journaliste sur le montant de l'aide financière attribuée par ses services aux candidats de l'Union pour la démocratie française, M. Raymond Barre a jugé « inacceptable ce genre de question ».

Selon certains de ces candidats — qui ont reçu les uns après les autres à l'hôtel Maitignon par les collaborateurs du premier ministre (le Monde daté 12-13 février), — le montant de cette « enveloppe » serait de l'ordre de 10 000 F.

La C.F.D.T. d'Alsace proteste contre l'appel de personnalités hostiles au programme commun

L'Union régionale des syndicats C.F.D.T. d'Alsace nous adresse le communiqué suivant à la suite de l'appel de douze personnalités contre le programme commun publié dans le Monde du 18 février. Ce même appel a paru en publicité dans certains journaux, sous le titre : Appel d'Alsace.

C'est encore lui qui n'a pas su empêcher le pillage de nos ressources naturelles et qui a été incapable d'arrêter l'exode de vingt-sept mille Alsaciennes et Alsaciens qui vont en Allemagne et en Suisse chercher l'emploi ou de meilleures conditions de rémunération et de travail qu'ils seraient en droit de trouver dans notre région.

3) Ce n'est pas au patronat de parler au nom de l'Alsace, alors qu'il justifie ce qu'il appelle dans le texte rendu public les « impératifs de la concurrence internationale », sans dire dans le même temps que seule une planification démocratique est de nature à créer les conditions d'une maîtrise collective de l'avenir de notre région. Car enfin les impératifs de la concurrence c'est aujourd'hui le loi de la jungle et du plus fort. Les travailleurs et les travailleurs consentent chaque jour qu'un nom de la concurrence et de la compétitivité le patronat n'hésite pas à justifier des fermetures d'entreprises parfaitement viables et à accepter le chômage et le sous-emploi.

L'Union régionale C.F.D.T. tient à dénoncer avec force un appel qui est destiné à fausser le débat sur les moyens à mettre en œuvre pour sortir des difficultés actuelles et pour créer les conditions du plein-emploi. Le patronat alsacien n'est pas qualifié pour parler au nom de l'Alsace. Il serait plus inspiré à engager les négociations avec les organisations syndicales sur l'ensemble des problèmes posés à la classe ouvrière.

L'Union des gaullistes de progrès accuse les pouvoirs publics de lui avoir barré l'accès à la campagne radio-télévisée

M. Dominique Gallet, secrétaire général de l'Union des gaullistes de progrès (U.G.P.), a indiqué, vendredi 24 février, au cours d'une conférence de presse, que plusieurs candidatures présentées par son mouvement ayant été déclarées irrecevables, l'U.G.P. ne pourra atteindre le nombre de candidats nécessaire (soixante-quinze au moins) pour avoir accès à la campagne électorale radio-télévisée. Aussi l'U.G.P. a-t-elle décidé de retirer ses candidats qu'elle n'avait présentés que dans ce but, et ne participera aux élections législatives que dans cinquante circonscriptions.

M. Gallet a mis en cause le comportement de l'administration dans cette affaire, affirmant notamment que certains candidats de l'U.G.P. n'ont été avisés de l'irrégularité de leur dossier qu'au moment même où le tribunal administratif en était saisi, et donc trop tard pour qu'ils

puissent régulariser leur situation. « Le pouvoir a voulu empêcher les gaullistes de progrès de s'exprimer à la radio et à la télévision », a déclaré M. Gallet.

Le secrétaire général de l'U.G.P. a également affirmé que « des agents des renseignements généraux ont cherché à discréditer l'U.G.P. auprès des journalistes ». « Certains d'entre eux, a-t-il dit, se sont même rendus chez les candidats pour les dissuader de se présenter, affirmant, entre autres choses que l'U.G.P. ne pourrait pas payer leur caution. » M. Gallet a, d'autre part, accusé le parti socialiste d'avoir lui aussi fait pression sur certains candidats de l'U.G.P. pour qu'ils renonceraient à se présenter.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

Les Éditions Quinibert
12, avenue de la République
75021 Paris Cedex 13

30 F

La préparation des élections législatives

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Les « énarques » du Quai d'Orsay critiquent l'absence de sanctions

Les anciens de l'école nationale d'administration du Quai d'Orsay déplorent l'absence de sanctions dans l'affaire du vote des Français de l'étranger et réajustent sur la réputation du corps diplomatique.

Dans un communiqué publié vendredi 24 février, l'Association professionnelle des agents diplomatiques et consulaires, qui réunit les anciens de l'ENA, indique qu'elle a exprimé au ministre des affaires étrangères « les sentiments » qu'inspirent à ses adhérents « la controverse » sur le vote des Français de l'étranger. L'association « a tenu à le faire avec la plus grande discrétion », pour ne pas nuire au corps diplomatique, qui présente l'absence de sanction comme une « tache sur la réputation du corps diplomatique ».

Le communiqué conclut : « Constatant aujourd'hui qu'aucune sanction n'a été prise contre

l'ambassadeur de France au Gabon, reconnu coupable d'irrégularité dans l'application de la loi du 19 juillet 1977, l'Association déclare qu'elle déplore que cette situation reflète sur la réputation du corps diplomatique et consulaire ».

Dans un communiqué publié le 21 février, en même temps que la réponse de M. Barre à M. Mitterrand sur le même sujet, le Quai d'Orsay affirmait que la « seule erreur (...) essentiellement de caractère formel » avait été commise à l'ambassade de Port-Gentil, « à la suite de directives de l'ambassadeur de France au Gabon, rappelant que celui-ci, M. Delaunay, avait été convoqué à Paris et que le ministre avait reçu le 17 février. C'est, semble-t-il, l'insignifiance de cette mesure qui a décidé les anciens de l'ENA à rendre publique leur position. M. Delaunay n'a pas rejoint son poste.

CORRESPONDANCE

A propos des déclarations du premier ministre

M. Jean-François Merle, maître adjoint de Châteauneuf-Malabry (Haute-Saône), nous écrit :

Le premier ministre est mal informé ou mal inspiré lorsqu'il répond à la question écrite de François Mitterrand sur le vote des Français de l'étranger (le Monde du 23 février, page 11) : « Le consulat général de Rio-de-Janeiro a été également, à tort, mis en cause. L'activité politique personnelle d'un attaché ché pédagogique, en dehors des heures de service, n'est pas critiquable ».

Le consul honoraire à Belo-Horizonte (Brésil) a rempli des demandes d'inscription sous la dictée d'électeurs âgés ou mal informés des pratiques administratives françaises. Ceux-ci ont d'ailleurs protesté lorsque leurs demandes ont été rejetées par la mairie de Châteauneuf-Malabry.

Plusieurs affirmations sont inexactes :

- 1) Ce n'est pas le consul honoraire de Belo-Horizonte qui a rempli des demandes d'inscription des Français résidant dans cette ville. Il a été établi, lors de l'audience du tribunal d'instance d'Antony (Haute-Saône), le 30 janvier dernier, que ces demandes ont été remplies par M. André Tréché, attaché pédagogique au consulat de Rio-de-Janeiro. C'est de moins ce qu'a reconnu l'avocat de ce dernier en réponse aux interrogations du juge. Le consul honoraire de Belo-Horizonte a d'ailleurs continué dans une lettre de ne pas vouloir compléter les demandes avec le nom de la commune et de la circonscription d'inscription avait été laissé à un porteur se rendant en France ».
- 2) Les Français de Belo-Horizonte n'ont pas été l'objet d'une motion de protestation mais un recours en justice, ce qui est un peu différent. Tous ne l'ont d'ailleurs pas signé, et certains n'avaient pas été rejoints par le tribunal d'instance d'Antony dans un jugement rendu le 3 février.
- 3) Nous avons par ailleurs reçu, en réponse à une lettre expliquant à nos compatriotes du Brésil que cette mesure n'était pas dirigée

contre eux mais contre la fraude électorale du gouvernement, un courrier de Mme Jeanne Klein, née Richegny, où elle écrit : « Je tiens à vous remercier de vos deux lettres ainsi que de l'article du journal (une photocopie de l'article de P. Viansson, l'Unité du 11 février) et de chaque voix comptée. Le Monde du 6 janvier 1978, était joint à notre envoi. Je me rends volontiers à vos raisons. » Mme Klein explique, par ailleurs, qu'elle n'avait pas dû demander son inscription à Châteauneuf-Malabry, mais le renouvellement de sa carte d'électrice à Neuilly-Plaisance, où elle vitait précédemment. Le consul de Belo-Horizonte lui a répondu qu'il se chargeait de faire le nécessaire, ce n'était qu'à remplir le formulaire répondant aux questions ».

Voilà donc ce qu'écrivent les « personnes âgées ou mal informées des pratiques administratives françaises » lorsqu'elles s'expriment librement, sans l'emprise « trop obligeante » de l'administration. Peut-être M. Barre comprendra-t-il maintenant ce que veut dire « racket électoral » ?

De son côté, M. Jacques Grandidier, ancien élève de l'ENA, nous écrit :

- 1) Les dispositions prises et annotées par le premier ministre pour que les « électeurs » concourent à la régularité de leur formation, soit en la confirmant, soit en la modifiant, laissent songer. On ne voit guère, en effet, comment il serait possible, dans un délai de trois semaines au mieux, de refaire toutes les procurations de quelques cent soixante mille électeurs qui ont voté lors des élections de 1977. Les procurations qui ne sont pas validées, ce qui signifie que s'il n'y a pas de fraude ou pour corriger quelque chose, mais que, par contre, s'il y a en quelque endroit fraude, on ne pourra guère modifier quoi que ce soit puisque l'élection correspondante n'est pas encore connue. On ne peut donc pas dire que cette affirmation est totalement dépourvue de signification.
- 2) Le premier ministre ne parle que de la sécurité des données, mais l'essentiel de la contestation porte sur les inscriptions pour lesquelles il n'est prévu aucune vérification, même par sondage.
- 3) Le premier ministre affirme que pour des raisons « de délais ou de sécurité du courrier » les demandes d'inscription ont été expédiées par la valise « vers les mairies de destination ». Cela est faux à plusieurs titres. Tout d'abord, ces demandes n'ont bien évidemment été acheminées par la valise que jusqu'au Quai d'Orsay, d'où elles ont été redistribuées, et l'une des questions posées est justement de savoir si elles l'ont été directement. Or il a été prouvé que plusieurs demandes ont été surchargées, et parfois à plusieurs reprises, avec des précisions qui laissent penser que ce travail a été fait en métropole (indication du numéro de la circonscription). Une autre question est de savoir si cette procédure est conforme à la réglementation en vigueur. Il semble que non, ne serait-ce que parce que de nombreuses demandes d'inscription ont été envoyées à des mairies qui ne sont pas des communes. Il est ensuite affirmé qu'il n'y a pas eu d'irrégularité administrative ayant eu pour objet de peser sur le résultat des élections. C'est, pourquoi, mettre en doute cette affirmation, qui sous une forme habile, ne répond pas à la question posée : y a-t-il eu des irrégularités administratives ayant eu pour objet de peser sur la composition de l'électorat de certaines circonscriptions ?

VU DES ÉTATS-UNIS

WASHINGTON : le « danger communiste »

De notre correspondant

Washington. — Ce qui s'est passé ou ne s'est pas passé en France nous a amenés à basculer deux fois au cours de ce siècle, et une fois au Vietnam. Malgré cet événement d'un journaliste texan paru dans le Houston Post, le « danger communiste » ne s'inscrira guère aux attentions françaises. Les informations sur les élections en France sont étonnamment restreintes, par rapport à ce qui est dit du conflit du Proche-Orient, par exemple, des hostilités dans le cornet de l'Afrique, et même entre le Vietnam et le Cambodge. Et si la France passe avant l'Amérique latine (désert traditionnel de la presse américaine), l'étranger de ses luttes idéologiques, la complexité de son système électoral et les ambiguïtés de sa Constitution rebutent l'observateur le plus curieux.

Heureusement, il y a le parti communiste, le seul à peu près connu, ou sur lequel du moins chacun a son idée. Les élections du 15-16 janvier, pour que le gouvernement « participation communiste » soit élu, ont été, bien entendu, le point de départ d'une campagne de propagande. On a vu, dans une lettre au New York Times, que le P.C.F. n'accroît pas sa puissance. Le producteur de l'émission, M. David Brinkley, lui a répondu qu'il « avait tort », et qu'il n'est plus revenu sur le sujet.

Pas de comparaison avec l'Italie

Les analyses du gouvernement sont nettement contraires à plus de subtilité, mais aussi à une extrême prudence. Une chose est tenue pour acquise : l'exemple italien ne sera pas suivi, et rien ne sera dit à propos de la situation française, au moins jusqu'au premier tour. Les situations ne sont pas comparables, explique-t-on, et quelques principes s'appliquent : les Français sont plus nationalistes que les Italiens. Le 12 janvier, il s'agissait de dissuader l'état-major chrétien-démocrate à

demier, et vient encore probablement en queue de file des personnalités françaises connues en Amérique. Mme MM. Lecaune et Servan-Schreiber ont laissé ici un souvenir plus durable, en tant qu'amis attirés pendant la « difficile » période gaullienne.

Pardonnez-moi, la perception d'un danger communiste est de son intérêt à l'élection. L'immense majorité des Américains s'accordent pour voir une menace. La prise de position du département d'État, le 12 janvier, contre la participation des communistes au pouvoir en Italie a soulevé des débats à Rome, à Paris et ailleurs en Europe, mais pas à Washington, où les commentaires ont été plutôt rares et très généralement favorables. Il faut vraiment que quelque chose « en rajoute », comme M. Kissinger dans son émission du 12-13 janvier, pour que quelques universitaires familiers des affaires européennes émettent une critique. Ainsi M. Stanley Hoffman a-t-il suggéré, dans une lettre au New York Times, que le P.C.F. n'accroît pas sa puissance. Le producteur de l'émission, M. David Brinkley, lui a répondu qu'il « avait tort », et qu'il n'est plus revenu sur le sujet.

- 1) Puisque le gouvernement américain ne peut strictement rien faire pour influencer les élections, il est encore trop tôt pour se pencher sur le problème. Le montant des « évaluations » et des décisions viendra plus tard, de préférence après le second tour.
- 2) La querelle P.C.-P.S. a introduit une nouvelle dimension dans l'équation. Plus personne ici ne soupçonne M. Mitterrand d'être un instrument docile des communistes, ce qui limite l'impression de danger. La participation du P.C. au gouvernement n'a pas entraîné de problèmes sérieux, appelant une réaction.
- 3) Le maintien de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée, qui qu'il arrive, est considéré ici comme un élément d'autant plus rassurant que l'on ne se rend pas très bien compte du dilemme constitutionnel auquel il se trouverait confronté : il est, en effet, très courant pour un président américain de devoir gouverner avec un Congrès dominé par un autre parti que le sien. Seuls les experts des affaires françaises connaissent tous les éléments du problème, mais même ceux-ci se rassurent en pensant qu'ils trouveront toujours à la tête de l'état un interlocuteur de confiance.

à la participation communiste. La rançon de Londres avait fait naître entre les deux hommes un contact personnel, dont le dernier « sommet », en janvier à Paris, a confirmé la bonne qualité.

Des éléments rassurants

La presse n'a pas encore vraiment abordé le problème de savoir quelle devrait être l'attitude des États-Unis face à un gouvernement de gauche. Mais elle a publié plusieurs reportages généralement bien documentés sur la campagne électorale. Dans l'ensemble, le programme commun de la gauche a été jugé comme annonçant un changement plus ou moins radical, selon les commentateurs, mais conduisant à toute manière à une économie moins effrénée, marquée par l'inflation et le protectionnisme. Seul le Journal of Commerce a jugé les idées socialistes en matière économique « pourraient être intéressantes », et qu'une majorité potentielle des Américains soutiendrait un changement. A cause des communistes toutoufous, conclut ce journal, « nous voyons peu de chances que quelque chose de constructif soit accompli à court terme (...), mais nous ne voyons pas de désastre non plus. Et si la droite prouve que les sondages d'opinion ont tort, ce qui reste une possibilité, la même chose restera vraie ».

MICHEL YATU.

Un communiqué de la commission des sondages « Information juive » exprime son scepticisme devant les promesses électorales

Du bon usage

La commission des sondages

communiqué. « Du bon usage des choix exprimés sur des candidats nominativement désignés à une estimation nationale des pourcentages de voix attribués à chaque parti ou groupe de candidats, qui ne sont pas toujours connus au moment des enquêtes et peuvent infléchir le choix de direction ».

« 1) Les sondages ne peuvent donner qu'une image de l'opinion à la date où ils ont été réalisés, mais ils ne peuvent pas rendre compte de l'évolution ultérieure de l'opinion jusqu'à la date du scrutin. C'est pourquoi la loi du 19 juillet 1977 impose à tout organisme d'information qui fait référence à un sondage de mentionner la date de sa réalisation ».

« 2) Pour être fiables, les sondages doivent respecter certaines conditions techniques relatives en particulier à la taille et à la composition de l'échantillon, à la méthode de sélection des individus, à la pertinence et à la précision des questions posées, enfin à la méthode et au lieu des interrogations ».

« 3) La mention de l'organisme de sondage de rattachement du sondage et du nombre de personnes interrogées, également imposée par la loi, donne des indications indispensables, qui peuvent être utiles pour compléter par les explications des instituts de sondage eux-mêmes ».

« 4) Il importe de souligner que la seule référence au mot sondage ne suffit pas à conférer un caractère scientifique à des estimations chiffrées ».

« 5) L'application de la technique des sondages au scrutin uninominal à deux tours, en vigueur pour les élections législatives, oblige à opérer certains choix et à introduire certaines hypothèses de calcul qui sont autant de facteurs d'incertitude ; c'est le cas en particulier :

représentatif des 491 circonscriptions ».

« Du bon usage des choix exprimés sur des candidats nominativement désignés à une estimation nationale des pourcentages de voix attribués à chaque parti ou groupe de candidats, qui ne sont pas toujours connus au moment des enquêtes et peuvent infléchir le choix de direction ».

« 1) L'évaluation des reports de voix ou second tour, qui sont liés, notamment, aux consignes des candidats ou des partis politiques et à la réaction des électeurs aux résultats du premier tour de scrutin :

« — Il convient enfin de distinguer nettement les sondages pratiqués par les médias de ceux qui ont pour objet une estimation des pourcentages de voix obtenus, sur le plan national, par chaque parti ou groupe de candidats, à la date du scrutin. Les deux types de sondages conduisent à des estimations de la répartition des sièges à l'Assemblée nationale.

« Les premiers sont très directement liés aux enquêtes d'opinion et obéissent, s'ils sont correctement réalisés, à certaines lois statistiques qui leur donnent une relative précision ; les seconds sont des interprétations qui reposent sur de nombreuses hypothèses statistiques, sociologiques et politiques et qui doivent dès lors être utilisées avec précaution ».

« 2) Pour être fiables, les sondages doivent respecter certaines conditions techniques relatives en particulier à la taille et à la composition de l'échantillon, à la méthode de sélection des individus, à la pertinence et à la précision des questions posées, enfin à la méthode et au lieu des interrogations ».

« 3) La mention de l'organisme de sondage de rattachement du sondage et du nombre de personnes interrogées, également imposée par la loi, donne des indications indispensables, qui peuvent être utiles pour compléter par les explications des instituts de sondage eux-mêmes ».

« 4) Il importe de souligner que la seule référence au mot sondage ne suffit pas à conférer un caractère scientifique à des estimations chiffrées ».

« 5) L'application de la technique des sondages au scrutin uninominal à deux tours, en vigueur pour les élections législatives, oblige à opérer certains choix et à introduire certaines hypothèses de calcul qui sont autant de facteurs d'incertitude ; c'est le cas en particulier :

« Du bon usage des choix exprimés sur des candidats nominativement désignés à une estimation nationale des pourcentages de voix attribués à chaque parti ou groupe de candidats, qui ne sont pas toujours connus au moment des enquêtes et peuvent infléchir le choix de direction ».

« 1) Les sondages ne peuvent donner qu'une image de l'opinion à la date où ils ont été réalisés, mais ils ne peuvent pas rendre compte de l'évolution ultérieure de l'opinion jusqu'à la date du scrutin. C'est pourquoi la loi du 19 juillet 1977 impose à tout organisme d'information qui fait référence à un sondage de mentionner la date de sa réalisation ».

Bibliographie

« Les Élections en France » de Frédéric Bon

Le principal intérêt de l'ouvrage de Frédéric Bon, Les Élections en France, histoire et sociologie, n'est peut-être pas tant de présenter quelques semaines avant le scrutin de mars que de venir au moment où l'on parle beaucoup d'une éventuelle modification de la loi électorale. Les sondages, les estimations et les pronostics ont, par exemple, mis en lumière ces derniers jours un des aspects paradoxaux du scrutin majoritaire à deux tours, en vigueur dans notre pays depuis 1958. A savoir, qu'une coalition ou un courant politique peut fort bien être majoritaire, en voix, dans le pays et ne pas l'être du tout, en sièges, à l'Assemblée nationale. C'est le mérite de ce livre de démontrer le mécanisme, d'en raconter l'histoire, d'en dessiner l'objectif politique et les faiblesses. La démonstration relative au découpage des circonscriptions électorales le prouve.

Les concepts d'élection et de majorité sont apparemment simples. On s'aperçoit vite que les idées simples peuvent recouvrir quelques pièges : quelle majorité parlementaire recherche ? Celle qui représentera le plus justement les courants politiques existants ? Ou celle qui pourra assurer la meilleure stabilité au pays ? Quelle notion privilégier ? Celle de participation ou celle d'efficacité ? La proportionnelle ou le scrutin majoritaire ? Et quel scrutin privilégier ? Et quelle proportionnalité ?

En comparant des résultats identiques traduits dans l'un ou l'autre des systèmes, avec des exemples clairs, des cartes, des croquis et d'importantes annexes statistiques, Frédéric Bon apporte les éléments du débat. Aux citoyens de juger.

N.-J. B.

(*) Les Élections en France, histoire et sociologie, par Frédéric Bon, Seuil, 240 pages, 45 F.

La Droite qui réfléchit
lit chaque mois
la Revue universelle
des faits et des idées
Directeur :
Etienne MALINOUX
Dans le numéro de février 1978,
n° 40 :
LA FRANCE A PILE OU FACE
Le Retour
des Barbaresques
par René SÉDILLOT
Le Défi intégriste
Spécimen gratuit sur demande
7, rue Léon-Bonnat - 75016 PARIS
Tél. : 597-33-07.

VIENT DE PARAÎTRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F.

Rendons à Apollinaire...
Dans l'« Au jour le jour » de Xavier Grail (19-20 février), on pouvait lire qu'Arthur Rimbaud avait écrit : « L'Espérance est violente ».

Un de nos lecteurs nous signale qu'il n'a rien trouvé de tel dans l'œuvre de Rimbaud, mais que l'on peut lire, en revanche, dans le Pont Mirabeau, de Guillaume Apollinaire : « L'amour s'en va comme cette / Jeune courante / L'amour s'en va comme la vie / Juste lente / Et comme l'Espérance est violente ».

D'autre part, Rimbaud n'a pas été qualifié de « poète aux semelles de vent », mais d'« homme aux semelles de vent », par son ami Verlaine.

éditorial consacré aux prochaines élections. « Il est de bonne guerre, écrit-il notamment, pour les partis et les candidats de donner leur sympathie pour Israël et les préoccupations communautaires, ce qui est pour nous essentiel c'est l'attitude concrète de ces partis, de ces hommes et femmes dans la vie de tous les jours, non lors d'une brève période. (...)

« Le spectacle, que depuis des années nous voyons sous les yeux, nous laisse à nous aussi un sentiment amer et désolant. (...) Leaders politiques et gouvernements nous ont assez régulièrement trompés, nous ont assez souvent trompés pour des raisons (...). Demandons au moins, même sans tour d'illusions, que les partis et les candidats prennent clairement et publiquement position sur les problèmes que nous posent les préoccupations communautaires, ce qui est pour nous essentiel c'est l'attitude concrète de ces partis, de ces hommes et femmes dans la vie de tous les jours, non lors d'une brève période. (...)

« Le Front des étudiants juifs s'est prononcé en faveur de certains candidats aux élections législatives. Il s'agit de MM. Jacques Dominiac (P.R.-U.D.F.), secrétaire d'État auprès du premier ministre (2^e circ.) ; Claude-Gérard Marcus (R.P.R., 8^e circ.) ; Pierre de Benoville (démocratie chrétienne-U.D.F., 1^{re} circ.) ; Georges Messin (C.D.S., 20^e circ.) ; Paul Garçon (C.D.S.-U.D.F., 23^e circ.) ; Joël Le Tac (R.P.R., 28^e circ.) ; Jean Pierre-Bloch (P.R.-U.D.F., 27^e circ.) ; Didier Bariani (Rad.-U.D.F., 30^e circ.).

D'autre part, une quarantaine de personnes d'origine israélienne, dont plusieurs anciens résistants, déportés et médaillés de la Résistance, ont lancé un appel, le vendredi 24 février, en faveur du parti communiste. Ces personnes, qui habitent et travaillent dans le XIX^e arrondissement de la capitale, ont indiqué que les deux députés communistes sortants de cet arrondissement (MM. Paul Laurent et Henri Fiszbin) ont combattu chaque manifestation de zionisme et de racisme.

Le Monde

Société

DANS UN CENTRE AÉRÉ DU VAL-D'OISE

Strip-tease pédagogique

Depuis que Freud a soulevé le voile, personne n'ignore plus ce que veut dire « jouer au papa et à la maman ». La sexualité des enfants est désormais connue. Elle n'est cependant pas toujours admise. Le « collectif d'encadrement » du centre aéré de Vetheuil (Val-d'Oise), employé par le comité d'établissement

des usines Renault de Filins (Yvelines), l'a vérifié à ses dépens. Une équipe de jeunes éducateurs formés par les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), avec des projets pédagogiques pleins de bon sens, ont été arrêtés sur la condition des enfants — ils n'ont le droit que de se taire, — qui

avaient la ferme intention de les aider à se libérer des « contraintes des adultes » et à se servir de leurs propres moyens d'expression. Ils y sont si bien parvenus, ces jeunes si proches des enfants de six à quinze ans qui leur étaient confiés, que pour satisfaire leur curiosité, ils se sont mis nus devant eux.

Le 14 décembre 1977, au premier étage du centre aéré, Martine a répondu « naturellement » au désir des garçons et des filles qui voulaient voir et toucher. Elle s'est déshabillée et une dizaine d'enfants en ont fait autant. Qui aurait pensé à mal, au moment même où chacun était tout à sa découverte, Mme de Bortoli, responsable des services sociaux du comité d'établissement, n'aurait faitruption dans la pièce et mis fin à l'« exhibition ». « Les enfants poussaient des grognements de cochon », écrit-elle dans son rapport au C.E.

Le lendemain, les parents alertés téléphonèrent au comité d'établissement pour s'informer, car ils trouvaient un peu bizarre cette idée de se mettre nus sans prévenir. Le bureau du comité d'établissement, composé de trois membres, un de la C.G.C., un de F.O. et un de la C.G.C., n'ayant l'air de rien, a pu tout faire chavirer, puis les dévoter. Il convoque l'équipe et lui demande de démissionner. Quant à la directrice du centre, Mlle Mireille Ferechal, elle est prise d'élaborer un nouveau projet pédagogique sur « de bonnes bases ».

Les membres du comité d'établissement, à l'exception de ceux de la C.F.D.T., ont été très froids. Le comité d'établissement pour les parents, plus désireux d'être informés que réellement choqués, a « Nous défendons la famille », explique M. Bortoli, syndicaliste C.G.T., secrétaire du comité d'établissement. Ce sont les parents qui doivent décider de l'éducation sexuelle de leurs enfants. L'épanouissement de la sexualité pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, je n'y crois guère.

L'histoire court dans l'usine. La

C.G.T. et F.O. distribuent des tracts avec des morceaux choisis des rapports d'activité de l'équipe, ce qui ne fait que nourrir les plaisanteries fuses. Chacun veut plaisanteries fuses. Chacun veut s'inscrire au centre aéré. On ne fait d'ailleurs pas que plaisanter, on s'entend, on s'entend, on s'entend. Les moniteurs « pourrissent », dit-on, les enfants la nuit. « C'est-à-dire se saute de côté, on se saute de côté, on se saute de côté », se demande F.O. La C.G.C. de son côté, veut porter plainte et rappelle que les copables risquent vingt ans de travaux forcés.

Mlle Mireille Ferechal, qui défend l'équipe et qui ne veut pas rédiger un nouveau projet, sent le fagot. On la licencie.

L'affaire est actuellement portée devant la commission départementale de la jeunesse et des sports. Les éducateurs peuvent être radés à vie, et si une information judiciaire était ouverte, Martine pourrait être poursuivie pour attentat à la pudeur.

M. Bortoli a proposé que le comité d'établissement paie tous les frais de justice si nous portons plainte, dit une mère de famille dont les cinq enfants fréquentent le centre. Il voulait aussi nous « offrir » une consultation chez un psychologue pour les enfants traumatisés.

Malgré la détermination des employeurs du comité d'établissement, les parents n'ont pas suivi. Précisément, s'ils n'ont pas suivi, c'est pour ne pas troubler leurs enfants. Le C.E. qui dit avoir des documents archaïques dans ses archives, n'a donc pas trouvé l'écho espiègle. « Ils déclarent à notre place, ce que les « monos » tubèrent. Vetheuil était bien, c'était propre et

c'était tout de même mieux que ce qui se passe dans les cages », reconnaît une mère. « Nous avons commis l'erreur de ne pas tenir les parents informés assez tôt de ce que nous avions l'intention de faire », avoue-t-elle aujourd'hui la directrice. L'écueil. « C'était contenu dans le projet pédagogique que nous avions soumis au secrétaire général du comité d'établissement, mais la demande des enfants est intervenue trop vite. On voulait réunir les parents la semaine suivante ».

Fallait-il pour autant répondre à la demande des enfants et passer à l'acte ? C'est comme ça, dans un cours sur la Saint-Barthélemy, explique M. Lemoine, de la C.G.C., tous les gamins se battent entre eux. « Les éducateurs de Vetheuil ont tellement voulu se placer à la portée des enfants qu'ils en ont oublié le monde des adultes ».

Une activité comme une autre

Tout est rentré dans l'ordre. Une nouvelle équipe a repris le centre en main. La « non-direction » est désormais bannie. Les enfants ne sont plus responsables de la conduite du centre, ils ont été « déchargés ». « On a été imprudent », confie Mireille, qui a le sentiment de les avoir abandonnés. On a voulu aller trop vite.

CHRISTIAN COLOMBANIL

L'angoisse et la lucidité

La biologie prend-elle la relève de l'histoire, dans l'explication des mythes de la vie et dans la prédiction du destin de l'homme ? Cette question initiale, posée par Maurice Schumann à Jean Hamburger, reflète bien le thème central de ce « Dialogue », de jeudi 23 février, premier d'une série de trois confrontations entre personnalités littéraires et scientifiques, organisées par la Fondation Del Duca.

Aux angoisses de l'humanité pur, qui viennent d'être exprimées dans un livre de l'ancien ministre (1), a répondu la ferme détermination du médecin, d'un déterminisme biologique explicite : « Si l'histoire de l'humanité, comme les sciences de la vie, peuvent rendre intelligibles l'évolution des espèces, elles ne peuvent ni la prévoir ni la prendre pour modèle à finalité morale. »

La biologie n'explique pas le destin de l'homme », tenait encore à affirmer l'homme de science, en ajoutant qu'on ne pouvait en dériver « des règles morales ou politiques du jeu ».

Provoqué par Maurice Schumann sur la responsabilité des

scientifiques, à propos des risques que la science fait courir à l'humanité, Jean Hamburger devait en replacer les dimensions à leur niveau respectif. Evoquant la pollution et la détérioration de l'environnement, les manipulations génétiques et la risque nucléaire, il repart le thème de la « puissance » de l'homme moderne, emporté dans sa volonté de justification morale de ses choix, et de ce fait tragiquement « fragile ».

Paradoxalement, dans cet échange, c'est le biologiste qui parle d'un « monde de transcendance non scientifique », comme source de ses principes inébranlables, répondant en cela à la crainte des chimères biologiques évoquées par l'homme politique.

Dr. J.F.L.

(1) Le Monde du 24 février a rendu compte de la publication du nouveau livre de Maurice Schumann, *Angoisse et Certitude*, dans un article de Pierre Vianson-Fonlat.

★ Un prochain dialogue doit opposer, vendredi 7 avril 1978, à 21 heures, le professeur Jean Bernard à M. Roger Carlier, de l'Académie française, à la Fondation Del Duca, 75000 Paris (sur invitation seulement).

EDUCATION

Le parti socialiste présente un « plan de sauvegarde des universités »

Si la gauche l'emporte aux élections, le P.S. proposera, à compter de l'été dans lequel se trouvent aujourd'hui les universités par suite de la politique d'abandon volontaire du gouvernement, une série de mesures destinées à être appliquées dès la rentrée prochaine. Ce « plan de sauvegarde des universités » sera pris en compte dans le cadre du collectif budgétaire qui sera présenté

au Parlement dès le mois d'avril 1978.

● MESURES GENERALES : 120 millions de francs seront alloués aux universités pour leur fonctionnement et 80 millions de francs à la recherche universitaire. Le terrain occupé par l'université Paris-VIII Vincennes sera déclaré d'utilité publique.

● PERSONNELS VACATAIRES : un plan d'intégration des vacataires enseignants sera mis en place à partir du 1^{er} octobre 1978 ; les personnels de services rémunérés par les établissements seront intégrés au budget de l'Etat.

● ASSISTANTS DE DROIT ET SCIENCES ECONOMIQUES : une procédure d'intégration sera mise en œuvre.

● TRANSFORMATIONS ET CREATIONS D'EMPLOIS : mille transformations d'assistants en maîtres-assistants, deux cents de maîtres-assistants en maîtres de conférences.

Création de trois cents emplois de maîtres-assistants, de deux cents de personnels administratifs et de service et de mille emplois pour l'enseignement des langues et l'encadrement d'I.U.T.

● LA FORMATION CONTINUE sera développée, les procédures financières assouplies.

● BOURSES : leur nombre sera augmenté de 10 %, leur montant de 15 %. Mille bourses seront créées pour des travailleurs non bacheliers.

● Incident au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). — Au cours de la réunion du CNESER, vendredi 24 février, les représentants de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur ont quitté la salle pour protester contre la base des traités d'admission proposés par le président de l'UNEE, tant à l'égard du ministre que de l'administration.

M. Jean-Luc Mano, président de l'UNEE ex-Renouveau, s'opposant à un projet de décret qui repousserait d'un an l'élection des représentants étudiants au CNESER, a été invité à quitter la salle.

● Arrêt de travail de quinze jours pour un enseignant frappé par un élève. — Une jeune institutrice du collège de Farebailly (Moselle) s'est vu ordonner un arrêt de travail de quinze jours à la suite d'un coup porté, le mardi 7 février, par un de ses élèves. Celui-ci, âgé de quatorze ans, rendant Mlle Marie-Rose Philippe responsable de son exclusion provisoire de l'établissement par le principal, avait frappé au thorax, l'institutrice, plus choquée nerveusement que gravement blessée, a porté plainte pour coups et blessures volontaires.

(Publié)

LAWRENCE SCHOOL OF ENGLISH OXFORD

Sessions d'été : juillet, août, sept. à Merton College et à St John's College UNIVERSITY OF OXFORD Documentation : TELTEL, 7, rue du Général-de-Gaulle, 28070 VILLIERS.

JUSTICE

LA FOUILLE DES VEHICULES

Fallait-il condamner M. Michel Trignol ?

Les commentaires et les critiques se multiplient après le jugement de la 24^e chambre correctionnelle de Paris présidée par M. Pierre Bourgeois, qui a condamné, vendredi 24 février (« Le Monde » du 25 février), à un mois d'emprisonnement avec sursis et 500 F d'amende M. Michel Trignol, celui-ci avait refusé, le 27 janvier à la porte Maillot, de laisser fouiller le coffre de sa voiture lors d'un barrage mis en place pour rechercher les ravisseurs du baron Empain. Condamnation dont l'automobiliste a fait appel.

Les magistrats ont déclaré, en effet : « Ce crime [la séquestration du baron Empain] se commettait encore le 27 janvier 1978. Ainsi, et c'est ce qui a été retenu par la cour, c'est le caractère de crime flagrant tel que défini par l'article 53 du code de procédure pénale. L'existence de ce crime flagrant autorise la mise en œuvre des dispositions de l'article 56 du code de procédure pénale. Cet article prévoit que, si la nature du crime est telle que la preuve ne puisse être acquise par les seuls éléments matériels, documents ou autres objets en la possession des personnes qui pourraient avoir participé au crime ou obtenu des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés, l'officier de police judiciaire se transporte sans délai au domicile de ces derniers pour y procéder à une perquisition dont il dresse procès-verbal ».

Les magistrats ajoutent : « La perquisition au domicile étant expressément prévue en matière de crime flagrant, une telle perquisition ne peut être considérée en la matière que comme parfaitement légale. Lorsqu'elle vise un coffre d'une voiture automobile, qui, comme celle de Trignol, c'est-à-dire une Renault R1222, ne peut en aucune manière être assimilée à un domicile (sic), la demande d'autorisation de coffre, précédemment présentée à Trignol, avant toute perquisition, s'inscrit elle-même au rang des vérifications prévues par l'article L-4 du code de la route ».

Les magistrats indiquent ensuite : « Il ne saurait être fait grief à l'officier de police judiciaire concerné, agissant conformément à la loi, de procéder à ces vérifications sur tel véhicule plutôt que tel autre, les choix à exercer ne pouvant qu'être laissés, compte tenu des nécessités de l'enquête, à la sagacité et à la conscience professionnelle de l'officier ».

Enfin, remarquant les juges, « le prévenu ne saurait davantage se retrancher derrière la décision du Conseil constitutionnel [qui a déclaré inconstitutionnel un projet de loi autorisant les fouilles de véhicules]. Le dispositif de cet arrêt déclare non conforme à la Constitution les dispositions de la loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions légales. Ce dispositif ne saurait (...) nous empêcher de porter une sentence quelconque à

l'application des articles 53 et suivants du code de procédure pénale et de l'article L-4 du code de la route. Les dispositions précitées visent non point l'infraction commise ou en train de se commettre, mais des investigations de police judiciaire entreprises hors l'existence préalable d'une telle infraction et dans un but bien défini de recherche de prévention des infractions ».

Commentant cette sentence, M. Jean-Luc Mano, Secrétaire, a souligné que celle-ci peut autoriser, dorénavant, n'importe quel officier de police judiciaire à visiter le coffre de n'importe quelle voiture sur un quai quelconque du territoire national, au gré de sa « sagacité », puisqu'il se commet au moins un crime flagrant par son fait ! Ce solutionnisme tend à établir un état de siège permanent.

DANS LA PRESSE

L'HUMANITE : l'exception et la règle.

« La condamnation de Michel Trignol est lourde, en tout cas sans commune mesure avec les faits reprochés. De surcroît, au-delà du cas d'une personne, il s'agit des libertés de tous. »

Comme les textes de la loi sont ambigus, ils permettent, au gré d'une décision du ministre de l'Intérieur, toutes les interprétations possibles souhaitées par le gouvernement.

En l'espèce, il faut bien admettre qu'il y a eu sollicitation des textes dans un sens illégal. N'y a-t-il pas dès lors le risque de voir s'élargir cette pratique commode et dangereuse de l'état de flagrance chaque fois qu'il y a hold-up ou enlèvement ? Car l'exception, à force de se répéter, finit par devenir la règle ».

L'AURORA : un avertissement.

« Peine relativement sévère : elle montre que les juges ont voulu faire ainsi un exemple et donner un avertissement aux automobilistes qui voudraient dans l'avenir imiter M. Trignol. Ils ont, en tout cas, déclaré une nettement à la loi. La fouille de la voiture était tout à fait conforme à la loi. » (JEAN LABORDE)

Après une plainte de M. Furnon

« Le Nouvel observateur » ne sera pas saisi

Le tribunal civil de Paris, siégeant en référé sous la présidence de M. Pierre Dral, a débouté vendredi 24 février M. Gérard Furnon, industriel à Saint-Clément (Gard), fondateur de l'Union des Français de bon sens, qui demandait la saisie du numéro du Nouvel Observateur de la semaine du 18 au 25 février (Le Monde du 23 février).

Un article paru dans cet hebdomadaire indiquait que M. Furnon a pour adjoint l'ex-sergent Duruy de Mayry, et que l'un des amis de ce dernier est M. Jacques Prévoist, un des conjurés du Petit-Clamart. Il ajoutait que l'on trouve également, aux côtés de M. Furnon, M. Georges Albertini, qui fut l'adjoint de Marcel Déat pendant l'occupation.

Le tribunal a déclaré : « (...) La

personne engagée dans l'action politique — candidat au surplus aux élections législatives — est normalement exposée à la critique ou à la curiosité intéressées des autres. Celles-ci, dès lors qu'elles ne font aucune allusion à la vie privée et qu'elles s'exercent sans abus manifestement intolérables, peuvent porter atteinte à l'honneur de l'homme politique que sur l'origine et le mode d'utilisation des fonds servant à son action. (...) Le simple rapprochement dans le même article de M. Gérard Furnon avec d'autres personnes aux activités nettement déterminées, a précisé le tribunal, n'exécute pas la limite de ce qui est tolérable dès lors qu'il n'y a aucune co-action illicite des uns et des autres ».

UN ENFANT AURAIT ETÉ MALTRAITÉ DANS UN I.M.P. DE MOSELLE

Les parents d'un enfant âgé de quinze ans ont porté plainte pour coups et blessures volontaires qu'il aurait subis leur fils. M. Marcel, pensionnaire à l'Institut médico-pédagogique Saint-Joseph-Sierck-les-Bains (Moselle). Une éducatrice, Mlle Catherine Elges, employée de cet établissement privé dépendant de la direction de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) a informé M. et Mme Elges que Marcel avait été trappé à coups de ceinture et qu'on lui avait plongé à plu-

sieurs reprises la tête dans l'eau. Les blessures de l'enfant ont été constatées par un médecin de Boulay (Moselle). Après avoir tenté en vain de faire enregistrer la plainte par la gendarmerie de Sierck-les-Bains, les parents de Marcel se sont directement adressés au procureur de la République. Deux enquêtes viennent d'être ouvertes l'une par la brigade des recherches de Thionville et la gendarmerie de Sierck-les-Bains et l'autre, administrative, par le médecin-inspecteur de la santé.

● M. Gérard Nicoud condamné en appel. — La quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon a confirmé, jeudi 23 février, un jugement rendu le 13 juillet dernier par le tribunal correctionnel de Lyon (Le Monde du 15 juillet 1977), condamnant M. Gérard Nicoud, leader du C.I.D.-UNATI, à 20 000 francs d'amende pour « proposition à la violence ». La cour d'appel a, d'autre part, porté de 1 à 1 500 F les dommages et intérêts accordés au Syndicat unité des impôts, partie civile.

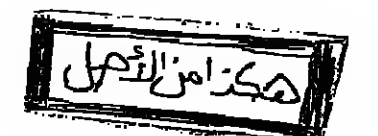
Cette condamnation, confirmée par la cour d'appel, avait fait suite aux poursuites engagées par la plainte du ministre de l'Economie et des Finances. Lors d'un meeting du C.I.D.-UNATI à Lyon, M. Nicoud avait tenu selon la plainte, des propos « menaçants » à l'encontre des fonctionnaires du fisc (Le Monde du 8 juin 1977).

● La commission d'enquête parlementaire sur les événements de Stannheim, près de Stuttgart après le mort d'Andreas Bader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl

Raspe, a conclu à l'unanimité, jeudi 23 février à Stuttgart, que les trois détenus de la Fraction armée rouge étaient bien suicidés comme l'indiquait déjà le rapport d'autopsie (Le Monde du 25 janvier). Les conclusions de la commission seront soumises à la diète du Bade-Wurtemberg en mars. — (A.F.P., Reuters)

● PRECISION. — M. Claude Goudet, premier substitut à l'administration centrale du ministère de la Justice, a été nommé par décret publié au Journal officiel du 21 février, procureur de la République au tribunal de grande instance de Créteil, affectation que nous avions omis de préciser dans nos éditions du 24 février.

● Cinq mineurs africains ont été tués et dix autres sont portés disparus samedi 25 février à la suite d'un éboulement de galerie dans la mine d'or de Doornfontein, près de Carletonville, à 50 km au sud-ouest de Johannesburg. — (A.F.P.)





Le Monde aujourd'hui

Vu de Bretagne

Un pays transfiguré

ICI aussi, les neiges sont venues. Tout est blanc et bleu, figé dans un silence étrange et comme illégal.

Dans la case de Paul Gauguin, il y avait à Hiva-Oa cette toile : Village breton sous la neige. Sa toute dernière toile. Pourquoi cette toile ? Pourquoi l'artiste, qui allait mourir gorgé de pus, de misères et de merphine, avait-il cru devoir peindre le pays que l'habitant dans cette pureté étrange ? J'ai vu à Nizon que la nature bretonne parfois se prenait à imiter les formes et les couleurs du peintre. Ce petit clocher fier, cette épée de granit saillant l'azur, reproduisent la dernière vision d'un Gauguin exilé aux Marquises. Comme si la neige en sa limpidité mystique abaisait et le temps et l'espace.

Benjour, monsieur Gauguin... Me voici, vous trompez pas : même sous la neige, le Breton reste breton. L'écriture des haies et des chemins se lit encore sur la page blanche des paysages. Et à l'heure de midi, cette heure étonnante, le granit des fermes exalte par le réverbération, apparaît plus tendre que jamais, et chanse. Et pour peu que les gobelets dans les hauteurs incroyables d'un ciel sans nuage voguent et ramènent dans la lumière, vous vous évaderez que le plein de l'été est moins beau que ce février translucide et glacé. C'est en hiver qu'il faut venir en Bretagne.

Mais très tôt, bien avant le coucher du soleil, les nuages reviennent qui obscurcissent les journées. La neige dure, les églises tremblent. Tout devient gris, brouillé, poétique. Les autres sont noirs. Dans les champs affleurent les traces sombres des labours. Les corbeaux croassent et les clochers aériens, étiolés, reviennent sur la terre. Ce n'est plus du Gauguin, c'est du Bnuel.

Alors je rentre à Botzulan et je forme les volets. Toute cette lumière, comme elle est fugitive. Cette éplendour poignante, reviendra-t-elle demain ? Et si c'était la pluie, la gadoue, la saoulerie ?

Sous l'œil des chiens, je fais un feu. Mais les flammes sont sans éclat. Nizon, dans la transfiguration de midi, n'était-ce pas l'Orient esquivé par des neiges roides, nardiques ? Banal mon frère. Poussière ! Ombres ! Siles ! Je comprends les peintres : ils crèvent de ne pouvoir transcrire la beauté du monde.

XAVIER GRALL

LA COLÈRE

Lorsqu'un enfant disparaît...

« MORT ou vivant, Yves est bien quelque part et on doit le retrouver. Appelez ça cynisme si vous voulez ! ». Un peu plus d'un an après le drame qui les a frappés, Jacques et Thérèse Bert, les parents d'un garçonnet de six ans, disparaissent le 3 février 1977, à la sortie de son école communale, rue Mazenod, en plein centre de Lyon, affichent toujours la même détermination.

« Tant qu'on ne saura rien, on se battra », répète Jacques avec une pointe d'animosité dans le ton. L'enlèvement du baron Empain, à Paris, celui du juge Dalk plus récemment dans leur propre ville et la mobilisation policière sans précédent à laquelle ces affaires ont donné lieu ont ravivé leur colère. Comment n'établiraient-ils pas de comparaison, eux qui restent persuadés que leur fils a aussi été enlevé ?

Certes, rien ne plaiderait au départ pour l'enlèvement : pas de témoignages, pas d'indices, pas de demande de rançon. Mais rien non plus n'interdisait de songer au rapt. Si le garçonnet avait quitté normalement l'école à 16 h 30, son frère aîné, Yannick, neuf ans, chargé de l'attendre comme à l'accoutumée à un angle du bâtiment, ne l'aurait jamais vu. Yves s'était comme volatilisé sur un trajet de quelques dizaines de mètres. Le chœur de la Rhodé, dont les eaux gonflées par une crue roulaient à moins d'un kilomètre de l'école, constituait évidemment une autre hypothèse que rien cependant n'a jamais permis d'élever pour atténuer le flou. Il faut traverser trois grands axes de circulation, et Yves était d'un naturel curieux. Il n'était pas habitué à se déplacer seul dans la rue. De plus, son cartable aurait peut-être été découvert. Enfin si les passants ni les pêcheurs n'ont rien remarqué.

Néanmoins la thèse de l'accident semble avoir très vite prédominé dans l'esprit des enquêteurs, agissant pourtant dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 9 février — soit six jours après la disparition — pour enlèvement et séquestration de mineur de treize ans. Récentement encore, le 9 janvier 1978, M. Roger Chaux, préfet délégué pour la police, ne déclarait-il pas publiquement qu'il y avait 95 % de chances qu'Yves Bert ait été victime d'un accident ? « Passons sur le

mot « chances », dit Jacques, mais quelles preuves apporte-t-il pour justifier ses propos ? L'accident ? Ce ne peut être qu'un hasard. Je connais quand même mieux mon gosse que les flics ! » Pour les parents, c'est clair : l'enlèvement est probable à 95 %. Par quel, pourquoi, comment ? Ils l'ignorent, bien entendu.

Aujourd'hui, faisant un retour en arrière sur leur drame, ils s'interrogent. Pourquoi les responsables de la sécurité publique ne leur ont-ils jamais donné l'impression de prendre tout à fait au sérieux la disparition d'Yves ? Pourquoi lorsqu'un enfant de six ans s'évanouit dans la nature ne réunit-on pas le maximum de moyens pour tenter de le retrouver ? A mesure qu'ils parlent, un doute les effleure, s'efface, revient au fil de la conversation, pour finir quasiment en certitude. Et si leur comportement avait été pour quelque chose dans ces attitudes, officielles ou non, qu'ils ont observées autour d'eux ?

C'est vrai que dès le départ ils n'ont pas agi comme tout le monde. Ils ont, par exemple, refusé de porter plainte. « Cela risquait de pénaliser les causes d'un enlèvement. Notre objectif était de retrouver Yves vivant, rien d'autre », expliquent-ils.

L'appui du quartier

Thérèse se souvient très bien qu'elle n'a pas pleuré devant les caméras de la télévision — non pas qu'elle n'en ait eu envie — et encore qu'elle ait demandé à être filmée. Elle avait, avant sa diffusion, une attitude, ont estimé certains. « Là aussi nous voulions dramatiser la situation pour avoir un rapporteur étonné », disent-ils. Dès les premières heures, un vaste mouvement d'entraide s'est développé autour d'eux, qui est allé s'amplifiant de quartier en quartier. Jacques ont toujours été, comme on dit, « politiquement engagés ». Ils ne cachent pas, par exemple, qu'ils avaient milité activement au mouvement Choeur : les liens formés à cette occasion n'étaient effacés qu'en apparence. Le malheur qui les frappait brusquement leur redonnait force. Le désastre publicitaire qu'ils ont subi ne se sentait pas. Ils ont apporté également son appui moral et matériel. Ainsi furent lancées toute une série d'opéra-

tions originales qui restent exemplaires : appels par haut-parleurs lancés en français et en arabe depuis les voitures pour sensibiliser la population ; diffusion d'enregistrements magnétiques sur les marchés ; tirage d'un dépliant de cinq mille tracts, puis de cinquante mille affiches (1) avec la photographie d'Yves Bert, distribués par des chauffeurs de taxi ou des rôtisseurs aux quatre coins de la ville et de la France. « Nous nous sommes rendus aussi à tous les déplacements populaires importants », des Vingt-Quatre Heures du Mans à la Foire de Beaucaire, du Larzac à Mafolie, pour dévisager les enfants placés dans les crèches... « En vain.

Pour la rentrée scolaire, ils ont refait une campagne d'affiches au niveau du quartier. Et pour l'anniversaire de la disparition d'Yves, le Gauguin, feuille mensuelle du comité populaire du quartier, a publié Paul Bert, à l'événement sous la forme d'une bande dessinée réalisée par les parents eux-mêmes. « Envois aux membres de la famille, aux amis, à tout le monde », reconnaît Thérèse. Des regards moqueurs leur sont revenus parfois en écho.

Les allées et venues de leurs amis — des barbus et des chevelus — dans le modeste immeuble qu'ils occupent toujours, les avaient fait passer d'embée pour des « marginaux ». Un terme qu'ils récusent à priori. A moins qu'ils ne soient « marginaux » ce ne soit précisément ce refus des conventions, cette volonté de se prendre en charge même dans le drame le plus cruel, ce profond désir enfin de lutter contre l'hypothèque « tout le monde », reconnaît Thérèse. Des regards moqueurs leur sont revenus parfois en écho.

BERNARD ELIE

(1) Pour partie ces affiches commandées par le général Galtier, trois ans, dont le corps fut retrouvé six mois après sa disparition, à moins de dix kilomètres du domicile de ses parents, à Oulandecourt-sur-Bialle, en Haute-Marne.

L'APPARENCE

Cette étrange machine

par JULES ROY

DANS le monde où nous vivons, on dirait qu'existe seulement ce qui paraît à la télévision. S'il arrive qu'une chose importante se passe sous nos yeux, nous ne croyons à sa réalité que si le miroir magique nous la renvoie. Sinon, nous nous interrogeons. Des événements, il se forme chez nous un choix qui a besoin comme d'une preuve. Ce hésite à croire ce qu'on a pu lire dans le journal ou voir de ses yeux. N'est-ce pas, nous semble-t-il, que ce qui nous revient par le petit écran. « Je l'ai vu hier à la télé », nous dit quelqu'un sûr de son fait. Ou s'il s'agit d'une situation que les journaux télévisés ont passée sous silence : « Vous croyez ? Pourtant Giscard n'en a pas eu l'air. »

D'où l'étonnement de la puissance d'un phénomène dont l'Etat tire avantage pour déléguer ou obscurcir les sujets que nous sommes. Les propos d'un leader politique ou syndicaliste ne comptent que si la télévision les a diffusés. Les buts ou les essais d'un match ne sont marqués ou transformés que si nous avons vu le ballon dans les filets ou entre les poteaux. On va jusqu'à douter de ce que nous pensons ou disons entre nous : cela est peut-être sans valeur puisque cela ne sera pas reporté.

La mémoire a changé

Ce que nous entendons à la radio n'a pas non plus le torse d'actualité. Notre mémoire même a changé. L'histoire s'écrit dans le sens où la télévision l'a fixée : Mme Rosenberg a les traits de Marie-Josée Nui ; le chancelier Brandt s'apparente à Jeanne d'Arc ; le mémorial des martyrs tués de Goulou, en tenue de général, marquée du poing un quinquar de militaire en retraite, ou son cercueil s'arrête sous le drapeau tricolore d'une automitrailleuse devant l'église de Colombey, et le visage de Sadat trahit sous les fulgurances d'une nuit biblique, à un moment où l'on se demandait si c'était le tonnerre ou l'hymne égyptien qui allait éclater à Tel-Aviv.

Il y a comme une légende qui se forme, atteint les dimensions de l'époque ou du mythe, et remplace Dieu et l'universel pour les minuscules créatures que nous sommes. Nous-mêmes, pour exister, il semble parfois que nous ayons besoin de devenir apparence, et, si cela arrive, tout dépend de l'humour ou nous détons et des questions qu'en nous a posées. De l'image livrée presque à notre insu dépend l'idée qu'on devrait avoir de nous en politique (mais les politiciens savent parler pour ne rien dire) ou en littérature : puisque le débat a été conduit, on n'a rien dit de l'essentiel, et on s'est montré, hélas ! le parfait idiot qu'on aurait voulu ne pas être.

Tout tiers est de trop

Cela n'empêche pas notre jugement de s'exercer sur les autres et sur nous-mêmes, mais il est encore conditionné par le phénomène. Provoquant sarcasmes ou enthousiasme, la télévision peut détruire des vedettes ou élever des inconnus, au pinceau. Dans l'attente que nous ayons de l'actualité, il n'est pas de spontanéité plus puissante qu'une émission morale, pas de discours plus barbant que les propos d'un présentateur qui se perd dans les civilités. Et, comme il n'y a pas d'intermédiaire entre celui qui parle et celui qui écoute, et qu'il semble qu'on échange des confidences d'une valeur rare, même quand c'est un chef d'Etat qui s'adresse à nous, tout tiers est de trop. On attend un événement et le montage accouche d'une suite ; on attend rien et le miracle se produit. L'imprévisible commande, et d'ordinaire c'est la naïveté qui triomphe, mais voilà, nul ne sait, surtout chez les hommes politiques, comment on le fabrique. Elle se produit. On ne le produit pas. C'est Néméide, c'est Bombardier, c'est le finaliste du concours des châtains et des lettres, c'est le héros humble ou perdu de quelqu'un qui ne sait plus qu'il est sous les caméras et à qui, sous le poigne impitoyable qui le presse, échappe tout à coup le mot juste.

Cette machine étrange qui fait palpitier nos écrans, le monde demande finalement si ce n'est pas Charlot qui le manœuvre, de l'invisible où il est, et nous frappe parfois en plein cœur. Je me demande si ce n'est pas un hasard ironique qui met parfois les consciences à nu et nous bouleverse.

Au fil de la semaine

L'électorat
le plus jeune
depuis 1936

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

LES candidats aux élections feraient bien de méditer le dernier numéro de « Population et sociétés », le bulletin mensuel édité par l'Institut national d'études démographiques (1). Consacré à l'analyse du corps électoral français, ce document en dit davantage, en quatre petites pages, sur les changements extraordinaires intervenus en vingt ans à peine dans la population française que toutes les savantes thèses. Et, pour les partis politiques qui consacrent tout d'efforts et font tant de promesses, parfois démagogiques et souvent contradictoires, à toutes les catégories sociales et d'âges, un simple coup d'œil sur le bulletin de l'INED leur apprendrait peut-être, pour l'immédiat, à mieux ajuster leur propagande et les engagements, pour l'avenir, à reviser leur tactique.

Le corps électoral qui va voter le 12 et le 19 mars prochain est le plus jeune que la France ait connu sous la IV^e et la V^e République, c'est-à-dire depuis quarante ans. Il faut remonter à 1936 en effet pour trouver un âge médian plus faible. Cet âge médian est aujourd'hui de 44,4 ans, ce qui signifie que la moitié des électeurs sont plus jeunes et l'autre moitié plus âgés. Bien entendu, c'est l'extension du droit de vote aux jeunes de dix-huit à vingt et un ans, intervenue en 1974, qui l'a ainsi abaissé : sans cette mesure, l'âge médian serait aujourd'hui de 46,3 ans.

Ainsi se trouve compensé le vieillissement de l'électorat qui résultait de l'alignement de l'espérance de vie. Entre 1875 et 1914, l'âge médian, remarquablement stable, s'élevait à environ 42 ans, tandis que l'espérance de vie des hommes — qui, seuls, avaient alors le droit de vote — s'élevait lentement, de quarante-deux ans en 1875 à quarante-neuf ans en 1913. Cette espérance de vie masculine a vivement progressé au cours du demi-siècle qui a

suivi, pour atteindre soixante-neuf ans en 1975, tandis qu'à partir de 1945 l'octroi du droit de vote aux femmes — dont on sait qu'elles vivent plus longtemps que les hommes — achevait d'élever la moyenne d'âge du corps électoral.

Les statistiques et sondages disent fort clairement que la gauche est majoritaire dans les moins de quarante ans, et de plus en plus minoritaire au fil de l'échelle des âges à partir de cinquante ans. Le « baby-boom », la vague de naissances d'après guerre, commencé en 1946, n'a eu d'influence sur l'électorat qu'à partir de 1967. Ses effets se feront sentir pleinement jusqu'à environ 1990. La première remarque qui s'impose est donc celle-ci : même dans le cas où elle perdrait le quart de ses électeurs, la gauche aura, en 1990, plusieurs chances de saisir : présidentielle de 1981 et 1988, législatives de 1983 et 1988, pour s'en tenir aux consultations inscrites au calendrier électoral normal, sans dissolution ni vacance de la présidence.

Autre avantage pour la gauche : au fur et à mesure que disparaissent les générations qui ont subi, du fait de la guerre de 1914-1918, d'importantes pertes masculines, la part relative des femmes tend à décroître.

En 1949, les électrices constituaient 53,5 % de l'électorat ; en 1960, elles tombaient à 53,2 %, puis à 53 % en 1970 ; elles sont 52,8 % aujourd'hui. Or on sait que, dans chaque catégorie sociale ou tranches d'âges, le vote féminin se situe légèrement plus « à droite » que le vote masculin.

Toutefois, la gauche devra tenir compte d'un élément qui ne joue pas en sa faveur : l'augmentation considérable de la proportion d'électeurs âgés. Les plus de soixante-cinq ans représentaient 13 % de l'électorat en 1930, ils sont 19,5 % en 1977, malgré l'abaissement de la majorité à dix-huit ans ; sans cet abaissement, ils seraient 20,8 %. En moyenne nationale, pour mille électeurs de dix-huit à soixante-quatre ans, on compte 259 électeurs et électrices de soixante-cinq ans et plus. A noter que les valeurs départementales varient considérablement, de 149 à 500. Les quatre départements les plus

« jeunes » se situent dans la région parisienne (Essonne, 149 ; Yvelines, 154 ; Val-d'Oise, 161 ; et Seine-Saint-Denis, 165), et les trois départements les plus « vieux » sont ruraux (Aude, 404 ; Ariège, 431 ; Creuse, 500). Si l'on examine, non plus les départements, mais les circonscriptions électorales, les différences sont plus marquées encore.

La tactique à court et moyen terme de la gauche est donc évidente : tout en maintenant son influence prédominante dans l'électorat « jeune », s'efforcer de convaincre et d'attirer les électeurs âgés et les électrices. A l'inverse, la majorité sortante, disons de la droite pour simplifier, doit accroître ses efforts en direction de la jeune « sans perdre pour autant le net avantage dont elle bénéficie parmi les plus « vieux » ni la légère avance qu'elle conserve parmi les électrices.

Aux deux camps, il reste toutefois un autre recours : près de deux millions de Français en âge de voter ne figurent pas sur les listes électorales. Ces non-inscrits appartiennent à la population urbaine plutôt que rurale, féminine plutôt que masculine, jeune plutôt qu'âgée. Leur absence fausse-t-elle le jeu ou bien doit-on penser que chacun, s'il s'inscrivait, traiterait simplement la tendance de son groupe d'âge ou de sa catégorie socio-professionnelle ? Les débats, un moment ardents, sur l'inscription et le vote obligatoires ne sont plus, semble-t-il, d'actualité.

APRÈS les âges, les catégories socio-professionnelles. C'est là que les bouleversements intervenus dans la société française sont particulièrement spectaculaires. En vingt ans à peine, de 1954 à 1975, le poids électoral des agriculteurs et des salariés agricoles a diminué de près de deux tiers. Sur 1 000 électeurs et électrices, en comptait 125 paysans et 30 salariés agricoles en 1954 ; on n'en recense plus que 47 et 9 respectivement en 1975. La chute est forte également parmi les patrons de l'industrie et du commerce, qui reculent, en vingt ans, de 78 à 47. Or la paysannerie et les patrons forment l'armature

et le clef de voûte de l'électorat conservateur traditionnel. En revanche, la catégorie « ouvriers » reste pratiquement stable, passant simplement de 186 à 198 pour mille.

Ainsi la paysannerie et les entrepreneurs individuels, qui représentaient ensemble presque le quart de l'électorat, n'en constituent-ils plus que le dixième environ tandis que les cadres supérieurs ou moyens et les employés ont presque exactement pris leur place, devançant nettement la catégorie « ouvriers ». C'est autour de ces cadres et employés, autour des espoirs et des craintes des salariés, que se livre déjà et se livrera de plus en plus la compétition. Ce sont eux qui, le mois prochain, et dans les années à venir, feront le résultat.

Une dernière indication qui n'est pas sans portée : contrairement à l'idée généralement reçue, la population active, au sens statistique du terme, ne s'est pas accrue et elle a même légèrement diminué, passant de 58,6 % de l'électorat en 1954 à 57,1 % aujourd'hui, soit, en gros, 15 millions sur 35 millions d'électeurs potentiels. La population inactive comprend 10,8 millions de femmes (dont 4,1 millions de soixante-cinq ans et plus, 0,4 million de dix-huit ans à vingt et un ans) contre 4,2 millions d'hommes, dont plus de la moitié (2,4 millions de plus de soixante-cinq ans) sont des retraités. Encore faut-il noter que la forte croissance récente de l'activité féminine a joué en sens inverse, compensant, en partie, l'allongement de la durée de la vie et l'abaissement de l'âge moyen de la retraite.

Restent, en France, les recherches de sciences politiques et les études des Instituts de sondage qui prennent vraiment en compte, de façon approfondie et sérieuse, ces travaux des démographes. Auteur du document de l'INED, M. Michel Lévy a raison de souhaiter une meilleure coopération entre ces diverses disciplines. Plus encore, les analyses des partis négligent trop souvent ces données fondamentales. Il y va pourtant de leur intérêt et de leur avenir.

(1) Numéro 110, février 1978, INED, 27, rue du Commandeur 75675 Paris Cedex 14. (Abonnement : 12 F. Étranger : 15 F. Le numéro : 1,50 F. C.C.P. Paris 9 065 73).

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Herald Tribune

Le musée de Hitler

« Le gouvernement américain, rapporte l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, espère répondre prochainement à la requête du gouvernement de Bonn concernant le retour en Allemagne de plusieurs milliers d'œuvres d'art d'inspiration nazie saisies par l'armée américaine à la fin de la dernière guerre.

« Ces toiles avaient été confisquées de crainte que leur exposition en Allemagne ne perpétue l'esprit militariste. Peu d'entre elles ont été exposées aux Etats-Unis. La plupart sont stockées à Washington et dans un dépôt militaire du sud du Colorado.

« Le gouvernement de Bonn n'est pas très pressé de récupérer ces œuvres qui sont surtout réclamées par les médias ouest-allemands et par les artistes qui souhaitent préserver cet héritage culturel (...).

« Hitler avait lancé une vaste campagne « artistique » et envoyé des peintres visiter les champs de bataille, les prisons et les camps de réfugiés pour exprimer le point de vue nazi sur le conflit en cours (...).

« Mais, selon Mme Bess Hormats, ancienne conservatrice des collections d'art de l'armée, toutes ces toiles ne sont pas de la pure propagande nazie. Certaines d'entre elles, par exemple, peignent des prisonniers avec sympathie. La plupart du temps, les scènes de combat sont traitées avec objectivité. Beaucoup d'entre elles expriment l'horreur du peintre devant la guerre, particulièrement après l'invasion de la Russie. »

INTERPATRYPHAN
LAZETA

Womens' Lib. à la soviétique

Le nombre des divorces en Union soviétique a triplé depuis 1960 : un couple sur trois qui divorce était marié depuis moins d'un an, raconte la LITERATOURNAYA GAZETA.

Selon le démographe Victor Prerevedentsev qui commente ces statistiques, « le problème est que la famille-type connaît une profonde transformation. Au système patriarcal d'autant s'est substitué un système au sein duquel le mari et la femme sont, en théorie, égaux. Les femmes se rebellent, et elles ont raison. Cette augmentation des divorces coïncide avec un relâchement du niveau culturel de la femme soviétique : six diplômés sur dix sont aujourd'hui des femmes, et, parmi les jeunes, le niveau d'éducation des femmes est beaucoup plus élevé que celui des hommes.

« Or, le mari et la famille attendent souvent encore de la femme qu'elle se comporte comme une véritable domestique et assure tous les travaux ménagers. Selon certaines statistiques, le mari passe en moyenne cinquante heures par semaine à son occupation professionnelle, mais la femme fait des semaines de quatre-vingts heures... »

U.S. News
& WORLD REPORT

La petite reine à la conquête de l'Amérique

« Le roman d'amour de l'Amérique et de la « petite reine » est de nouveau au beau fixe », écrit l'U.S. NEWS AND WORLD REPORT.

Selon l'hebdomadaire économique américain, « la popularité des deux-roues, qui avait atteint son apogée pendant la crise de carburant de 1973-1974, mais avait décliné en 1975, est de nouveau élevée grâce à l'aide fédérale et à l'augmentation du prix de l'essence.

« Parmi les résultats de ce nouveau « boom », figurent la construction de milliers de kilomètres de pistes cyclables interdites aux véhicules à moteur, de nombreuses revendications des bicyclettes et une nette augmentation du nombre des collisions entre voitures et deux-roues.

« La vente des bicyclettes est passée aux Etats-Unis de sept millions trois cent mille en 1975 à plus de neuf millions. Les « projections » industrielles prévoient la vente de onze millions en 1980 et de dix-neuf millions en 1990 (...).

« Les partisans de la bicyclette déclarent que les Américains pourraient économiser 780 millions de gallons d'essence (près de 3 milliards de litres) par an si 5 % seulement des automobilistes utilisaient leurs deux-roues au lieu de leurs voitures pour venir en ville (...). Un habitant de la banlieue de Washington, qui fait 30 kilomètres par jour pour se rendre à son bureau, déclare qu'il va plus vite qu'en voiture et qu'il économise 500 dollars par an (2.500 F) d'essence et de frais de garage. »

24

Quand les écologistes suisses se fâchent...

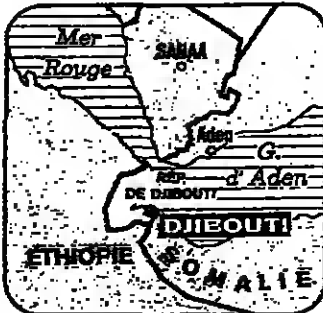
En Suisse, où il y a, paraît-il, trop d'autoroutes il se passe des choses étranges. Selon le quotidien de Lausanne 24 HEURES :

« M. Claude Jutzet, président de la Fédération romande pour un réseau rationnel d'autoroutes (FRRA), est venu à Berne déposer devant le Palais fédéral une tonne de ciment répartie dans vingt sacs de 50 kilos chacun.

« Puis Claude Jutzet s'est rendu à la Chancellerie fédérale, porteur d'une lettre de sa fédération aux conseillers fédéraux. La tonne de ciment est un cadeau que les écologistes suisses ont eu « le plaisir et l'honneur » d'offrir au gouvernement. Puisque, dit-on dans la lettre, vous manifestez un tel intérêt pour le bétonnage de notre beau pays, nous avons pensé qu'il vous serait agréable de recevoir ce cadeau. Il nous semble judicieux de commencer à bétonner les alentours du Palais fédéral et de l'Office fédéral des routes et des digues afin que le peuple suisse, dans son ensemble, puisse entendre tomber tout l'argent que vous jetez si facilement par les fenêtres en matière autoroutière. »

Lettre de Djibouti

Veillée d'armes aux portes d'un empire défunt



TANDIS que le défunt empire d'Éthiopie est en proie à la guerre civile, une inquiète atmosphère de veille d'armes règne à Djibouti. Néanmoins, par contraste, la dégradation continue de la situation dans toute la Corne orientale du continent donne à la jeune République djiboutienne l'image d'une zone de relative stabilité.

L'attente perpétuelle en décembre dernier contre le célèbre restaurant le Palmier en zinc avait, momentanément, semé un vent de panique dans les rangs des Européens. Les deux grenades lancées par des hommes qui contestaient la politique du président Hassan Gouled avaient fait six morts et une cinquantaine de blessés. Beaucoup de résidents français pensaient que cette action allait marquer le début d'une intense campagne de terrorisme urbain. Les esprits se sont aujourd'hui un peu apaisés et la tièvre du départ qui avait saisi de nombreux civils est momentanément retombée.

Les femmes de sous-officiers et de gendarmes attendent toujours aussi nombreuses chez Line qui, il est vrai, vient de vendre son salon de coiffure et quitte définitivement le pays. Au casino, l'affluence n'a pas sensiblement diminué autour des tables de roulette. Seul changement, quelques djiboutiens sont venus rejoindre les rangs des joueurs grecs, libanais, yéménites et français.

Les vendeurs de bimbeloterie, dont les étals sont installés sur les trottoirs de la place Mendil, proposent les mêmes objets manufacturés soit à Hongkong, soit au Kenya. Les deux pharmacies qui se font face, celle de la mer Rouge et celle de l'océan indien, restent, comme la Banque de l'Indochine, le centre de ralliement privilégié des mendicants. Le nombre de ces derniers s'accroît constamment et donne à certaines artères du centre de la ville l'aspect d'une petite cour des miracles.

TUNISIE

La religion au restaurant

TUNIS, lundi 20 février : fête du Mouloud qui marque la célébration de la naissance du Prophète. En cette journée exceptionnellement ensoleillée, après un mois de grâilles et de froid, la salle du restaurant en panormie sur le baie de Tunis est archicomble. Des touristes surtout.

A une table, trois étrangers et un Tunisien commencent leur repas. Un des serveurs s'approche, embarrassé, et chuchote à l'oreille du convive tunisien :

« Que se passe-t-il ?
— On me dit que je ne dois pas boire de vin.

— Pourquoi ?

— C'est une fête religieuse, et on attend de faire remarquer que l'on ne devait pas me servir d'alcool.

— En vertu de quelle loi ?

— Aucune, mais c'est ainsi.

— Alors, partons.

— Inutile, ailleurs ce serait la même chose.

Le docteur de l'établissement vient d'excuser et explique : « Le police nous a demandé de ne pas servir d'alcool aux musulmans aujourd'hui. Vous comprenez, c'est le Mouloud. » A la fin du repas, il rendra à la table d'offrir des digestifs et cadeaux de la maison, mais seulement deux trois verres.

Pendant le mois de Ramadan, en août dernier, lorsque des cafés et restaurants avaient été saoués à Sfax en signe de protestation contre la non-observation du jeûne, la gérance officielle s'était alors élevée contre « ces atteintes intolérables à la liberté individuelle », affirmant que « chacun, en Tunisie, doit se sentir libre d'épouser les convictions et le mode de vie qui lui conviennent ».

MICHEL DEURÉ.

Dans les bars de la rue d'Éthiopie, au centre du quartier commerçant, la densité des kâpi blancs de la légion étrangère, des bécots vifs des commandos et des bécots bleus des pompiers rouges des matelots de la marine nationale est impressionnante. Pourtant, beaucoup de militaires, reconnaissables à leurs cheveux coupés court, optent désormais pour la tenue civile lorsqu'ils ont terminé leur service quotidien.

La présence de l'armée est en tout cas plus pesante qu'avant la proclamation de l'indépendance, intervenue le 27 juin 1977. Aux uniformes français — plus de quatre mille hommes — stationnent encore ici, sur la demande du gouvernement local, — se sont joints ceux de l'armée djiboutienne : caïots vermillon des militaires et képis noirs des gendarmes, dont les patrouilles croisent celles de la police militaire aux casques blancs frappés d'un sigle rouge.

Tôt le matin, ou en fin d'après-midi, après les heures torrides, le nombre des promeneurs est resté le même qu'il y a quelques mois dans toute la partie centrale de la ville. Sur les plateaux du Serpent, du Marabout et du Héron, à la résidence des Mouettes ou à celle du Soleil, zone d'habitat européen, la circulation est, comme elle l'a été toujours, à peu près nulle après la tombée de la nuit. C'est devant les postes de télévision, qui continuent de diffuser les facilitations de médiation quel que soit le pays, que se trouvent la plupart des Français. Beaucoup d'entre eux sont également friands de jeux radiophoniques et apprécient notamment la retransmission du populaire « Jeu des 1000 francs ».

DANEMARK

Les enfants perdus de Christiania

LE Parlement danois vient de consacrer un débat de quatre heures à la ville libre de Christiania, vaste zone de 25 hectares située au cœur de Copenhague, comprenant cent quatre-vingt-dix cabanons, construits et dépourvus de munitions désaffectées, entourés de douves et de talus boisés où quelques centaines de marginaux (leur nombre, impossible à déterminer, oscille entre les saisons entre sept cents et mille deux cents, environ) vivent depuis 1971.

Voilà sept ans que cette cour des miracles à la fois ordinaire, où des colporteurs, sans emploi et sans logis, petits criminels, intellectuels amateurs d'aventures ou de sensations fortes, étrangers, vagabonds ou en cavale, toxicomanes, adolescents fumeurs et d'innombrables chiens jaunes sans collier (le fils et la fille de l'actuel premier ministre y ont demeuré un moment), ont été l'objet de discussion, de curiosité, de reportages, de sympathie, d'indignation, d'enthousiasme ou de réprobation dans tous les milieux d'Europe du Nord.

Voilà sept ans qu'on annonce, à intervalles réguliers, que les jours de cette commune sauvage sont comptés, que la police est allée à l'assaut des cabanons et à envoyer les bulldozers... et que rien de tout cela ne se produit. A plusieurs reprises, déjà, la Chambre danoise avait adopté des textes énergiques prévoyant l'évacuation plus ou moins rapide de ce territoire qui, jusqu'à présent, apparaît au ministère de la défense. Mais ces dispositions fracassantes n'ont jamais reçu encore un commencement d'application, même partielle. Toujours, un événement inattendu ou une intervention imprévue en a repoussé la mise en œuvre.

En 1976, les représentants du moyen le plus stable des « christianistes » et de leurs amis de l'extérieur (ces derniers vont des groupuscules gauchistes aux écologistes en passant par des personnalités huppées, tel cet armateur connu qui leur envoie de-ci de-là des chèques généreux) avaient engagé un procès contre le gouvernement, arguant qu'en 1972 le premier cabinet minoritaire social-démocrate, Anders Joergensen, après toutes sortes d'hésitation et d'alternances, les avait autorisés à occuper la place, normalisant ainsi leur statut.

D'instance en instance, le dossier de cette affaire sans précédent a atterri à la Cour suprême, qui a rendu son verdict le 2 février : la Cour refusait aux habitants de Christiania tout droit de résider dans des bâtiments (dont certains sont classés mais dans un état affligeant) qu'ils avaient envahis en octobre 1971, peu après le déménagement des services de l'armée et de la marine alors que les ministères, le conseil municipal de la capitale et les promoteurs se disputaient pour savoir comment on pourrait uti-

liser cet espace privilégié par sa situation et son cadre. Qu'allait faire le gouvernement, maintenant que la justice lui avait apporté un complet soutien de principe dont il assurait se féliciter ?

Au lendemain de cette victoire judiciaire, le gouvernement ne pouvait qu'être très embarrassé. Les élections communales sont proches (7 mars). Chercher la défense, qui avait proposé les attendus très nets des magistrats ne pouvait que porter tort au parti au pouvoir. Les supporters des « christianistes », qui voulaient faire passer une loi en leur faveur, ne cachaient pas que rien ne les arrêterait dans leur détermination à les aider, à s'opposer, coûte que coûte, à toute intervention des représentants de l'ordre.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Bluff on ne peut pas, dit-on ? Faut-il risquer une confrontation qui pourrait mal tourner ? Et puis que faire de tous ces gens si on décidait de les jeter dehors ? Nul n'ignore qu'aujourd'hui il est quasiment impossible aux danois de trouver à Copenhague un logement à loyer décent (ce facteur est d'ailleurs à l'origine de toute l'histoire de Christiania). Des imaginations ont bien proposé de déporter tous ces gens et les laisser aller à l'étranger.

Addis-Abeba, depuis que la voie du chemin de fer franco-éthiopien a été coupée par des bandes armées, paralysée partiellement le port. Le commerce de commerce assiste aujourd'hui impuissamment l'asphyxie de la ville, alors que, le 14 mai 1975, après la prise d'Addis-Abeba par l'armée italienne, elle réclamait au gouvernement, dans une motion adoptée à l'unanimité, la levée des sanctions édictées en novembre 1935 contre l'État musulman.

Tandis que les relations avec l'Éthiopie ne cessent de s'effriter, un nouveau courant commercial se développe, par voie aérienne, en provenance de l'Ouganda. Une maison de la place expédie régulièrement vers l'Europe plusieurs milliers de tonnes de café acheminé par le fantasma, mais réel, marchand loi Amin. Dans aux effets du blocus de la Tanzanie qui interdit aux Ougandais l'accès au port de Dar-es-Salaam.

MURÉE dans une entente inquiète, la colonie européenne vit dans l'attente de lendemains plus prospères et plus sereins. Mais, il semble improbable qu'un cours de cette zone de turbulence, Djibouti puisse être longtemps demeurer une oasis isolée. L'avenir reste en tout cas directement lié au maintien des troupes françaises sur place. Or, la dégradation des rapports entre les deux communautés ethniques Afar et Issa menaçait de dégénérer en heurts sanglants, le gouvernement français consentait-il longtemps à ce que ces troupes courent un jour le risque de jouer un rôle de gendarme qui ne devrait, logiquement, plus jamais être le leur ?

PHILIPPE DECRAENE.

de l'ajournement sine die. Il a proposé un nouveau débat au Folketing sur ce brillant sujet après avoir négocié avec un certain nombre de formations politiques capables de lui fournir une majorité suffisante pour adopter un ordre du jour aussi commode que vague. Ce texte, voté par 89 voix contre 71 et 5 abstentions, a pris « bonne note des projets du ministre de la défense », qui avait proposé auparavant de constituer une commission mixte comprenant des représentants du gouvernement et de la ville ayant pour tâche de rechercher la meilleure solution pour l'avenir de Christiania. En attendant, les choses peuvent rester ce qu'elles sont. Les « christianistes » comme leurs adversaires ne s'y sont pas trompés : ils estiment que la commune sauvage a obtenu au moins trois ans de répit. Après, bien sûr, on verra.

Cet acte achevé, il reste que Christiania pose aux profanes une série de points d'interrogation. Comment se fait-il que cette société-providence qui prétend être la société danoise ait pu engendrer et laisser se développer cette incongruité ou, disant carrement, ce chaos permanent ? Comment des individus qui ont, de par la loi, la faculté d'accéder, même s'ils sont des ratés, à un niveau de vie convenable peuvent-ils choisir volontairement le chemin de l'inconfort, voire de la clochardisation élevée à l'état de système ? Et comment d'autres individus, mieux logés et mieux nantis, peuvent-ils, sans aller aussi loin, les approuver et les encourager dans cette fuite en avant ?

Peut-être faudrait-il répondre que Christiania est devenue, avec le temps et l'aide du hasard, une sorte de mythe où chacun met ce qu'il veut — un mythe qu'il illustrerait assez fidèlement une nouvelle version de la fable du loup et du chien.

Enfants gâtés ou perdus d'une génération qui est littéralement vouée, pieds et poings liés, à la poursuite du paradis et des biens matériels, au prix de l'abandon inconscient de trop de libertés moniales et autres, beaucoup de Danois se sont mis à envier l'existence du loup efflanqué hantant des forêts où ne le gênent ni impôts, ni ordonnances, ni inspecteurs. Mais se faire loup au fond des bois n'apporte pas automatiquement le bonheur et ne résout pas forcément les problèmes personnels. Les « christianistes » vantent volontiers la chaleur et la solidarité fraternelle qui règne dans leur petite république et qui leur a fait mettre sur pied une série d'activités collectives : leur orgueil, leur marche aux piques, troupe de théâtre, récupération de ferraille, jardin d'enfants, etc. Mais certains d'entre eux peuvent parfois se sentir seuls derrière leurs murs lépreux. Depuis 1973, trois jeunes Français s'y sont suicidés.

CAMILLE OLSEN.

مكتبة المصطفى

RADIO-TELEVISION

LA « PRÉ-CAMPAGNE » SUR LES ONDES

Le grand cirque

(Suite de la première page.)

Tête d'affiche incontestée du grand cirque électoral auquel nous convions soit après soit à l'écran les MM. Loyal du journalisme télévisé (un sondage ne lui a-t-il pas attribué trois fois plus d'audience qu'à ses adversaires ?), M. Georges Marchais commence à se prendre pour ce qu'il est : une attraction vedette. On était véritablement surpris au début, il parle toujours, comme vous et moi, sans se préoccuper de la grammaire (« Si j'aurais su... ») sur un ton naturel, familier, dont le spontanéisme apparent se confondait avec une apparente sincérité.

Avec le temps, avec le succès, son numéro a « bougé », pour employer le jargon du théâtre ; son jeu s'est épaissi ; il en fait, il en dit un peu trop aujourd'hui. Allant jusqu'à menacer de quitter le studio où il se trouvait, face à M. Peyrefitte et à deux journalistes, « seul contre trois ». Cinq d'œil à son public, coups d'œil à sa montre, sourires méprisants, regards luisants de condescendance ironique ; ça sent le voulu, le répété, l'attitude étudiée devant la glace.

■

Rien de grave en soi. Seulement

voilà, il donne le « la », on l'imité,

on le suit, on lui « pique » ses

effets. A commencer par ses lieutenants.

MM. Barre et Chirac

permettent des petits airs supérieurs,

amusés, envoient des répliques à

l'emporte-pièce et se ruent sur le

terrain explosif de l'épate et de

l'attrape-gogos. M. Michel Poniatowski

excepté, soyons juste, qui

était mercredi sur Antenne 2 la

dignité calme, soufflée, élyséenne,

que lui confèrent les audiences fréquentes, régulières dont l'honneur — il s'en vante — la chef de l'Etat.

Premières, catégoriques, arbutées sur les mérites du passé et les menaces de l'avenir, accrochées aux promesses déjà tenues et pourtant encore à tenir, les leaders de la majorité se font les batteurs de cette foire d'empoigne dont les têtes de Turc sont accueillies de part et d'autre par des bordées d'injures intolérables et tolérables, blâmes dans un pays où la presse télévisée a pris la dangereuse habitude d'enregistrer les réponses sans y répondre à son tour. Comme on fait son lit, on se couche... de fort méchante humeur à en juger par les symétries inévitables de fureur rentrée d'un Elkabbach, après que M. Chirac lui eût carrément reproché de ne pas comprendre ce qu'on lui disait.

Côté gauche, les odes aux travailleurs et les appels à l'union semblent s'inscrire dans la oïre d'un disque rayé, « la renouveau » comme disait récemment M. Alain Peyrefitte. Côté droite, sortis du magasin aux accessoires, les épouvantails épinglés à la botte du franc, à la violence et à l'inflation sentent la naphthalène.

Plantés là, surpris, déçus, nous, les badauds, on ne sait plus pourquoi on est venu. Applaudir une performance ou étudier un programme ? Parmi les milliers de chiffres, de statistiques lancés à toute volée sur nos cornues, prenez-en un, facile à retenir : le SMIC à 2 400 F. Cette proposition, les communistes seuls l'avaient inscrite à leur programme ; les socialistes l'ont

reprise ensuite malgré les réserves de M. Michel Rocard ci souvent citées par la majorité, puis le parti radical en l'assurant d'un délai d'un an ; enfin, dans la foulée, le premier ministre l'a vidée de tout contenu en en prolongeant le délai jusqu'au terme, ou presque, de la prochaine législature. Qui écouter, qui laisser parler, cœur ou la raison ? Le cœur en l'occurrence a ses raisons, de bonnes raisons, J.-J. Servon-Schreiber l'a très justement souligné lui-même et à la télé : on l'a ou sur le moment, et puis de l'entendre se féliciter à la radio de la façon dont le chef du gouvernement avait récupéré en le démontrant cet objectif pourtant vital, on a recommencé à douter, à se demander quel prix attachent aux besoins de ceux qui n'ont rien ceux qui ont beaucoup, sinon tout.

■

Où, le « mur d'argent » bloque,

c'est indéniable, nos lucarnes,

découragées, exaspérées pour les

uns, rassurées pour les autres,

c'est autour de lui, par rapport à

lui, que se situe l'opinion. Elle a

moins peur de perdre ce qu'elle a,

la liberté, que de ne pas obtenir

ce qu'elle n'a pas, l'égalité. Et

personne encore n'a su lui tenir,

sur les ondes, le langage qu'elle

attendait, celui de la position

rationnelle. Difficile, je sais bien,

on l'a vu pour M. François Mit-

terrand ; difficile de ne pas étouffer

la générosité du propos initial

par les calculs de l'addition

finale ; difficile de trouver les mots

neufs qu'attendent tous ceux,

toutes celles — les jeunes, les

femmes — qui sont restés sur le

quai de l'histoire. Une histoire

écrite pour eux. Sane eux.

■

CLAUDE SARRAUTE.

« JEAN-CHRISTOPHE » SUR TF1

La musique d'un roman-fleuve

JEAN-CHRISTOPHE porté à l'écran, c'est l'exception à la règle. Les tentatives de lecture regrettent le plus souvent l'adaptation filmée d'un livre qu'ils aiment ; ils ne voient dans les images tirées d'un ouvrage que des déformations d'un esprit, ou trahisons de leurs sensations, de leurs émotions. Ils ne peuvent reconnaître que le travail réalisé par François Villiers et Claude Mourthé n'abîme en rien la longue histoire écrite par Romain Rolland, et publiée en dix épisodes dans les Cahiers de la quinzaine de Charles Péguy entre 1903 et 1912.

Au contraire, les neuf heures d'émissions fabriquées à partir de deux mille pages du livre ont comme nettoyés et rajustés celui-ci. Car il faut bien dire que ce roman-fleuve, dont le succès fut à l'époque considérable (et mondial), ne représente pas le meilleur de Romain Rolland. L'auteur n'aurait-il pas lui-même dans une introduction à l'édition définitive : « Le style de Jean-Christophe, d'après lequel on a coutume de juger, est tort, de l'ensemble de mes œuvres... »

Le prix Nobel de littérature a laissé un autre héritage. De sa biographie de Beethoven aux innombrables et foisonnantes correspondances qu'il entretint avec les grands esprits de son temps (Gandhi, Tolstoï, Gorki, Einstein, Stephan Zweig, Romain Rolland, etc.), on peut passer par son journal, ou son essai sur le mystère de l'Inde, on peut relire aujourd'hui les prises de position de ce pacifiste, de ce non-violent inflexible. Son « actualité » ne se dément pas même si l'importance du témoignage de Romain Rolland est peut-être plus largement reconnue à l'étranger qu'en France. On s'y réfère dans les pays de l'Est, on continue de l'étudier aux Etats-Unis et son nom est synonyme de liberté pour ceux qui, en Amérique

du Sud, tentent encore de lutter. Des spécialistes japonais, allemands ou italiens ont sur lui des recherches.

Jean-Christophe même, dont les Français ne conservent que le souvenir de dictées ou d'explications de textes lues à l'école, est un « classique » dans d'autres pays. Romain Rolland disait de cet ouvrage qu'il l'avait écrit pour être compris par les plus simples, par les plus humbles, « par des milliers et non pas d'un groupe de dévoués », ne voulant pas faire œuvre de littérateur, mais œuvre de toi, il croyait fermement à l'art « non pour l'art, mais pour la vie ».

Or, la vie a changé, et le roman s'est trouvé du même coup un peu démodé et vieillit. La méthode de la réalisation qui sera diffusée sur TF1 est de conserver l'intérêt historique de l'œuvre, de garder son caractère de fresque sociale et politique, tout en le débarrassant d'aspects qui dateraient trop.

Des souffles divers

Tous les retentissements de la vie du héros musicien n'auraient pu être condensés dans la durée d'un film de cinéma. Du livre, les scénaristes ont extrait un seul épisode, Antoine. Les neuf chapitres d'une œuvre qu'ils proposent correspondent aux diverses parties voulues par Romain Rolland, chacune étant traitée comme un tout. La chronologie du roman est suivie, sa trame fidèlement respectée. Ces neuf tomes, mis en images montreront toutes les aventures de Jean-Christophe. Des années 1880 à la guerre, de l'enfance en Allemagne à l'exil en Suisse, ils évoquent aussi bien les premières menaces et les troubles sociaux de 1906 que les événements artistiques parisiens. Ils re-

constituent donc les ébauches et la réimpression de Villeneuve-Saint-Georges ainsi que la première de Pellées et Mélisande, de Debussy, à l'Opéra-Comique.

Car Jean-Christophe, « roman musical », suit également l'évolution des styles, le passage en quelques années de la musique de Richard Strauss à celle de Gabriel Fauré, années pendant lesquelles la peinture fit de même ses propres bonds. Bruno Rigutto et Jean-Louis Florence ont écrit pour les images de François Villiers la musique qu'aurait pu composer Jean-Christophe telle qu'elle est suggérée dans le livre (Jean-Christophe n'est pas une transposition romanesque du personnage de Beethoven, il est enraciné dans l'histoire du début du vingtième siècle).

Roman « musical », aussi, parce que des « souffles divers » traversent les différentes parties. Ces rythmes ont été respectés, de même qu'ont été respectées les trois principales époques. Coproduites par TF1 et Pathé, mais aussi par la télévision allemande (WFF-Cologne) et la télévision suisse (SSR-Genève), les émissions ont été tournées en Allemagne (pour l'enfance et l'adolescence du héros), en France (pour les images de son séjour à Paris), en Suisse (pour les dernières années), François Villiers travaillant dans chaque cas avec des équipes locales. « Cette coproduction européenne est à l'instar même du sujet, dit le réalisateur, elle a facilité les choses et permis de reconstruire des ambiances. Cette expérience devrait se renouveler pour les très fréquemment possibles pour des œuvres d'une telle importance. »

MATHILDE LA BARDONNIE.

* A partir du jeudi 2 mars, TF1, 20 h. 30.

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN DRUCKER

La crise du cinéma français, portée devant l'opinion publique par l'action qu'a entreprise le Bureau de liaisons des industries cinématographiques (B.L.I.C.), résume un vieux antagonisme vis-à-vis de la télévision. Celle-ci devient la cible d'attaques répétées. Face à ces attaques, M. Jean-Louis Guillaud, président-directeur général de TF1, a réagi vivement (« Le Monde » du 19 janvier). Le B.L.I.C. a répondu (« Le Monde » du 25 janvier). M. Jean Drucker, directeur général de la Société française de production (S.F.P.), a réagi, lui aussi, chargé de mission auprès du président, M. Jean-Charles Edeline, puis directeur chargé des affaires extérieures, exprime à son tour son point de vue.

« L'acte de création de la S.F.P., dit M. Jean Drucker, est, sans aucun doute, un acte de première importance dans le domaine de l'audiovisuel. En effet, en conservant un remarquable outil technique qui possédait l'O.R.T.F. sa cohérence, en lui permettant de continuer à se développer, ce sont les chances d'une production audiovisuelle nationale qui ont été préservées. Or si chacun sait que celle-ci constitue, pour les Etats modernes, un facteur essentiel d'indépendance culturelle et un « poison-pilote » de l'exportation, beaucoup de pays n'en ont pas les moyens humains et techniques. C'est la chance de la France que de posséder à la fois les talents et la technologie. Le rôle de la S.F.P. est très précisément dans cette perspective.

« Par ailleurs, qu'elle soit une « société de production et de création audiovisuelle » indique très clairement que, pour nous, cinéma et télévision sont parfaitement complémentaires, que la tension et l'ambiguïté qui marquent actuellement leurs rapports doivent disparaître, pour faire place à la concertation et à l'organisation de la vie en commun. « Parce qu'elle est la seule société produisant à la fois deux mille heures chaque année pour la télévision et des films de cinéma, la S.F.P. peut jouer un rôle important dans l'élaboration de nouveaux rapports entre ces deux mondes rendus hostiles par être restés trop longtemps étrangers l'un à l'autre. Les griefs, les reproches, les cahiers de doléances, même lorsqu'ils sont légitimes ne doivent pas couvrir le vrai débat : quelle est la fonction de la télévision aujourd'hui ? Quelle est celle du cinéma ? Je n'aurais certes pas l'ombrance de théoriser sur cette notion fondamentale de communication, qui préoccupe depuis des années des hommes comme Pierre Scheffer, Jean

Cazeneuve ou Roland Cayrol. Néanmoins, se limiter aux aspects financiers du problème cinéma-télévision, si importants soient-ils, ou affirmer, comme le font certains, de manière péremptoire, que notre télévision est « mauvaise », que notre cinéma est « médiocre », me paraît à la fois superficiel et injuste.

« Il serait trop facile de montrer que la télévision apporte beaucoup à ceux qui la regardent (ce ne sont pas toujours ceux qui la jugent) et que le cinéma français met, chaque année, de nouveaux talents en évidence. Agiter le mythe du « passé béré » où l'on retrouve, péle-mêle, le cinéma d'aujourd'hui, la nouvelle vague et l'école des « Boutes-Chaumont », n'est pas une bonne façon d'aborder les problèmes qui se posent aujourd'hui. Plus fécond, me semble-t-il, est de s'interroger sur le changement de nature de la télévision et du cinéma, sur la remise en cause que ce changement suggère, pour l'un comme pour l'autre, juger la télévision selon les mêmes critères en 1978 qu'en 1958, alors qu'on est passé, en vingt ans, de cinq cent mille à seize millions de récepteurs, n'est pas très sérieux. De même, ne pas tenir compte du fait que la clientèle antérieure « systématiquement » du cinéma est aujourd'hui constituée par un public sélect, composé à 50 % de jeunes, conduit à esquiver le problème de fond, à savoir que télévision et cinéma vont avoir à se réinventer.

« La télévision et le cinéma ne pouvaient pas éviter d'être pris de court par leur propre évolution. Elle s'est faite trop vite pour qu'elle puisse être maîtrisée. Cela a amené la télévision, notamment, à faire un usage massif des films du cinéma et celui-ci, déjà fragile, résiste mal à ce qu'il ressent comme une agression. Cela crée une situation grave, mais qui doit être analysée et réglée sans dramatisation excessive.

« Mais comment ? Est-ce en diffusant moins de films qui seraient choisis plus chers ? Ou en supprimant les films ou petits écrans ? « Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur ce qui fait actuellement l'objet de discussions approfondies au plus haut niveau entre les parties intéressées. Néanmoins, on peut dire qu'il est normal et souhaitable que la télévision offre des films à son public qui, d'ailleurs, les réclame et les aime. Bien sûr, il convient que l'usage qu'elle fait du cinéma ne soit ni abusif ni anachronique. Le fait que la

La S.F.P. et la crise du cinéma

télévision soit à la fois un service public et la plus grande entreprise de spectacles doit conduire à reconsidérer les conditions d'acquisition des films, plus encore que leur nombre. Il faut imaginer un système tenant compte vraiment de la notoriété des films, mais aussi du jour et de l'heure de diffusion. Il faut aussi reconsidérer les conditions de leur production, de leur distribution, de leur exploitation. Mais il faut également, pour être équitable, prendre en considération le rôle très positif que joue la télévision dans la formation du public. Les Français seront de plus en plus déçus grâce à elle. En réalité, si la solution des difficultés du cinéma peut être trouvée en partie dans le réajustement de ses rapports avec la télévision, cela n'explique pas le problème. Il y a une crise artistique à considérer.

« Comment se place, dans la création cinématographique, la S.F.P. producteur de films ?

« Il faut savoir que la S.F.P. ne donne pas encore toute sa mesure pour des raisons structurelles, car elle doit, en priorité

consacrer ses moyens à la télévision dont elle sollicite les commandes. La production cinématographique ne peut donc s'inscrire, pour l'instant, que dans les creux laissés par la production télévisuelle. Pour cette raison, certains projets ne peuvent aboutir. D'autre part, nous sommes tenus, par le Centre national de la cinématographie, d'effectuer certaines dans les films. Mais, certains, comme Providence, d'Alain Resnais, n'auraient jamais pu être réalisés sans notre concours. Et Providence vient, justement, de recevoir plusieurs Césars du cinéma français.

« Malgré ces contraintes, nous avons développé une politique basée sur la recherche de la qualité et sur le refus d'une dichotomie que je juge néfaste entre cinéma de distraction et cinéma de réflexion. Il n'y a pas, pour nous, un cinéma ambiteux et déficitaire d'un côté, un cinéma médiocre et rémunérateur de l'autre. Notre aventure artistique va de Resnais à Losey (« Les Routes du Sud ») en passant par Berthollet (Docteur Frangois Gaillard) et Tavernier (« Le Juge et l'Assassin »).

« En 1978, conscients du rôle que nous pouvons jouer, nous allons multiplier les initiatives en matière de création, en demandant à de jeunes auteurs d'écrire pour le cinéma. Les bourses de scénarios que nous venons d'attribuer avec le Centre national des loires, vont dans ce sens.

« Certains pensent, disent, que la S.F.P., par son président, est liée au circuit de distribution U.G.C.

« Jean-Charles Edeline est l'un des plus fortes personnalités du cinéma. Il ne fait aucun doute pour moi que la couragieuse politique de rénovation de salles dont il a été l'animateur a freiné, en France, l'hémorragie de spectateurs. Cela dit, il ne dirige plus l'U.G.C., on a vu, d'ailleurs, qu'il n'a pas la trentaine de films coproduits, jusqu'ici, par nous, un seul a été distribué par U.G.C., qui est donc loin d'être privilégiée. Compte tenu du rôle important que joue cette société, je pense que nos rapports se développeront.

« Vous faites allusion à une crise artistique du cinéma

Les images gelées

En 1975, la Société française de production, menacée de sous-emploi par l'absence de commandes des chaînes, décida de son propre chef de mettre en route plusieurs tournages : Arriba España, de José Bercoza ; Jacques Duclos, de Philippe Laik ; puis la Porte sainte et Jackson scoop, de Claude Mossat, et l'improvisé d'Annecy, d'Alexalet. Les films dormaient aujourd'hui dans leurs carcasses métalliques. Arriba España, d'abord : « Du vivant de Franco et dans des conditions clandestines, explique Louis Mollien, responsable du secteur production-film, José Bercoza avait tourné ce film, qui posait le problème du devenir de l'Espagne après le mort du Caudillo. C'était aussi une histoire du franquisme et une démythification de la prétendue habileté politique de Franco. Bercoza, qui ne revendiquait pas l'objectivité, y montrait comment celui-ci avait bénéficié de la conjonction de l'après-guerre, puis de la guerre froide, lorsque l'Espagne était devenue une base stratégique indispensable aux Américains. »

Un document « explosif », enté-

rament monté au franquisme de la mort du dictateur et qui n'aurait plus que d'être diffusé. Il attend encore.

Deuxième échec : Jacques Duclos. Fin 1975, Philippe Laik entreprend le tournage d'un portrait du dirigeant communiste. Dernières images du sénateur, qui meurt peu après le troisième jour de tournage. Mais Laik possède un enregistrement effectué au cours des séances de préparation. Il décide donc de « bouturer » sur les séquences filmées (le petit enfance) des archives illustrant ces souvenirs recueillis sur magnétophone ; le regard de Jacques Duclos sur les événements qu'il a vécus depuis le congrès de Tours, sur de grandes figures comme Staline, Jean XXIII — auquel il était très lié — et de Gaulle. De ce montage, le réalisateur dira un documentaire de deux heures qui n'accrochera pas à l'écran.

On envisage alors une série de quatre fois trente minutes ; mais la « pré-campagne » de 1976 puis la campagne électorale arrivent... le portrait devient alors « propagande » ; il est relégué à son tour aux oubliettes.

La Porte sainte consacrait, en 1976, une heure au personnage de Paul VI, alors très malade. Mais Paul VI est toujours vivant. Il n'intéresse plus les foules. Jackson scoop suivit pendant une heure trente la campagne pour les primaires du sénateur américain. Mais Jackson n'a pas reçu l'investiture démocrate : Mossat, pour trouver preneur, aurait dû faire « Carter-scoop ». L'improvisé d'Annecy, enfin, première réalisation d'Alexalet, retraça la naissance et l'évolution du cinéma d'animation depuis 1925 : les années de la S.F.P. en gardent l'excellence.

Ces échecs sanctionnent sans doute une incurie des services commerciaux de la S.F.P. Mais les chaînes portent aussi leur part de responsabilité. En dehors des frictions entre les sociétés issues de l'O.R.T.F., on peut s'interroger sur la conception de l'actualité qui provoque leur refus de diffuser ces films : une propriété privée des services d'information politique, qui ne supporte ni les analyses des créateurs ni le passage du temps.

XAVIER DELCOURT.

français. A quoi l'attribuez-vous ?

« D'abord, il faut s'entendre sur la notion de crise : le cinéma français possède un nombre de talents comparables aux Etats-Unis et à l'Italie, pour se référer aux pays toujours cités en exemple. C'est davantage, par rapport aux sujets de films abordés, à leur faiblesse de construction, à leur caractère trop souvent hermétique ou marginal, à l'insuffisance de l'écriture, que se situe le problème. Le constat est facile, l'analyse l'est moins. J'ajouterais, cependant, plusieurs raisons.

« Il me semble que, depuis la « nouvelle vague », l'idée selon laquelle le cinéma est improvisation et création spontanée a fait des ravages en France. Là où chez Truffaut, Malle, Godard ou Resnais, il fallait voir talent, culture et travail, on a vu, au contraire, l'absence de tout. On pouvait s'attribuer totalement de la technique et, ce qui est peut-être plus grave, du scénario. Beaucoup de films sont tournés à partir de cent pages griffonnées à la hâte.

« En fait, il faudrait bien se faire à cette idée, choquante pour beaucoup, que le cinéma, sinon le talent, s'apprend. Il est nouvelle vague à l'apprentissage. Aujourd'hui, les techniques audiovisuelles se développent considérablement, les conditions économiques changent. Il est frappant de voir que les jeunes réalisateurs en sont conscients et les problèmes économiques et financiers. Dans le même esprit, il faut s'élever contre la notion française d'auteurs de films. Bien sûr, il y a des exceptions, mais, dans la majorité des cas, un bon film est le fruit d'un travail d'équipe. Combien de noms de scénaristes relève-t-on au générique des films italiens ?

« Cela dit, l'audience des films à la télévision, la place qui leur est consacrée dans la presse, ne peuvent rendre optimiste sur l'avenir du cinéma, en dépit des difficultés du moment. Il est plus important que jamais de lutter contre l'égoïsme et la solitude, de faire contrepoids à la mystique de la communication, en préservant la part de l'imaginaire. Plus que jamais, notre société a besoin que l'on investisse dans les mythes. »

Propos recueillis par JACQUES SICLER.

RADIO-TELEVISION

La campagne officielle

La campagne des élections législatives sur les ondes débute lundi 27 février à 0 heure. Un « créneau » spécial de trente minutes environ a été dégagé tous les jours, sauf les samedis et dimanches, sur les trois chaînes de télévision et sur France-Inter jusqu'au 17 mars.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Avant le premier tour de scrutin, un temps d'antenne égal, au total, à trois heures d'émission, est mis sur les trois chaînes de télévision et sur France-Inter à la disposition de chaque parti ou formation représentée par des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale (c'est-à-dire réunissant plus de trente députés).

Cette durée est divisée en deux parts égales, l'une affectée aux groupes de la majorité, l'autre à ceux de l'opposition. Les émissions précédant le second tour de scrutin, d'une durée d'une heure et trente minutes par formation, sont réparties selon les mêmes proportions entre les partis. Les horaires des émissions et les modalités de leur réalisation ont été fixés par une commission présidée par M. Marcel Barbet, président de la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat (Journal officiel des 25 et 29 janvier 1978).

DATES ET HORAIRES

La commission a fixé les dates des émissions qui diffuseront simultanément les sociétés TF 1, A 2, FR 3 ainsi que France-Inter

pour Radio-France. Elles auront lieu chaque jour du lundi au vendredi à 20 h. 35, sauf les mercredis 1^{er} et 8 mars, où elles sont fixées à 19 h. 42. Du lundi 27 février au vendredi 10 mars (soit pendant les dix séries d'émissions antérieures au premier tour de scrutin), les porte-parole de la majorité et de l'opposition disposeront chacun de neuf minutes d'antenne quotidiennes.

Du 14 mars au 17 mars (avant-veille du second tour de scrutin), les mêmes formations disposeront de onze minutes d'antenne (des trois premiers jours) et de douze minutes pour leur dernière émission.

TEMPS D'ANTENNE

Les temps de parole attribués aux partis et aux formations regroupent plus de trente députés ont été fixés comme suit : Majorité : groupe du Rassemblement pour la République : cinquante-quatre minutes pour le premier tour, vingt-sept pour le second ; groupe des républicains : vingt minutes et dix minutes ; groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux : seize minutes et huit minutes. Opposition : parti socialiste et radicaux de gauche : cinquante-deux minutes et vingt-six minutes ; parti communiste : trente-huit minutes et dix-neuf minutes.

Par tirage au sort, il a été établi que la majorité serait la première et la dernière à s'exprimer dans chaque série d'émissions, soit le 27 février et le

10 mars, ainsi que le 14 et le 17 mars. En ce qui concerne les formations et partis non représentés à l'Assemblée nationale, la commission doit arrêter leur temps d'antenne en fonction du nombre de candidats que chaque mouvement présente au premier tour ; au-delà de soixante-cinq candidats, les formations disposeront de sept minutes pour le premier tour et de cinq minutes pour le second.

Les formations habilitées à s'exprimer sur les ondes sont : l'Action républicaine indépendante et libérale, le Centre national des indépendants et paysans, le Collectif Ecologie 78, Démocratie chrétienne, Front autogestionnaire, la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, le Mouvement des démocrates, le Parti des forces nouvelles, le Rassemblement des citoyens et des citoyens, les contribuables et des groupements de défense, l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie chrétienne (qui regroupe le parti communiste marxiste-léniniste de France et le parti révolutionnaire marxiste-léniniste).

RÉALISATION

Les prises de vues et de son des émissions de la campagne sont effectuées en direct à Paris dans les studios de la Société française de production. La réalisation de chaque séquence est assurée selon des normes très précises (décor, nombre de caméras, etc.) par un spécialiste de « direct », désigné à l'avance par la commission sur une liste établie par la S.F.P.

Sur les périphériques

EUROPE 1

Le 25 février, M. Pierre Mendès France, ancien président du conseil, est l'invité du « Club de la presse », à 19 heures.

Le 3 mars, Denise Fabre reçoit M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, à 10 heures ; un débat sur les institutions et les libertés oppose M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et M. Alexandre Sanguinetti, membre du bureau exécutif du P.R. à M. Roland Leroy, membre du secrétariat du parti communiste, et M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, à 19 h.

Le 5 mars, M. Raymond Barre, premier ministre, est l'invité du « Club de la presse », à 19 h.

R.M.C.

Le 26 février, un débat oppose M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et M. André Fanton, député R.P.R. de Paris, et M. Michel Crepeau, député M.R.G. des Charentes-Maritimes, maire de La Rochelle, à 20 h. 30.

Le 27 février, un débat sur l'aménagement du territoire oppose M. Louis Mermaz, député R.P.R. à M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates-sociaux, à 8 h. 30 ; un débat oppose M. André Fanton, député R.P.R. de Paris, et M. Jean Popereau, membre du secrétariat national du P.R. à Châteaubriant, à 20 h. 30.

Le 2 mars, M. Roland Le-

roy, membre du secrétariat du P.C., directeur de l'Humanité, face à M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, à Paris, à 20 h. 30.

Le 3 mars, M. Georges Le-moine, maire socialiste de Chartres, face à M. Jacques Douffiaque, député général du P.R., en direct de Tourny (Surre-et-Loire), à 20 h. 30.

Le 6 mars, à Gros Plan spécial élections sur M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., à 7 h. 30 et à 8 h. 30 ; un débat oppose M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du P.S., et M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, en direct de Douai, à 20 h. 30.

R.T.L.

Le 27 février, un débat oppose M. Charles Fitermar, membre du secrétariat du P.C. et M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, président du Carrefour social-démocrate, en direct de Paris, à 20 h. 30.

Le 28 février, à Gros Plan spécial élections sur M. Bernard Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, à 8 h. 30 ; un débat oppose M. André Fanton, député R.P.R. de Paris, et M. Michel Crepeau, député M.R.G. des Charentes-Maritimes, maire de La Rochelle, à 20 h. 30.

Le 1^{er} mars, à Gros Plan spécial élections sur M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates-sociaux, à 8 h. 30 ; un débat oppose M. Jacques Cressard, député R.P.R. de -de France, et M. Jean Popereau, membre du secrétariat national du P.R. à Châteaubriant, à 20 h. 30.

Le 2 mars, M. Roland Le-

roy, membre du secrétariat du P.C., directeur de l'Humanité, face à M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, à Paris, à 20 h. 30.

SOIRÉE ÉLECTIONS COMMUNES A FRANCE-INTER ET FR 3

France-Inter et FR 3 collaborent au soir des 12 et 19 mars prochains pour donner ensemble les résultats des élections législatives depuis le studio 102 de la Maison de la radio.

FR 3 annonce pour sa part vingt-deux « décrochages » géographiques qui permettront à chaque rédaction des bureaux d'information de communiquer les résultats détaillés. Les journalistes utiliseront par suite d'un accord avec l'AFP, le procédé Antiope dominant la possibilité d'indiquer instantanément les résultats provenant de l'AFP.

Écouter-voir

UN HOMME, UN JOUR : L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE. — Dimanche 26 février, A 2, 21 h. 40.

« Le 19 avril à 2 heures de la nuit, notre garde avancée nous rapporte que la gendarmerie allemande et la police de collaboration portent des sentinelles tous les 25 mètres le long des murs extérieurs du ghetto. Nous avons immédiatement alerté tous nos groupes de combat qui, à 2 h. 15, viennent occuper leurs postes. La population civile que nous avons alertée se rend immédiatement dans les abris et cachettes préparés d'avance. Le ghetto est désert. Seule l'Organisation juive de combat veille. » Ainsi Marek Edelman, qui fut l'un de ces insurregés juifs, relate-t-il par écrit les premières du grand soulèvement polonais qui fit obstacle à la « liquidation finale » du ghetto de Varsovie, préméditée par les nazis.

Sur les terribles journées de ce printemps 1943 conclues, après de longues heures de combat, par la retraite des Allemands, Jean-Marie Cavada a réuni un ensemble de documents d'archives et de témoignages enregistrés. Heure chef de la résistance juive, symbole de courage et de dignité.

CINÉ REGARDS : COME MENCINI. — Mercredi 1^{er} mars, FR 3, 22 h. 5.

Le jour même de la sortie en salles de l'incompris, Anne Andreu et Maurice Le Roux consacrent une grande partie de leur magazine de cinéma au réalisateur Luigi Comencini. Ce film, qui date de 1967, s'inscrit, en effet, dans tout un itinéraire sur l'enfance, dont on a pu analyser, depuis, les thèmes fondamentaux avec la jeunesse de Camus, de Proust, de Pinocchio et les Enfants et nous (reportage pour la télévision italienne). Luigi Comencini explique, dans un entretien, la progression de son travail

cinématographique par rapport à la réalité sociale. Il considère l'incompris comme un film à part, hors du temps, mais pourtant essentiel dans son itinéraire. En deuxième partie de ce magazine (réalisé par Jean-Marie Perthuis), une enquête sur un exploitant de Vendée, Antoine Voyer, qui a constitué un collectif d'une cinquantaine de salles paroissiales et rurales pour maintenir le cinéma vivant dans sa région.

DOSSIER : AVEZ-VOUS LU BARUCH ? — Samedi 4 mars, France-Culture, 14 h. 5.

A l'occasion du tricentenaire de Spinoza, Michèle Cohen et Janine Antoine consacrent à l'auteur de l'éthique cinq émissions de « Chemins de la connaissance », couronnées par ce « Portrait présumé ». Les philosophes ont chacun

leur légende : la sandale d'Empédocle, le fixe-chaussette de Kant, l'élevage d'araignées de Spinoza. De ces légendes, emblèmes de leur pensée, suit une approche oblique de leurs systèmes. Enigme, ce juif d'Amsterdam, polissant ses lentilles aux confins du ghetto qui l'a maudit tout en construisant, pièce à pièce, l'un des plus intimes des machines philosophiques.

Mélant mythe et biographie, paysage sonore et commentaire, cette émission exemplaire tisse la toile sur laquelle se précipitent peu à peu les traits de Spinoza. Les entretiens menés par Pierre François Moreau, les textes de Malamud, d'Aldous, de Freud, de Nietzsche, d'Elie Faure ou d'Alexandre Dumas, défrichent des portions de l'œuvre articulées par un méticuleux travail de montage.

Exégète du Talmud, auteur d'un précis de grammaire hébraïque, mais exclu de sa communauté, Spinoza, penseur du corps et du désir, fonde ainsi les premiers éléments d'une critique politique moderne, en complète rupture avec l'idéologie de son temps. Un poème de Borges, lu par lui-même, le montre polissant au fond de son échoppe un diabolique cristal en forme de labyrinthe infini.

RETRANSMISSION LYRIQUE : LES CONTES D'HOFFMANN. — Samedi 4 mars, A 2 et France-Musique, 20 h. 30.

À la suite des nouveaux Contes d'Hoffmann, d'Offenbach, au palais Garnier (c'était en octobre 1974), les favorisés qui avaient eu la chance de découvrir en direct la première mise en scène de Patrice Chéreau pour l'Opéra restèrent perplexes. Mais sa « splendeur étrange », écrit-il à l'époque Jacques Louchamp, l'unique décor « ne correspond en rien aux trois contes » adaptés par l'auteur de la Belle Hélène du romantisme allemand. « Toutes les scènes d'intérieur se déroulent en plein vent », dans ce qui évoque les abords d'une ville nordique, « aux couleurs d'une pureté merveilleuse ».

Ce spectacle fascinant, difficile et énigmatique, le voici cette fois offert à l'ensemble des télespectateurs, dans la distribution réunie pour sa reprise à Paris (le Monde du 10 février) et sous la direction élégante de Jean Perissin. Toutes querelles apaisées, Radio-France a prêté son concours pour assurer sur France-Musique le relais en stéréophonie.

ÉCRANS DE L'ÉTRANGER : N'AYEZ PAS PEUR DE THOMAS B. — Samedi 4 mars, FR 3, 20 h. 30.

Une histoire vraie, celle de Thomas, qui voit des parents comme un chien cherche un maître, avec une fougue

qui risque de tout faire échouer. Il étouffe dans sa fureur d'être un « bâtard » (« Thomas la tomate », lui oriente chaque jour ses camarades à la sortie de l'école), dans le besoin d'être aimé, accepté. Thomas se bat, il mouille son lit à onze ans. Un cas « difficile ». Un enfant de l'assistance publique, qui attend comme d'autres, comme tous, d'être adopté.

N'ayez pas peur de Thomas B. ressemble à des reconstitutions dramatiques où les Britanniques (avec Kenneth Koch, Peter Watkins, Brian Gibson) sont passés maîtres. Regard très subjectif sur les difficultés de l'enfance et les institutions. La production — allemande — apparaît cependant trop humaniste ou trop pédagogique. Adapté d'une nouvelle de Hilla Petz, à partir de la réalité (Thomas a été adopté à 2 ans et deux ans, ce récit à la première personne, dont le but est « d'encourager des parents adoptifs à faire le premier pas et à tenir bon ensuite », retrace les péripéties d'une adoption menacée par l'enfant lui-même (qui casse, vole, provoque) et par l'administration. Ahimé par le double jeu qui donne un ton faux, par quelques archétypes (le père méchant d'abord, compréhensif ensuite), N'ayez pas peur de Thomas B. finit pourtant par incroyablement toucher. Martin Fichtner dans le rôle de Thomas est vraiment un jeune chiot bagarreur.

PÉDAGOGIE : LE CRI DU CORPS. — Dimanche 5 mars, A 2, 11 heures.

« Comment un conflit psychologique peut-il être repris et traduit par le corps ? » Cinq invités de la dernière émission de la série « Science publique », réalisée par Françoise Berdot et Claude Muhardaux — un plongeur, une infirmière, une employée de bureau, un ouvrier retraité et une enseignante, vont définir, à travers le récit d'une paralyse, la question que s'était posée Sigmund Freud à la fin du siècle dernier.

Deux médecins, Catherine Dolto, généraliste, et Jean Guir, psychanalyste, tentent d'élucider l'origine de la maladie psychosomatique, ce « cri du corps ». Certaines prédispositions génétiques ne s'exercent qu'à un moment donné de la vie du sujet, renvoyant à des événements d'une très grande précision. Il arrive que telle personne atteinte d'une maladie sans lésion (cécité ou paralysie hystérique) recouvre la vue ou l'usage de ses membres, dès lors qu'elle retrouve les circonstances de son traumatisme.

Jean-Louis, l'auteur de la question posée au début de l'émission, souligne que les causes sociales de la maladie ont été élaguées. Une confrontation entre usagers de la science et scientifiques sur le thème « névrose et société » vient alors compléter le débat.

Les films de la semaine

TAXI, ROULOTTE ET CORRIDA, d'André Hunebelle. — Dimanche 26 février, TF 1, 17 h. 50.

Louis de Funès, qui venait d'être promu député, anime les mésaventures d'un Français moyen passant ses vacances en Espagne avec une de ces familles « bien de chez nous » qu'attractionnait alors le cinéma français. Gentil et désuet.

LE CERVEAU, de Gérard Oury. — Dimanche 26 février, TF 1, 20 h. 30.

Bourvil (le corniaud) et Belmondo (le têtard astucieux) se servent de toutes puantes pour un hold-up sensationnel, préparé soigneusement d'un autre côté par un « cerveau » anglais. Grisé par un budget énorme qui lui permettait d'utiliser des supergagets comme gags, Gérard Oury a sacrifié souvent au pur spectacle le rythme de son récit. On rit moins qu'à la Grande Vadrouille.

RENDEZ-VOUS A BRAY, d'André Delvaux. — Dimanche 26 février, FR 3, 22 h. 40.

S'inspirant librement d'une nouvelle de Julien Gracq, André Delvaux a entremêlé ses thèmes habituels : la mort, l'absence, le souvenir, le rêve où basculent les apparences de la réalité. Œuvre un peu secrète, plastiquement très belle, par laquelle il faut se laisser porter. Prix Louis-Del-tuc 1971.

L'ODYSSÉE SOUS LA MER, de Daniel Petrie. — Lundi 27 février, TF 1, 21 h. 15.

On ne peut pas manquer d'évoquer Jules Verne à propos de cette aventure moderne d'un sous-marin partant au secours d'un sous-marin bloqué dans les profondeurs abyssales. Tourné au Canada, avec le concours du département de la défense nationale canadienne, le film fait apparaître, par ses effets spéciaux, un monde de cauchemar fantastique.

BRANNIGAN, de Douglas Hickox. — Lundi 27 février, FR 3, 21 h. 5.

Un film policier très bien fabriqué, à l'américaine. Pour mettre en valeur John Wayne, qui, à Londres comme aux États-Unis, se révèle toujours capable de jouer des poings et du revolver.

LA DESCENTE INFERNALE, de Michael Ritchie. — Mardi 28 février, A 2, 21 h. 5.

Portrait psychologique d'un champion de ski qui trompera aux Jeux olympiques. C'est brillamment traité, et les séquences de courses impressionnantes. Mais Robert Redford apporte quelque chose de plus au sujet : sous l'assurance du héros sportif américain, la fragilité et les doutes d'un homme intérieur, marqué par l'échec.

RIO CONCHOS, de Gordon Douglas. — Mardi 28 février, FR 3, 21 h. 5.

Un western à l'ancienne mode où l'action est serrée, où la violence n'est pas exploitée de façon gratuite. Si le scénario réserve peu de surprises, la caractérisation des personnages et certaines images baroques (le camp retranché du traquant d'armes) créent une atmosphère assez étrange.

DEUX HOMMES DANS MANHATTAN, de Jean-Pierre Melville. — Mercredi 1^{er} mars, FR 3, 20 h. 30.

Quand Melville tournait avec une caméra légère dans les rues de New-York et jouait lui-même le rôle d'un journaliste français évoluant dans un univers de série noire, l'amour du cinéma américain et le modernisme de la « nouvelle vague ». Ce film, qui subit à sa sortie un échec injuste, développe, dans les visions nocturnes d'une grande ville, le thème fondamental de l'unité virile, avec ses orages et ses ambiguïtés.

LE PÈRE TRANQUILLE, de Noël-Noël et René Clément. — Jeudi 2 mars, A 2, 21 h. 5.

Noël-Noël, résistant en pan-

toilles, qui cultive des orchidées en serre, incarne le patriotisme quotidien du français sous l'Occupation. Cette image trop exemplaire (malgré des modèles réels) correspond à l'esprit d'après-guerre. René Clément fut surtout le superviseur technique d'une chronique, marquée par l'esprit de l'auteur-interprète.

SI C'ÉTAIT A REFAIRE, de Claude Lelouch. — Jeudi 2 mars, FR 3, 21 h. 5.

Un scénario feuilletonnesque plein de coïncidences, de hasards heureux et malheureux, de quiproquos et d'aventures bizarres. À l'aise dans les eaux du mélodrame sentimentale, Lelouch joue en virtuose de sa caméra, provoque des émotions et prend facilement le spectateur aux pièges d'un univers idéalisé, optimiste. Deux beaux rôles romanesques pour Catherine Deneuve et Anouk Aimée.

LE PLUS JOLI PÊCHE DU MONDE, de Gilles Grangier. — Vendredi 3 mars, TF 1, 14 h. 55.

Au temps où Dany Robin et Georges Marchal formaient un gentil couple idéal, Gilles Grangier, cinéaste sans prétentions, mais sans talent, réussit, avec eux, ce divertissement qui vient nous rappeler, aujourd'hui, ce qu'était le cinéma français populaire des années 50.

LOS OLIVADOS, de Luis Buñuel. — Vendredi 3 mars, A 2, 23 h. 20.

Redécouverte de Buñuel au Festival de Cannes 1991, sous pavillon mexicain. On ne savait pratiquement plus rien de lui depuis la fin des années 30. Sur la trame d'un sujet consacré à l'enfance délinquante, il exprimait, dans un film éclairé de thèmes et de visions surréalistes, sa révolte contre la cruauté de la vie et les oppressions sociales. Ce fut le nouveau point de départ d'un auteur qui n'a cessé d'étonner, de troubler depuis, en restant fidèle à une forme de subversion poétique.

LA CHARGE HEROIQUE, de John Ford. — Dimanche 5 mars, TF 1, 20 h. 30.

Troisième et dernier film fordien du triptyque consacré à la cavalerie américaine, après le Massacre de Fort Apache et Rio Grande. Western intimiste sur la vieillesse d'un officier au bord de la retraite. L'héroïsme guerrier est mis de côté, malgré le combat contre les Apaches. Un certain romantisme et une admirable interprétation de John Wayne.

ELLE, d'André Delvaux. — Dimanche 5 mars, FR 3, 22 h. 30.

La mystérieuse inconnue dont un poète belge est tombé amoureux existe-t-elle ? On sent est-ce la projection des obsessions d'un quadragénaire tourmenté ? Delvaux ne donne aucun point de repère entre la réalité et l'imaginaire. Il faut se laisser emporter et ne pas chercher à comprendre. On peut regretter tout de même la rigueur d'un soir, un train et de Rendez-vous à Bray, car les subtilités de la narration semblent, parfois, gratuites.

LE BOUCANIER DES ILES, de Domenico Paolella. — Lundi 6 mars, TF 1, 21 h. 5.

Déportés anglais d'Australie et pirates. À la fin du XVIII^e siècle, Paolella était, dans le cinéma italien, un spécialiste du feuilleton d'aventures flamboyant. Ces images réjouiront les amateurs.

LA REINE MARGOT, de Jean Dréville. — Lundi 6 mars, FR 3, 21 h. 5.

Abel Gance a tiré un scénario du roman d'Alexandre Dumas, en rehaussant sur les extravagances historiques de celui-ci. La réalisation de Dréville tempère un peu ses excès lyriques, mais ce film de cape et d'épée a suffisamment d'action et de pittoresque pour qu'on passe une soirée de détente. Et il faut avoir vu Jeanne Moreau en « Margot ».

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., Le journal d'Yves Mourouat ; 20 h., Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 20 h.) ; vers 23 h., TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Pécourt (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h., Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et Dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche), C'est la vie ; 20 h., Le journal de Patrick Poivre d'Arvor ; 23 h.,

Le journal de Patrick Lecoq et de Gérard Holtz (en allemand) ; FR 3 : 19 h. 55, « Flashs » (samedi le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie (26), Orthodoxie (de 3) ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le Jour du Seigneur ; 11 h., Messe à La Vierge-de-Vier (le 26) ; 13 h., Montlaur, Haut-de-Seine (le 3).

RADIO-TELEVISION

Samedi 25 février

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Petula Clark) ; 21 h. 30. Série policière américaine : Serpico ; 23 h. Téléfoot.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 35. Série : Les héritiers (Le codicille) de J. Treboute ; 22 h. 5. Magazine : Voir, de J.-P.

Bertrand, J.-G. Cornu et A. Pujol ; 22 h. 55. Drôle de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Retransmission lyrique : l'Italienne à Alger.

Opéra-comique de Gioacchino Rossini (tiré de l'opéra national pour l'opéra national de Dresde, dirigé par G. Bertini, et les Chœurs de l'Opéra national de Dresde).

divisés par P. Muller-Sybel, Asses G. Brucman, L. Teissier, R. Durr, N. Pélissier-Bout, U. Benoit, A. Maréchal, G. Capast.

FRANCE-CULTURE

17 h. 30. Entretien avec G. Tasson ; 18 h. 30. Entretien de Carême ; 19 h. 30. Communauté religieuse des programmes de langue française ; 20 h. 30. Carte blanche : « Vous êtes Hermann » ; 21 h. 55. Ad. Ub. ; 22 h. 5. La fugue du samedi ou l'énigme du rabbin.

FRANCE-MUSIQUE

17 h. 15. Après-midi lyrique : « Euryanthe » (Weber) ; 18 h. 5. Echanges internationaux de Radio-France ; 19 h. 15. Autunno del Moyse, l'ensemble Synagoga Musica et le studio Laren ; 20 h. 30. France-Musique la nuit ; 21 h. 30. Les héritiers ; 22 h. 5. Série policière américaine : Serpico ; 23 h. Téléfoot.

Dimanche 26 février

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 30. La séquence du spectateur ; 13 h. 30. Bon appétit ; 14 h. 20. C'est pas sérieux ; 15 h. 10. Les rendez-vous du dimanche ; 16 h. 30. Feuilleton français : Paul et Virginie (rediff.) ; 16 h. 30. Série : Les héritiers (Le codicille) de J. Treboute ; 17 h. 5. Série américaine : L'île perdue ; 18 h. 35. Sports première ; 19 h. 15. FILM : TAXI, ROULOTTE ET CORRIDA, d'A. Kuntz (1988), avec L. de Funès, P. Dubost, G. Bertini, R. Bussiès, A. Poivre (N. rediff.).

Les vacances mouvementées d'un chauffeur de taxi parisien parti pour l'Espagne avec sa famille et qui transporte, sans le savoir, un diamant volé.

19 h. 25. Les animaux du monde.

20 h. 30. FILM : LE CERVEAU, de G. Oury (1988), avec J.-P. Belmondo, Bourvil, D. Nivon, E. Wallach, S. Monty, F. Valois et H. Gémès. Deux petits truands français, adeptes du système D, préparent le cambriolage d'un train spécial de l'OTAN en même temps qu'un spécial cambrioleur anglais qui dispose, lui, de moyens perfectionnés.

22 h. 20. Magazine : Expressions.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30. Formation continue : Consonnes, voyelles ; 11 h. 30. A propos... les jeunes, un avenir incertain ; 12 h. 30. La télévision des téléspéctateurs en super-8 ; 13 h. 30. Concert ; 14 h. 30. Grand album ; 15 h. 30. Pom, pom, pom, pom... ; 16 h. 30. Dessins animés ; 17 h. 30. Série américaine : Drôles de dames ; 18 h. 30. La torpille et la variété de province ; 19 h. 30. Muppet show ; 20 h. 30. Monsieur Cinéma ; 21 h. 45. Petit théâtre du dimanche ; 22 h. 5. Stade 2.

20 h. 30. Variétés : Musique and music ; 21 h. 40. Un homme, un jour (le génie de Varsovie) ; 22 h. 5. Documentaire : Les maîtres d'œuvre (La trame et la chaîne, reprise de l'émission du 24 février) ; 23 h. 30. Espace musical : Concerto pour violon et orchestre (Brahms), par J.-M. Damjan ; 24 h. 25. Cheval, mon ami ; 25 h. 50. Flein air ; 26 h. 30.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. 30. Emission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial mosaïque ; 11 h. 30. Mosaïque ; 12 h. 30. Documentaire : Les maîtres d'œuvre (La trame et la chaîne, reprise de l'émission du 24 février) ; 23 h. 30. Espace musical : Concerto pour violon et orchestre (Brahms), par J.-M. Damjan ; 24 h. 25. Cheval, mon ami ; 25 h. 50. Flein air ; 26 h. 30.

Spécial DOM-TOM ; 19 h. 35. Feuilleton pour les jeunes : L'odyssée de Scott Hunter.

20 h. 5. Horizontal : Histoire de France (Monsieur Surcouf de Saint-Malo, d'A. Conte et J.-L. Dejean, réal. H. Touloul, et Pirates de la mer (La marée blonde) ; 21 h. 35. L'homme en question : M. Bernard Lefort, futur successeur de Rolf Liebermann à l'administration du Palais Garnier (face, notamment, à MM. Marcel Landowski et Jack Lang) ; 22 h. 40. FILM (cinéma de minuit, cycle André Delvaux) : RENDEZ-VOUS A BRAY, d'A. Delvaux (1971), avec A. Karina, B. Ogier, d'A. Carrière, R. van Hool, M. Sarcey, P. Verrier, G. Hédouin ; 23 h. 30. Spécial élections ; 24 h. 5. FILM (cinéma public) : BRANNIGAN, de D. Hickox (1975), avec J. Gesson, M. Forner, R. Meeker.

Un lieutenant de police de Chicago vient à Londres pour retrouver un bandit qui s'est réfugié. Un tueur à gages le suit pour l'exterminer.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Claude Louis-Combet (A 14 h. 20 h. 30) ; 7 h. 5. Les chemins de la connaissance : De quelques épigrammes, par M. Cohen ; 8 h. 30. Scherz au hasard ; 9 h. 7. Les lettres de l'histoire ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Émissions régionales ; 12 h. 5. Part pris ; 13 h. 45. Panorama ; 14 h. 30. Éveil à la musique ; 15 h. 5. Un livre, des voix : « L'opéra de Mme Gahier » de Bernard Da Costa ; 16 h. 45. Les après-midi de France-Culture ; 17 h. 15. L'heure grillée ; 18 h. 15. Les Français d'aujourd'hui ; 19 h. 30. Quelques nouvelles de Tchekhov ; 20 h. 30. France des arts ; la manifestation ; 21 h. 25. Sciences ; 22 h. 5. Part pris ; 23 h. 45. Sciences ; 24 h. 25. Sciences ; 25 h. 50. Sciences ; 26 h. 30.

au studio 103, par Raymond Dorely ; J.-S. Bach, C. Propper, avec D. Bellard, puis à 20 h. 45. Conférences de Carême ; 21 h. 35. Rencontre avec Philippe Aries, à propos de « Les mœurs échangées » ; 22 h. 5. Série policière américaine : Serpico ; 23 h. Téléfoot.

20 h. 30. Poésie interrompue ; 21 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Les patrons », par J.-M. Fombonne et A. Orr ; 22 h. 5. Black and Blue.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. La musique à l'école ; 8 h. 30. Concert de musique de chambre ; 9 h. 15. Concert de musique de chambre ; 10 h. 30. Concert de musique de chambre ; 11 h. 30. Concert de musique de chambre ; 12 h. 30. Concert de musique de chambre ; 13 h. 30. Concert de musique de chambre ; 14 h. 30. Concert de musique de chambre ; 15 h. 30. Concert de musique de chambre ; 16 h. 30. Concert de musique de chambre ; 17 h. 30. Concert de musique de chambre ; 18 h. 30. Concert de musique de chambre ; 19 h. 30. Concert de musique de chambre ; 20 h. 30. Concert de musique de chambre ; 21 h. 30. Concert de musique de chambre ; 22 h. 30. Concert de musique de chambre ; 23 h. 30. Concert de musique de chambre ; 24 h. 30. Concert de musique de chambre ; 25 h. 30. Concert de musique de chambre ; 26 h. 30. Concert de musique de chambre ; 27 h. 30. Concert de musique de chambre ; 28 h. 30. Concert de musique de chambre ; 29 h. 30. Concert de musique de chambre ; 30 h. 30. Concert de musique de chambre ; 31 h. 30. Concert de musique de chambre ; 32 h. 30. Concert de musique de chambre ; 33 h. 30. Concert de musique de chambre ; 34 h. 30. Concert de musique de chambre ; 35 h. 30. Concert de musique de chambre ; 36 h. 30. Concert de musique de chambre ; 37 h. 30. Concert de musique de chambre ; 38 h. 30. Concert de musique de chambre ; 39 h. 30. Concert de musique de chambre ; 40 h. 30. Concert de musique de chambre ; 41 h. 30. Concert de musique de chambre ; 42 h. 30. Concert de musique de chambre ; 43 h. 30. Concert de musique de chambre ; 44 h. 30. Concert de musique de chambre ; 45 h. 30. Concert de musique de chambre ; 46 h. 30. Concert de musique de chambre ; 47 h. 30. Concert de musique de chambre ; 48 h. 30. Concert de musique de chambre ; 49 h. 30. Concert de musique de chambre ; 50 h. 30. Concert de musique de chambre ; 51 h. 30. Concert de musique de chambre ; 52 h. 30. Concert de musique de chambre ; 53 h. 30. Concert de musique de chambre ; 54 h. 30. Concert de musique de chambre ; 55 h. 30. Concert de musique de chambre ; 56 h. 30. Concert de musique de chambre ; 57 h. 30. Concert de musique de chambre ; 58 h. 30. Concert de musique de chambre ; 59 h. 30. Concert de musique de chambre ; 60 h. 30. Concert de musique de chambre ; 61 h. 30. Concert de musique de chambre ; 62 h. 30. Concert de musique de chambre ; 63 h. 30. Concert de musique de chambre ; 64 h. 30. Concert de musique de chambre ; 65 h. 30. Concert de musique de chambre ; 66 h. 30. Concert de musique de chambre ; 67 h. 30. Concert de musique de chambre ; 68 h. 30. Concert de musique de chambre ; 69 h. 30. Concert de musique de chambre ; 70 h. 30. Concert de musique de chambre ; 71 h. 30. Concert de musique de chambre ; 72 h. 30. Concert de musique de chambre ; 73 h. 30. Concert de musique de chambre ; 74 h. 30. Concert de musique de chambre ; 75 h. 30. Concert de musique de chambre ; 76 h. 30. Concert de musique de chambre ; 77 h. 30. Concert de musique de chambre ; 78 h. 30. Concert de musique de chambre ; 79 h. 30. Concert de musique de chambre ; 80 h. 30. Concert de musique de chambre ; 81 h. 30. Concert de musique de chambre ; 82 h. 30. Concert de musique de chambre ; 83 h. 30. Concert de musique de chambre ; 84 h. 30. Concert de musique de chambre ; 85 h. 30. Concert de musique de chambre ; 86 h. 30. Concert de musique de chambre ; 87 h. 30. Concert de musique de chambre ; 88 h. 30. Concert de musique de chambre ; 89 h. 30. Concert de musique de chambre ; 90 h. 30. Concert de musique de chambre ; 91 h. 30. Concert de musique de chambre ; 92 h. 30. Concert de musique de chambre ; 93 h. 30. Concert de musique de chambre ; 94 h. 30. Concert de musique de chambre ; 95 h. 30. Concert de musique de chambre ; 96 h. 30. Concert de musique de chambre ; 97 h. 30. Concert de musique de chambre ; 98 h. 30. Concert de musique de chambre ; 99 h. 30. Concert de musique de chambre ; 100 h. 30. Concert de musique de chambre ; 101 h. 30. Concert de musique de chambre ; 102 h. 30. Concert de musique de chambre ; 103 h. 30. Concert de musique de chambre ; 104 h. 30. Concert de musique de chambre ; 105 h. 30. Concert de musique de chambre ; 106 h. 30. Concert de musique de chambre ; 107 h. 30. Concert de musique de chambre ; 108 h. 30. Concert de musique de chambre ; 109 h. 30. Concert de musique de chambre ; 110 h. 30. Concert de musique de chambre ; 111 h. 30. Concert de musique de chambre ; 112 h. 30. Concert de musique de chambre ; 113 h. 30. Concert de musique de chambre ; 114 h. 30. Concert de musique de chambre ; 115 h. 30. Concert de musique de chambre ; 116 h. 30. Concert de musique de chambre ; 117 h. 30. Concert de musique de chambre ; 118 h. 30. Concert de musique de chambre ; 119 h. 30. Concert de musique de chambre ; 120 h. 30. Concert de musique de chambre ; 121 h. 30. Concert de musique de chambre ; 122 h. 30. Concert de musique de chambre ; 123 h. 30. Concert de musique de chambre ; 124 h. 30. Concert de musique de chambre ; 125 h. 30. Concert de musique de chambre ; 126 h. 30. Concert de musique de chambre ; 127 h. 30. Concert de musique de chambre ; 128 h. 30. Concert de musique de chambre ; 129 h. 30. Concert de musique de chambre ; 130 h. 30. Concert de musique de chambre ; 131 h. 30. Concert de musique de chambre ; 132 h. 30. Concert de musique de chambre ; 133 h. 30. Concert de musique de chambre ; 134 h. 30. Concert de musique de chambre ; 135 h. 30. Concert de musique de chambre ; 136 h. 30. Concert de musique de chambre ; 137 h. 30. Concert de musique de chambre ; 138 h. 30. Concert de musique de chambre ; 139 h. 30. Concert de musique de chambre ; 140 h. 30. Concert de musique de chambre ; 141 h. 30. Concert de musique de chambre ; 142 h. 30. Concert de musique de chambre ; 143 h. 30. Concert de musique de chambre ; 144 h. 30. Concert de musique de chambre ; 145 h. 30. Concert de musique de chambre ; 146 h. 30. Concert de musique de chambre ; 147 h. 30. Concert de musique de chambre ; 148 h. 30. Concert de musique de chambre ; 149 h. 30. Concert de musique de chambre ; 150 h. 30. Concert de musique de chambre ; 151 h. 30. Concert de musique de chambre ; 152 h. 30. Concert de musique de chambre ; 153 h. 30. Concert de musique de chambre ; 154 h. 30. Concert de musique de chambre ; 155 h. 30. Concert de musique de chambre ; 156 h. 30. Concert de musique de chambre ; 157 h. 30. Concert de musique de chambre ; 158 h. 30. Concert de musique de chambre ; 159 h. 30. Concert de musique de chambre ; 160 h. 30. Concert de musique de chambre ; 161 h. 30. Concert de musique de chambre ; 162 h. 30. Concert de musique de chambre ; 163 h. 30. Concert de musique de chambre ; 164 h. 30. Concert de musique de chambre ; 165 h. 30. Concert de musique de chambre ; 166 h. 30. Concert de musique de chambre ; 167 h. 30. Concert de musique de chambre ; 168 h. 30. Concert de musique de chambre ; 169 h. 30. Concert de musique de chambre ; 170 h. 30. Concert de musique de chambre ; 171 h. 30. Concert de musique de chambre ; 172 h. 30. Concert de musique de chambre ; 173 h. 30. Concert de musique de chambre ; 174 h. 30. Concert de musique de chambre ; 175 h. 30. Concert de musique de chambre ; 176 h. 30. Concert de musique de chambre ; 177 h. 30. Concert de musique de chambre ; 178 h. 30. Concert de musique de chambre ; 179 h. 30. Concert de musique de chambre ; 180 h. 30. Concert de musique de chambre ; 181 h. 30. Concert de musique de chambre ; 182 h. 30. Concert de musique de chambre ; 183 h. 30. Concert de musique de chambre ; 184 h. 30. Concert de musique de chambre ; 185 h. 30. Concert de musique de chambre ; 186 h. 30. Concert de musique de chambre ; 187 h. 30. Concert de musique de chambre ; 188 h. 30. Concert de musique de chambre ; 189 h. 30. Concert de musique de chambre ; 190 h. 30. Concert de musique de chambre ; 191 h. 30. Concert de musique de chambre ; 192 h. 30. Concert de musique de chambre ; 193 h. 30. Concert de musique de chambre ; 194 h. 30. Concert de musique de chambre ; 195 h. 30. Concert de musique de chambre ; 196 h. 30. Concert de musique de chambre ; 197 h. 30. Concert de musique de chambre ; 198 h. 30. Concert de musique de chambre ; 199 h. 30. Concert de musique de chambre ; 200 h. 30. Concert de musique de chambre ; 201 h. 30. Concert de musique de chambre ; 202 h. 30. Concert de musique de chambre ; 203 h. 30. Concert de musique de chambre ; 204 h. 30. Concert de musique de chambre ; 205 h. 30. Concert de musique de chambre ; 206 h. 30. Concert de musique de chambre ; 207 h. 30. Concert de musique de chambre ; 208 h. 30. Concert de musique de chambre ; 209 h. 30. Concert de musique de chambre ; 210 h. 30. Concert de musique de chambre ; 211 h. 30. Concert de musique de chambre ; 212 h. 30. Concert de musique de chambre ; 213 h. 30. Concert de musique de chambre ; 214 h. 30. Concert de musique de chambre ; 215 h. 30. Concert de musique de chambre ; 216 h. 30. Concert de musique de chambre ; 217 h. 30. Concert de musique de chambre ; 218 h. 30. Concert de musique de chambre ; 219 h. 30. Concert de musique de chambre ; 220 h. 30. Concert de musique de chambre ; 221 h. 30. Concert de musique de chambre ; 222 h. 30. Concert de musique de chambre ; 223 h. 30. Concert de musique de chambre ; 224 h. 30. Concert de musique de chambre ; 225 h. 30. Concert de musique de chambre ; 226 h. 30. Concert de musique de chambre ; 227 h. 30. Concert de musique de chambre ; 228 h. 30. Concert de musique de chambre ; 229 h. 30. Concert de musique de chambre ; 230 h. 30. Concert de musique de chambre ; 231 h. 30. Concert de musique de chambre ; 232 h. 30. Concert de musique de chambre ; 233 h. 30. Concert de musique de chambre ; 234 h. 30. Concert de musique de chambre ; 235 h. 30. Concert de musique de chambre ; 236 h. 30. Concert de musique de chambre ; 237 h. 30. Concert de musique de chambre ; 238 h. 30. Concert de musique de chambre ; 239 h. 30. Concert de musique de chambre ; 240 h. 30. Concert de musique de chambre ; 241 h. 30. Concert de musique de chambre ; 242 h. 30. Concert de musique de chambre ; 243 h. 30. Concert de musique de chambre ; 244 h. 30. Concert de musique de chambre ; 245 h. 30. Concert de musique de chambre ; 246 h. 30. Concert de musique de chambre ; 247 h. 30. Concert de musique de chambre ; 248 h. 30. Concert de musique de chambre ; 249 h. 30. Concert de musique de chambre ; 250 h. 30. Concert de musique de chambre ; 251 h. 30. Concert de musique de chambre ; 252 h. 30. Concert de musique de chambre ; 253 h. 30. Concert de musique de chambre ; 254 h. 30. Concert de musique de chambre ; 255 h. 30. Concert de musique de chambre ; 256 h. 30. Concert de musique de chambre ; 257 h. 30. Concert de musique de chambre ; 258 h. 30. Concert de musique de chambre ; 259 h. 30. Concert de musique de chambre ; 260 h. 30. Concert de musique de chambre ; 261 h. 30. Concert de musique de chambre ; 262 h. 30. Concert de musique de chambre ; 263 h. 30. Concert de musique de chambre ; 264 h. 30. Concert de musique de chambre ; 265 h. 30. Concert de musique de chambre ; 266 h. 30. Concert de musique de chambre ; 267 h. 30. Concert de musique de chambre ; 268 h. 30. Concert de musique de chambre ; 269 h. 30. Concert de musique de chambre ; 270 h. 30. Concert de musique de chambre ; 271 h. 30. Concert de musique de chambre ; 272 h. 30. Concert de musique de chambre ; 273 h. 30. Concert de musique de chambre ; 274 h. 30. Concert de musique de chambre ; 275 h. 30. Concert de musique de chambre ; 276 h. 30. Concert de musique de chambre ; 277 h. 30. Concert de musique de chambre ; 278 h. 30. Concert de musique de chambre ; 279 h. 30. Concert de musique de chambre ; 280 h. 30. Concert de musique de chambre ; 281 h. 30. Concert de musique de chambre ; 282 h. 30. Concert de musique de chambre ; 283 h. 30. Concert de musique de chambre ; 284 h. 30. Concert de musique de chambre ; 285 h. 30. Concert de musique de chambre ; 286 h. 30. Concert de musique de chambre ; 287 h. 30. Concert de musique de chambre ; 288 h. 30. Concert de musique de chambre ; 289 h. 30. Concert de musique de chambre ; 290 h. 30. Concert de musique de chambre ; 291 h. 30. Concert de musique de chambre ; 292 h. 30. Concert de musique de chambre ; 293 h. 30. Concert de musique de chambre ; 294 h. 30. Concert de musique de chambre ; 295 h. 30. Concert de musique de chambre ; 296 h. 30. Concert de musique de chambre ; 297 h. 30. Concert de musique de chambre ; 298 h. 30. Concert de musique de chambre ; 299 h. 30. Concert de musique de chambre ; 300 h. 30. Concert de musique de chambre ; 301 h. 30. Concert de musique de chambre ; 302 h. 30. Concert de musique de chambre ; 303 h. 30. Concert de musique de chambre ; 304 h. 30. Concert de musique de chambre ; 305 h. 30. Concert de musique de chambre ; 306 h. 30. Concert de musique de chambre ; 307 h. 30. Concert de musique de chambre ; 308 h. 30. Concert de musique de chambre ; 309 h. 30. Concert de musique de chambre ; 310 h. 30. Concert de musique de chambre ; 311 h. 30. Concert de musique de chambre ; 312 h. 30. Concert de musique de chambre ; 313 h. 30. Concert de musique de chambre ; 314 h. 30. Concert de musique de chambre ; 315 h. 30. Concert de musique de chambre ; 316 h. 30. Concert de musique de chambre ; 317 h. 30. Concert de musique de chambre ; 318 h. 30. Concert de musique de chambre ; 319 h. 30. Concert de musique de chambre ; 320 h. 30. Concert de musique de chambre ; 321 h. 30. Concert de musique de chambre ; 322 h. 30. Concert de musique de chambre ; 323 h. 30. Concert de musique de chambre ; 324 h. 30. Concert de musique de chambre ; 325 h. 30. Concert de musique de chambre ; 326 h. 30. Concert de musique de chambre ; 327 h. 30. Concert de musique de chambre ; 328 h. 30. Concert de musique de chambre ; 329 h. 30. Concert de musique de chambre ; 330 h. 30. Concert de musique de chambre ; 331 h. 30. Concert de musique de chambre ; 332 h. 30. Concert de musique de chambre ; 333 h. 30. Concert de musique de chambre ; 334 h. 30. Concert de musique de chambre ; 335 h. 30. Concert de musique de chambre ; 336 h. 30. Concert de musique de chambre ; 337 h. 30. Concert de musique de chambre ; 338 h. 30. Concert de musique de chambre ; 339 h. 30. Concert de musique de chambre ; 340 h. 30. Concert de musique de chambre ; 341 h. 30. Concert de musique de chambre ; 342 h. 30. Concert de musique de chambre ; 343 h. 30. Concert de musique de chambre ; 344 h. 30. Concert de musique de chambre ; 345 h. 30. Concert de musique de chambre ; 346 h. 30. Concert de musique de chambre ; 347 h. 30. Concert de musique de chambre ; 348 h. 30. Concert de musique de chambre ; 349 h. 30. Concert de musique de chambre ; 350 h. 30. Concert de musique de chambre ; 351 h. 30. Concert de musique de chambre ; 352 h. 30. Concert de musique de chambre ; 353 h. 30. Concert de musique de chambre ; 354 h. 30. Concert de musique de chambre ; 355 h. 30. Concert de musique de chambre ; 356 h. 30. Concert de musique de chambre ; 357 h. 30. Concert de musique de chambre ; 358 h. 30. Concert de musique de chambre ; 359 h. 30. Concert de musique de chambre ; 360 h. 30. Concert de musique de chambre ; 361 h. 30. Concert de musique de chambre ; 362 h. 30. Concert de musique de chambre ; 363 h. 30. Concert de musique de chambre ; 364 h. 30. Concert de musique de chambre ; 365 h. 30. Concert de musique de chambre ; 366 h. 30. Concert de musique de chambre ; 367 h. 30. Concert de musique de chambre ; 368 h. 30. Concert de musique de chambre ; 369 h. 30. Concert de musique de chambre ; 370 h. 30. Concert de musique de chambre ; 371 h. 30. Concert de musique de chambre ; 372 h. 30. Concert de musique de chambre ; 373 h. 30. Concert de musique de chambre ; 374 h. 30. Concert de musique de chambre ; 375 h. 30. Concert de musique de chambre ; 376 h. 30. Concert de musique de chambre ; 377 h. 30. Concert de musique de chambre ; 378 h. 30. Concert de musique de chambre ; 379 h. 30. Concert de musique de chambre ; 380 h. 30. Concert de musique de chambre ; 381 h. 30. Concert de musique de chambre ; 382 h. 30. Concert de musique de chambre ; 383 h. 30. Concert de musique de chambre ; 384 h. 30. Concert de musique de chambre ; 385 h. 30. Concert de musique de chambre ; 386 h. 30. Concert de musique de chambre ; 387 h. 30. Concert de musique de chambre ; 388 h. 30. Concert de musique de chambre ; 389 h. 30. Concert de musique de chambre ; 390 h. 30. Concert de musique de chambre ; 391 h. 30. Concert de musique de chambre ; 392 h. 30. Concert de musique de chambre ; 393 h. 30. Concert de musique de chambre ; 394 h. 30. Concert de musique de chambre ; 395 h. 30. Concert de musique de chambre ; 396 h. 30. Concert de musique de chambre ; 397 h. 30. Concert de musique de chambre ; 398 h. 30. Concert de musique de chambre ; 399 h. 30. Concert de musique de chambre ; 400 h. 30. Concert de musique de chambre ; 401 h. 30. Concert de musique de chambre ; 402 h. 30. Concert de musique de chambre ; 403 h. 30. Concert de musique de chambre ; 404 h. 30. Concert de musique de chambre ; 405 h. 30. Concert de musique de chambre ; 406 h. 30. Concert de musique de chambre ; 407 h. 30. Concert de musique de chambre ; 408 h. 30. Concert de musique de chambre ; 409 h. 30. Concert de musique de chambre ; 410 h. 30. Concert de musique de chambre ; 411 h. 30. Concert de musique de chambre ; 412 h. 30. Concert de musique de chambre ; 413 h. 30. Concert de musique de chambre ; 414 h. 30. Concert de musique de chambre ; 415 h. 30. Concert de musique de chambre ; 416 h. 30. Concert de musique de chambre ; 417 h. 30. Concert de musique de chambre ; 418 h. 30. Concert de musique de chambre ; 419 h. 30. Concert de musique de chambre ; 420 h. 30. Concert de musique de chambre ; 421 h. 30. Concert de musique de chambre ; 422 h. 30. Concert de musique de chambre ; 423 h. 30. Concert de musique de chambre ; 424 h. 30. Concert de musique de chambre ; 425 h. 30. Concert de musique de chambre ; 426 h. 30. Concert de musique de chambre ; 427 h. 30. Concert de musique de chambre ; 428 h. 30. Concert de musique de chambre ; 429 h. 30. Concert de musique de chambre ; 430 h. 30. Concert de musique de chambre ; 431 h. 30. Concert de musique de chambre ; 432 h. 30. Concert de musique de chambre ; 433 h. 30. Concert de musique de chambre ; 434 h. 30. Concert de musique de chambre ; 435 h. 30. Concert de musique de chambre ; 436 h. 30. Concert de musique de chambre ; 437 h. 30. Concert de musique de chambre ; 438 h. 30. Concert de musique de chambre ; 439 h. 30. Concert de musique de chambre ; 440 h. 30. Concert de musique de chambre ; 441 h. 30. Concert de musique de chambre ; 442 h. 30. Concert de musique de chambre ; 443 h. 30. Concert de musique de chambre ; 444 h. 30. Concert de musique de chambre ; 445 h. 30. Concert de musique de chambre ; 446 h. 30. Concert de musique de chambre ; 447 h. 30. Concert de musique de chambre ; 448 h. 30. Concert de musique de chambre ; 449 h. 30. Concert de musique de chambre ; 450 h. 30. Concert de musique de chambre ; 451 h. 30. Concert de musique de chambre ; 452 h. 30. Concert de musique de chambre ; 453 h. 30. Concert de musique de chambre ; 454 h. 30. Concert de musique de chambre ; 455 h. 30. Concert de musique de chambre ; 456 h. 30. Concert de musique de chambre ; 457 h. 30. Concert de musique de chambre ; 458 h. 30. Concert de musique de chambre ; 459 h. 30. Concert de musique de chambre ; 460 h. 30. Concert de musique de chambre ; 461 h. 30. Concert de musique de chambre ; 462 h. 30. Concert de musique de chambre ; 463 h. 30. Concert de musique de chambre ; 464 h. 30. Concert de musique de chambre ; 465 h. 30. Concert de musique de chambre ; 466 h. 30. Concert de musique de chambre ; 467 h. 30. Concert de musique de chambre ; 468 h. 30. Concert de musique de chambre ; 469 h. 30. Concert de musique de chambre ; 470 h. 30. Concert de musique de chambre ; 471 h. 30. Concert de musique de chambre ; 472 h. 30. Concert de musique de chambre ; 473 h. 30. Concert de musique de chambre ; 474 h. 30. Concert de musique de chambre ; 475 h. 30. Concert de musique de chambre ; 476 h. 30. Concert de musique de chambre ; 477 h. 30. Concert de musique de chambre ; 478 h. 30. Concert de musique de chambre ; 479 h. 30. Concert de musique de chambre ; 480 h. 30. Concert de musique de chambre ; 481 h. 30. Concert de musique de chambre ; 482 h. 30. Concert de musique de chambre ; 483 h. 30. Concert de musique de chambre ; 484 h. 30. Concert de musique de chambre ; 485 h. 30. Concert de musique de chambre ; 486 h. 30. Concert de musique de chambre ; 487 h. 30. Concert de musique de chambre ; 488 h. 30. Concert de musique de chambre ; 489 h. 30. Concert de musique de chambre ; 490 h. 30. Concert de musique de chambre ; 491 h. 30. Concert de musique de chambre ; 492 h. 30. Concert de musique de chambre ; 493 h. 30. Concert de musique de chambre ; 494 h. 30. Concert de musique de chambre ; 495 h. 30. Concert de musique de chambre ; 496 h. 30. Concert de musique de chambre ; 497 h. 30. Concert de musique de chambre ; 498 h. 30. Concert de musique de chambre ; 499 h. 30. Concert de musique de chambre ; 500 h. 30. Concert de musique de chambre ; 501 h. 30. Concert de musique de chambre ; 502 h. 30. Concert de musique de chambre ; 503 h. 30. Concert de musique de chambre ; 504 h. 30. Concert de musique de chambre ; 505 h. 30. Concert de musique de chambre ; 506 h. 30. Concert de musique de chambre ; 507 h. 30. Concert de musique de chambre ; 508 h. 30. Concert de musique de chambre ; 509 h. 30. Concert de musique de chambre ; 510 h. 30. Concert de musique de chambre ; 511 h. 30. Concert de musique de chambre ; 512 h. 30. Concert de musique de chambre ; 513 h. 30. Concert de musique de chambre ; 514 h. 30. Concert de musique de chambre ; 515 h. 30. Concert de musique de chambre ; 516 h. 30. Concert de musique de chambre ; 517 h. 30. Concert de musique de chambre ; 518 h. 30. Concert de musique de chambre ; 519 h. 30. Concert de musique de chambre ; 520 h. 30. Concert de musique de chambre ; 521 h. 30. Concert de musique de chambre ; 522 h. 30. Concert de musique de chambre ; 523 h. 30. Concert de musique de chambre ; 524 h. 30. Concert de musique de chambre ; 525 h. 30. Concert de musique de chambre ; 526 h. 30. Concert de musique de chambre ; 527 h. 30. Concert de musique de chambre ; 528 h. 30. Concert de musique de chambre ; 529 h. 30. Concert de musique de chambre ; 530 h. 30. Concert de musique de chambre ; 531 h. 30. Concert de musique de chambre ; 532 h. 30. Concert de musique de chambre ; 533 h. 30. Concert de musique de chambre ; 534 h. 30. Concert de musique de chambre ; 535 h. 30. Concert de musique de chambre ; 536 h. 30. Concert de musique de chambre ; 537 h. 30. Concert de musique de chambre ; 538 h. 30. Concert de musique de chambre ; 539 h. 30. Concert de musique de chambre ; 540 h. 30. Concert de musique de chambre ; 541 h. 30. Concert de musique de chambre ; 542 h. 30. Concert de musique de chambre ; 543 h. 30. Concert de musique de chambre ; 544 h. 30. Concert de musique de chambre ; 545 h. 30. Concert de musique de chambre ; 546 h. 30. Concert de musique de chambre ; 547 h. 30. Concert de musique de chambre ; 548 h. 30. Concert de musique de chambre ; 549 h. 30. Concert de musique de chambre ; 550 h. 30. Concert de musique de chambre ; 551 h. 30. Concert de musique de chambre ; 552 h. 30. Concert de musique de chambre ; 553 h. 30. Concert de musique de chambre

RADIO-TELEVISION

Jeudi 2 mars

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Émissions régionales ; 13 h. 50, Objectif santé ; 14 h. 15, Pour les enfants : Spécial vacances ; 14 h. 30, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Pour les enfants ; 15 h. 30, L'île aux enfants ; 15 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 16 h. 15, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, Campagne électorale ; 21 h. 5, Série dramatique : Jean-Christophe (première partie) ; d'après Romain Rolland, adaptation de J. Villiers, réal. J. Villiers, avec D. Rinz, G. Müller, P. Lühr, W. Sammelrogge, B. Schier, A. Betz, M. Berlin. Lire nos « Écouter-Voir ».

22 h. 10, Titre courant : avec Mme Marie Romain-Rolland, veuve de l'écrivain ; 22 h. 20, Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 3, Aujourd'hui madame ; 15 h. 5, Série : Mannix ; 15 h. 54, Les jeux.

Vendredi 3 mars

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Émissions régionales ; 14 h. 5, Émission pédagogique (reprises) ; 14 h. 25, Les jeux.

14 h. 55, FILM : LE PLUS JOLI PÊCHE DU MONDE, de G. Grangier (1951), avec G. Marchal, D. Robin, M. Mercadier, B. Lajarrige, N. Roquereau (N.). Lire nos « Écouter-Voir ».

19 h. 15, Pour les enfants : Spécial vacances (à 17 h. 25, Les infos) ; 17 h. 55, A la bonne heure ; 18 h. 27, Pour les enfants ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : La Passagère ; 19 h. 1, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, Campagne électorale ; 21 h. 10, Au théâtre ce soir : Je viendrai comme un voleur, de G. de Lervagne, avec M. Dalmès, A. Similgala, G. Barrey.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 3, Aujourd'hui madame ; 15 h. 5, Série : Mannix ; 15 h. 54, Les jeux.

Samedi 4 mars

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 15, Émission pédagogique ; 12 h. 15, Émission régionale ; 12 h. 30, Cuisine légère ; 12 h. 45, Jeunes pratiques ; 13 h. 35, Le monde de l'accordéon ; 14 h. 15, Restez donc avec nous : La petite maison dans la prairie ; à 15 h. 15, Miroir 2000 ; à 16 h. 15, Joe 19 fuyait ; à 17 h. 5, Colombo ; 18 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-motocyclette ; 19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Guy Béart) ; 21 h. 30, Série américaine : Servalco ; 22 h. 20, Magazine : Téléfoot (extraits des matches du championnat Nice-Strasbourg, Nantes-Nancy et des rencontres de la Coupe d'Europe).

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45, Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 15, Émission de C.N.D.P. : Entrer dans

Dimanche 5 mars

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15, La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon appétit ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 10, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 10, Feuilleton : Paul et Virginie (rediffusion) ; 16 h. 15, Série : Mannix ; 16 h. 45, Série américaine : L'île perdue ; 16 h. 55, Sports première ; 17 h. 35, Téléfilm : Robinson Crusoe ; 19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : LA CHARGE HEROÏQUE, de J. Ford (1949), avec J. Wayne, J. Dru, J. Agar, B. Johnson, H. Carey Jr. (rediffusion). Dans l'Arborea de 1876, où la guerre indienne recommence, le dernier mission d'un capitaine de cavalerie avait sa suite à la retraite.

22 h. 10, Les grands mystères de la musique : Claude Debussy, prod. P. Gavoty.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 15, Formation continue : Cousons cousines ; 11 h. 15, Le cri du corps. Lire nos « Écouter-Voir ».

Lundi 6 mars

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Magazines régionaux ; 13 h. 50, Restez donc avec nous ; à 14 h. 5, Émission pédagogique (reprise à 14 h. 25) ; 14 h. 30, L'île aux enfants ; 14 h. 45, Pour les enfants ; 15 h. 30, L'île aux enfants ; 15 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 16 h. 15, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 35, Spécial élections. 21 h. 5, FILM : LE BOUCANIER DES ÎLES, de D. Paolletta (1961), avec R. Harris, M. Mercier, R. Lupi, M. Belli, P. Müller, C. Hintermann. Dans l'Arborea de 1876, où la guerre indienne recommence, le dernier mission d'un capitaine de cavalerie avait sa suite à la retraite.

22 h. 10, Les grands mystères de la musique : Claude Debussy, prod. P. Gavoty.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 3, Aujourd'hui madame ; 15 h. 5, Série : Mannix ; 15 h. 54, Les jeux.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 5, Jeu : La tête et les jambes ; 22 h. 10, Feuilleton américain : Angélique ; 23 h. 15, Bande à part : La chanson de Billo.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Un jour comme les autres ; 20 h. Les jeux.

Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur-Sakkarah ; 18 h. 25, Isabelle et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2. 20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 5, FILM : LE PERE TRANQUILLE, de Noël-Noël et B. Clément (1948), avec Noël-Noël, C. Olivier, N. Alari, J. Arthur, J. Varas. (N. rediffusion).

Dans une ville de Charente, sous l'occupation allemande, un petit bouvier qui souffre est, à l'instar de tous, la chef d'une résistance.

22 h. 40, Série documentaire : Légendaires (Les faiseurs de mort), de P. Dumayet, Ph. Alfonsi et P. Pesnot-Réal, A. Lécuyer. La légende des Mages, ces hommes qui ont écrit les premiers rapports secrets avec la mort en Corse.

23 h. 12, Spécial hnt.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : A pleins bras ; de S. Leroy et M. Gérard (prod. FR 3 Lyon) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : A pleins bras ; de S. Leroy et M. Gérard (prod. FR 3 Lyon) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

23 h. 12, Spécial hnt.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : SI C'ÉTAIT À RÉFAIRE, de C. Lelouch (1976), avec A. Almée, C. Denève, Ch. Denner, N. Arastrop, F. Ruster.

Après quinze ans de réclusion, une femme retrouve l'enfant qu'elle s'est fait faire en prison et qui a été élevé loin d'elle.

22 h. 20, Magazine : Un événement.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Roi des deux Indes », d'André Kertész ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet, l'assommoir ; 15 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : Navigation autour de l'Atlantique ; 17 h. 15, Les Français interrogés ; 17 h. 35, Prokofiev aujourd'hui ; 19 h. 20, Quelques nouvelles de Tchekhov ; « Donbitchka » ; 19 h. 25, Biologie et médecine : Le bébé et la santé ; 20 h. 30, Suite de prince : d'après le roman de J. Kessel, avec R. Dandry, M. Sorey, A. Weber, réal.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Roi des deux Indes », d'André Kertész ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet, l'assommoir ; 15 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : Navigation autour de l'Atlantique ; 17 h. 15, Les Français interrogés ; 17 h. 35, Prokofiev aujourd'hui ; 19 h. 20, Quelques nouvelles de Tchekhov ; « Donbitchka » ; 19 h. 25, Biologie et médecine : Le bébé et la santé ; 20 h. 30, Suite de prince : d'après le roman de J. Kessel, avec R. Dandry, M. Sorey, A. Weber, réal.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Roi des deux Indes », d'André Kertész ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet, l'assommoir ; 15 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : Navigation autour de l'Atlantique ; 17 h. 15, Les Français interrogés ; 17 h. 35, Prokofiev aujourd'hui ; 19 h. 20, Quelques nouvelles de Tchekhov ; « Donbitchka » ; 19 h. 25, Biologie et médecine : Le bébé et la santé ; 20 h. 30, Suite de prince : d'après le roman de J. Kessel, avec R. Dandry, M. Sorey, A. Weber, réal.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Roi des deux Indes », d'André Kertész ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet, l'assommoir ; 15 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : Navigation autour de l'Atlantique ; 17 h. 15, Les Français interrogés ; 17 h. 35, Prokofiev aujourd'hui ; 19 h. 20, Quelques nouvelles de Tchekhov ; « Donbitchka » ; 19 h. 25, Biologie et médecine : Le bébé et la santé ; 20 h. 30, Suite de prince : d'après le roman de J. Kessel, avec R. Dandry, M. Sorey, A. Weber, réal.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Roi des deux Indes », d'André Kertész ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet, l'assommoir ; 15 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : Navigation autour de l'Atlantique ; 17 h. 15, Les Français interrogés ; 17 h. 35, Prokofiev aujourd'hui ; 19 h. 20, Quelques nouvelles de Tchekhov ; « Donbitchka » ; 19 h. 25, Biologie et médecine : Le bébé et la santé ; 20 h. 30, Suite de prince : d'après le roman de J. Kessel, avec R. Dandry, M. Sorey, A. Weber, réal.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Roi des deux Indes », d'André Kertész ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vit du sujet, l'assommoir ; 15 h. 25, Ne quittez pas l'écoute : Navigation autour de l'Atlantique ; 17 h. 15, Les Français interrogés ; 17 h. 35, Prokofiev aujourd'hui ; 19 h. 20, Quelques nouvelles de Tchekhov ; « Donbitchka » ; 19 h. 25, Biologie et médecine : Le bébé et la santé ; 20 h. 30, Suite de prince : d'après le roman de J. Kessel, avec R. Dandry, M. Sorey, A. Weber, réal.

20 h. 35, Spécial élections ; 21 h. 10, Série documentaire : La qualité de l'avenir (enquêtes sur la science au secours de l'environnement, les conquêtes écologiques).

22 h. 10, Série documentaire : Les maîtres d'œuvre (Quand les verriers ressoffleront), de J. Laillet et M. Tosselli.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Claude Louis-Combet (à 14 h. 20 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : De quelques apocryphes, par M. Cohen ; à 8 h. 35, L'illumination au siècle des Lumières ; 8 h. 50, Le face caché du ciel ; 9 h. 7, La maîtrise de la littérature ; 10 h. 45, Questions au signal ; 11 h. 2, Prokofiev aujourd'hui ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 20, Éléments des arts de France ; 14 h. 5, Un livre

Le Monde économie-régions

CONSTRUCTION NAVALE

UNE CRISE QUI N'ÉPARGNE PERSONNE

La crise mondiale de la construction navale s'est à tel point aggravée en 1977, que les carnets de commandes ne représentent plus, en fin d'année, que 36,7 millions de tonnes, soit un peu plus du quart seulement du niveau record enregistré en mars 1974, vient de révéler le Lloyd's Register of Shipping.

Les perspectives sont sombres, puisque 67 % des commandes en carnet devraient être achevées en 1978, ce qui laisse peu d'heures de travail pour l'année 1979, dont on prévoit qu'elle

sera marquée par un ralentissement encore plus prononcé qu'en 1977 et en 1978. En 1975, la baisse a affecté principalement le Japon, dont la production a diminué de 25 %. L'Espagne est parvenue à s'élever au troisième rang des pays constructeurs de navires, après la Suède. Les livraisons de la France ont baissé de près de 50 %. La crise des industries navales qui n'épargne aucun chantier français est particulièrement aiguë à La Ciotat et à Dunkerque, dans le secteur de la réparation.

A DUNKERQUE : les clignotants sont allumés partout

Dunkerque. — La campagne électorale s'est engagée à Dunkerque dans un climat que perçut la crise des industries navales. Crise ouverte dans le secteur de la réparation. Ainsi jeudi 23 février, cent quatre-vingt salariés de Flandres-Industrie ont reçu leurs lettres de licenciement. Cinquante-sept suppressions d'emploi étaient prévues ; cent quarante-cinq ont été demandées et cent quarante autorisées par l'inspection du travail. C'est encore beaucoup trop aux yeux de la section C.G.T. de la société qui a déclenché une grève, reconduite chaque jour, avec occupation des ateliers.

Mais ceux des ouvriers qui n'approuvent pas la grève ont d'autant moins la possibilité de travailler que les formes de réparation et des docks du port sont vides de bateaux depuis des semaines. Dans l'entreprise Biéland — le numéro un de la réparation navale dunkerquoise — le personnel a, lui aussi, été débrayé pour protester contre le chômage et le travail à la carte.

Les directions des deux sociétés, pour leur part, reprochent aux responsables de la C.G.T. d'entretenir une situation précaire qui inquiète les armateurs. D'un côté, le faible nombre de navires qui chaloient Dunkerque pour se faire réparer. Mais les dirigeants syndicaux répliquent en accusant le patronat de refuser la clientèle précieusement pour justifier les compressions d'effectifs.

Biéland reste susceptible de prendre le contrôle de Flandres-Industrie, avec une participation des Chantiers de France-Dunkerque dans la répartition. A Flandres-Industrie, en tout cas, les grévistes attendent que le directeur général accepte de venir discuter à Dunkerque des licenciements. Dans le secteur de la construction navale, la direction des Chan-

tières de France-Dunkerque vient de protester contre des commentaires de nature, selon elle, à semer l'inquiétude et le désarroi parmi la population à propos de l'emploi. Commentaires qui lui paraissent avoir un caractère électoraliste. Les délégués syndicaux du chantier ont également demandé à la direction de ne pas risquer d'échapper à Dunkerque. Une commande dont la destination (Chantiers de La Ciotat ou de l'Atlantique ?) ne sera certainement pas connue au cours des trois prochaines semaines.

De notre correspondant

M. DENVERS : la solution ne passe pas par la nationalisation

La secrétaire de la fédération F.O. de la métallurgie, M. Malin, a déclaré à Dunkerque : « Les clignotants sont allumés partout ». Pour lui, les solutions préconisées par les autres syndicats ont un caractère « protectionniste et conservateur à l'égard de la crise ». « Nous n'avons pas à gérer la crise de la construction navale, mais, dans un esprit d'indépendance syndicale, à gérer les intérêts des salariés. »

Cette crise n'a pas manqué d'être évoquée, vendredi 24 février, au cours de la conférence de presse du candidat socialiste, M. Albert Denvers, député sortant. M. Denvers a rappelé que les socialistes avaient été les premiers dans le passé à décider de soutenir l'industrie navale (loi Defferre). « La construction navale doit nous conduire à élaborer un plan de relance de la marine marchande, assorti d'une aide aux constructeurs », a-t-il déclaré. Pour lui, la solu-

tion, à Dunkerque, ne passe pas par la nationalisation des chantiers (qui appartiennent au groupe Schneider). MARC BURNOD.

tion, à Dunkerque, ne passe pas par la nationalisation des chantiers (qui appartiennent au groupe Schneider). MARC BURNOD.

CINQ CENT QUARANTE « CHALANDONNETTES » EN RÉPARATION DANS LE VAL-D'OISE

Un protocole d'accord vient d'être signé pour assurer « dans les meilleurs délais » la réparation des cinq cent quarante pavillons de la cité-jardin de Méroucourt (Val-d'Oise).

Ces pavillons, ces « chalandonnettes », construits il y a cinq ans, présentent de nombreuses malfaçons. Le secrétaire d'Etat au logement avait fait, le 9 février, une visite de la cité-jardin de Méroucourt avant d'établir le protocole de règlement qui vient d'être signé par le groupement pour la gestion des risques de la construction (S.G.R.C.), le syndicat des copropriétaires de la cité (U.P.F.), les représentants du secrétaire d'Etat au logement et le directeur départemental de l'équipement.

Ce texte prévoit « une répartition des dépenses de réparation entre les trois créanciers précités ; réparations dont le montant a été fixé forfaitairement à 14 millions de francs au vu des propositions de l'architecte désigné par l'U.P.F. L'Etat participera à ce règlement en accordant des prêts aux conditions réservées pour les constructions H.L.M. en accession à la propriété, c'est-à-dire sur cinq ans à taux préférentiels ».

Selon le préfet du Val-d'Oise, M. Raoul Carrère, « le projet de protocole s'analyse en fin de compte comme un ensemble d'annonces destinées à assurer en urgence les travaux de réparation, tout en donnant la possibilité de faire décider par les tribunaux la part de chacun (assurances, constructeurs, copropriétaires) en fonction de leurs responsabilités dans les malfaçons ».

JACQUELINE MEILLON.

Quatre pistes pour plancher à La Villette. — Quatre pistes expérimentales pour les amateurs de planche à roulettes vont être installées à La Villette par une société privée. Ces pistes, dont la longueur variera de 30 à 80 mètres, seront identiques à celles qui existent en Californie, et elles seront réalisées selon un procédé français. Elles seront situées près de la station de métro Porte-de-La Villette, au pied de la grande salle des ventes.

EN ILE-DE-FRANCE

LA DÉFENSE : attention ! chantier

Les retards dans la construction et la vente du nouveau quartier de la Défense, à l'ouest de Paris, créent des difficultés financières pour l'établissement public chargé de son aménagement, les entreprises qui doivent s'y installer et les habitants condamnés à vivre dans cet immense et interminable chantier.

C'est ainsi que le tribunal de commerce de Paris vient de désigner un expert afin de déterminer si l'établissement public d'aménagement de la Défense (Hauts-de-Seine) aurait effectivement terminé les travaux d'aménagement du centre commercial prévu à l'ouest du quartier en 1976.

La Printemps et la Samaritaine, deux grands magasins qui devaient s'installer dans le centre en 1976, avaient, en effet, décliné de ne le faire qu'en 1982, estimant que l'état d'avancement des travaux, dans l'ensemble du nouveau quartier, n'était pas satisfaisant (le Monde du 12 octobre).

D'autre part, après la publication de notre supplément sur le département des Hauts-de-Seine, les 22 et 23 janvier, M. Martin Lévy, de Courbevoie, nous apporte son témoignage d'habitant du quartier.

« Les responsables de la Défense nous ont dit que ce quartier comme une ville urbanisée en avance. Mais doit-on considérer comme urbaine d'avant-garde la construction anarchique d'un quartier dans lequel les programmes initiaux ont été bouleversés, réservant ainsi la part belle à la construction de

bureaux qui se vendent mal, dans lequel l'ouverture des grands commerces est retardée et les cinémas fermés, dans lequel la réalisation des équipements collectifs est largement dépendante de la vente des bureaux ?

« Enfin, dernier point — mais non le moindre — comment urbanisme d'avant-garde, écologie et cadre de vie s'accommodent-ils d'un boulevard circulaire, où défilent quotidiennement plus de cent mille véhicules, et cela parfois à moins de 1 mètre des habitations ?

« D'autre part, l'ai profondément regretté que le responsable départemental de l'équipement, interrogé sur « les difficultés de la circulation », ait complètement oublié de parler de l'auto-roue A-14.

« Pour cela, il a sans doute de bonnes raisons. En ce qui me concerne — et nous sommes plusieurs milliers dans ce cas — j'ai aussi de bonnes raisons pour réparer cet « oubli ».

« Sous le drapeau de la Défense stagne un investissement qui a déjà coûté près de 300 millions de francs, et qui comprend, entre autres, les deux tunnels formant l'auto-roue A-14 et un des échangeurs routiers les plus importants d'Europe.

« On pourrait dissiper longtemps sur la crise qui empêche la poursuite de ces travaux ou sur le rentabilité financière d'un tel échec. Par contre, ce sur quoi il n'est pas possible de dissocier, c'est sur les conditions de vie qui sont faites aux riverains. Les habitants, dans leur grande majorité, se battent pour exiger qu'on — les laisse dormir la nuit, vivre dans le calme le jour... »

PRIX

Les résultats de janvier (+ 0,5 %) démontrent l'efficacité de la politique suivie déclare M. Boulin

« La modération de l'indice des prix de détail en janvier confirme le ralentissement observé dès les derniers mois de 1977. Sans doute des prix, sans baisse de la T.P.A., nous sommes revenus au rythme de hausse inférieur à tous ceux que nous avons connus depuis six ans », a déclaré, vendredi 24 février, M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances.

Comme nous l'avons annoncé dans nos éditions du 25 février, l'indice des prix de détail a augmenté de 0,5 % en janvier par rapport à décembre, passant de 129,4 à 129,9 en un mois, sur la base 100 en 1970. En un an (janvier 1978 comparé à janvier 1977), la hausse des prix est de 9,2 %, sur six mois de 3,4 % et sur trois mois (novembre, décembre 1977, janvier 1978) de 2,1 %.

En janvier, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 % par rapport à décembre et de 2,7 % en un an (trois fortes hausses sur les coque d'oeuf et le beurre, le porc et le charbonnier et, à un moindre degré, sur les poissons ; forte baisse sur les boissons non alcoolisées, qui incluent le café). Le prix des produits manufacturés augmentait de 0,3 % en un mois et de 2,9 % en un an. Les services augmentent de 1,1 % : les principales hausses apparaissent à ce poste sont celles des loyers (+ 1,2 % en un mois ; + 4,8 % en un an) et des services de santé (+ 1,8 % en un mois ; + 9,6 % en un an).

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profondes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

leur sont faites pour l'avenir de leur économie par ceux qui se présentent à leur suffrage. »

Causas profundes

« Ce résultat, qui vient récompenser les efforts accomplis par les Français depuis dix-huit mois, démontre l'efficacité de la politique suivie : en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en acceptant pendant le premier semestre 1977 les hausses qui s'imposaient, nous nous sommes privés de résultats rapides et spectaculaires, mais nous avons créé les conditions d'un retour à la stabilité des prix. Je ne doute pas que les résultats déjà acquis aideront les Français à comparer et à apprécier les propositions qui

AFFAIRES

Les industries électriques et électroniques ont dégagé en 1977 un excédent commercial de 6,5 milliards de francs

« Nos industries n'ont pas échappé, en 1977, au ralentissement général de l'économie », a déclaré, le 23 février, M. P. Millard, président de la Fédération des industries électriques et électroniques (F.I.E.E.). Le chiffre d'affaires (74,3 milliards de francs) a progressé de 11 %, mais la production en volume n'a augmenté que de 5 % (+ 7 % en 1976). L'évolution a été un peu moins bonne pour les biens d'équipement que pour les biens intermédiaires et de consommation. Les matériels d'éclairage, les moteurs et transformateurs, piles et accumulateurs ont connu une activité moins satisfaisante que la moyenne, alors que, pour la radio-télévision et le téléphone, les taux de croissance ont été plus favorables. Dans l'ensemble, les effectifs ont été maintenus à 1 % près.

Le principal motif de satisfaction de la F.I.E.E. réside dans les résultats du commerce extérieur. Les importations, 20,3 milliards de francs, ont augmenté

de 14 % (+ 40 % en 1976), et les exportations, 24,8 milliards de francs, de 12 % (+ 25 % en 1976). Le solde positif ressort à 6,5 milliards de francs. Les ventes ont fortement progressé hors de la C.E.E., notamment vers les pays pétroliers.

« Nos industries occupent maintenant la seconde place dans le monde, derrière l'Allemagne fédérale, pour la part du chiffre d'affaires exporté », a précisé M. P. Millard. Pour maintenir nos positions et redevenir créateurs nets d'emplois, il suffit que les grands programmes publics ne soient pas remis en question.

Le président de la F.I.E.E. a également critiqué le programme commun. Si les nationalisations prévues étaient appliquées, « 43 % du chiffre d'affaires du secteur de l'énergie seraient réalisés par ce nouveau secteur public. Curieusement, celui-ci contrôlerait des productions non stratégiques telles que celles des piles, fils, câbles et lampes électriques ».

Manufrance : M. Sanguedolce demande une audience à M. Barre

De notre correspondant

Saint-Etienne. — A l'exception de M. Fasano, les administrateurs de Manufrance, y compris MM. Hamon et Juvin, tout récemment cooptés (le Monde du 20 février), ont défilé le 23 février à la convocation du tribunal de commerce de Lyon. Par une lettre en date du 14 février, M. Xavier Bokanowski, juge commissaire, leur avait rappelé que, jusqu'ici, le plan de redressement n'avait pas été exécuté, alors que le déficit (5 millions de francs en janvier) s'accroissait, et leur demandait un certain nombre de renseignements sur l'état des négociations avec les investisseurs éventuels. Les administrateurs, soucieux de ne pas compromettre le second montage financier, sont restés sur leur réserve.

Le conseil d'administration de Manufrance, qui se réunira mercredi 1^{er} mars, pourrait engager

le processus de la création et de la mise en route de la société nouvelle d'exploitation et être un P.D.G., même si la totalité des appuis financiers attendus n'était pas réunie. M. Boulin ayant assuré que le prêt du F.O.E.S. d'entre part, à la suite de la déclaration de M. Raymond Barre à Roanne sur la situation de Manufrance (le Monde du 18 février), M. Joseph Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Etienne, vient de s'adresser au premier ministre pour lui rappeler que, « dès le 31 août 1977, il lui avait réitéré une audience dans les meilleurs délais, et que cette requête avait été répétée à plusieurs reprises ». M. Sanguedolce insiste donc cette demande et réclame une solution très rapidement et en tout état de cause avant le conseil d'administration de Manufrance ». — P.C.

CONSUMMATION

Le personnel de la répression des fraudes demande à quitter le ministère de l'Agriculture

Le syndicat unique du personnel du service de la répression des fraudes de la direction du ministère de l'Agriculture vient d'adresser aux partis politiques et aux associations de consommateurs un autre bilan. Il affirme sa vocation interministérielle et où il demande à quitter le ministère de l'Agriculture pour s'insérer dans un éventuel ministère de la consommation, digne de ce nom. L'argumentation qui sous-tend cette revendication mérite qu'on s'y intéresse.

« Seul instrument administratif à vocation générale non orienté vers la production », le service de la répression des fraudes est depuis dix-huit ans chargé de la défense du consommateur. Il a vu, au fil des ans, ses compétences s'élargir à l'ensemble des produits et des services offerts au consommateur. Trente-quatre lois (et une infinité de décrets) composent l'arsenal juridique sur lequel s'appuie la surveillance et le contrôle. Pour la seule application de l'article 44 de la loi Royer sur la publicité mensongère, le service de la répression des fraudes a, depuis sa mise en application au début de 1974, dressé 56 % des procès-verbaux établis sur l'ensemble du territoire : 991 sur 1743, contre 302 par la direction de la concurrence et des prix (ministère de l'économie et des finances) et 435 par la direction de la police économique (pour la région parisienne).

Pourtant, la répression des fraudes ne compte que 667 fonctionnaires titulaires et 250 agents contractuels. Son budget, en 1978, est de 72 millions de francs sur les 732 millions que reçoit la direction de la répression des fraudes de l'Agriculture : celle-ci consacre les neuf dixièmes de ses ressources aux services vétérinaires (lutte contre les maladies des animaux et contre les parasites, les débris des denrées d'origine animale).

Des « fonds de concours » Une anomalie s'ajoute de plus aux insuffisances en personnel et en moyens de la répression des fraudes : 270 agents sont payés grâce à des « fonds de concours » versés par des collectivités locales ou des syndicats professionnels, à des tâches spécifiques. En 1977, ces contributions ont représenté plus de 15 millions de francs, auxquels se sont ajoutés près de 22 millions de francs de taxes parafiscales (sur l'usage des labels d'exportation, par exemple). « Il n'est pas normal que le contrôleur soit payé par le contrôlé », écrit le syndicat de l'inspection de la répression des fraudes, qui ajoute : « Cette situation entraîne parfois une perte d'indépendance, à la fois de l'agent et de ses responsables hiérarchiques. » Et de souhaiter « un mode de gestion global des fonds de concours excluant tout versement personnelisé » et leur remplacement progressif par des taxes parafiscales.

Ce renforcement du service de la répression des fraudes suppose de plus, évidemment, la mise en place d'une politique de recrutement et d'amélioration des rémunérations. — J. D.

Une circulaire relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante apporte aux entreprises et aux personnes morales concernées un certain nombre de précisions sur la procédure à suivre tant au stade administratif que devant la commission de la concurrence. Cette circulaire de procédure (Bulletin officiel des services des prix daté du 17 février) est liée à la loi du 19 juillet 1977 sur les ententes et au décret d'application du 25 octobre de la même année.

VIENDE DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

P.T.T.

M. PIERRE POINTU DEVIENT DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL D'ENTREPRISE ET PROGRÈS

M. Pierre Pointu vient d'être appelé à succéder à M. José Bidégain, comme délégué général de l'organisation patronale Entreprise et Progrès.

Agé de quarante-cinq ans, ingénieur de l'Ecole centrale, docteur ès-sciences, M. Pointu, après avoir travaillé de 1968 à 1971 à la Compagnie de Saint-Cobain, puis, de 1971 à 1975, à la librairie Hachette (directeur du développement), était depuis 1975 délégué général adjoint d'Entreprise et Progrès.

M. Bidégain, qui vient d'entrer dans le groupe B.S.N.-Gervais-Danone, où il dirige l'une des branches de la division emballage, avait demandé à être relevé de ses fonctions de délégué général. Il reste membre du comité directeur d'Entreprise et Progrès.

M. Philippe Clément vient d'être élu président de la Fédération nationale des travaux publics, fonction qu'il assume depuis 1973. Né en 1922, M. Clément est le président-directeur général des entreprises Léon Chausson et Pils, vice-président du C.N.F.P. et membre du Conseil économique et social.

UN NOUVEAU SYSTÈME DE NUMÉROTAGE TÉLÉPHONIQUE EST MIS EN PLACE

Un plan de restructuration du réseau téléphonique modifiant le système de numérotage a été présenté, vendredi 24 février, par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

Ce plan établi pour une durée de cinq ans a pour objet de limiter l'engorgement des réseaux, a indiqué le ministre. « Actuellement, a-t-il expliqué, la France est divisée en cent zones. Nous prévoyons de ne faire que cinq zones : la zone parisienne, qui aura le 01, la zone Nord-Est le 02, le Sud-Est le 03, le Sud-Ouest le 04, et enfin l'Ouest le 05 ».

Ainsi, pour téléphoner de Lille à Strasbourg, deux villes qui se trouvent dans la même zone, il suffira de faire les huit chiffres de l'abonné. Et pour appeler, par exemple, Bordeaux de Lille, on devra faire le 0 puis le 4 (numéro de la zone de Bordeaux), puis les huit chiffres de l'abonné. « Ce nouveau numérotage permettra, a souligné M. Segard, de créer des numéros nationaux à trois chiffres, que l'on pourra, dès maintenant, attribuer à la police, aux pompiers, au SAMU et à l'Agence nationale pour l'emploi. »

ÉTRANGER

La Suisse prend des mesures contre l'afflux des fonds étrangers

De notre correspondant

L'annonce, vendredi 24 février, en fin d'après-midi, des mesures prises par la Banque nationale suisse contre l'afflux des fonds étrangers, a provoqué une brusque remontée du dollar au marché de changes de New-York qui ouvre lorsque ceux d'Europe sont déjà fermés (voir p. 21).

Berne. — De plus en plus préoccupée par la dépréciation constante du dollar qui porte atteinte à la compétitivité de l'industrie suisse d'exportation, les autorités helvétiques ont annoncé, vendredi 24 février, une série de mesures visant à contenir la hausse du franc suisse. En pre-

mier lieu, les taux de l'escompte et des avances sur nantissements ont été réduits de 2 % à partir du 27 février. S'agissant respectivement de 1 % et de 2 % les nouveaux taux sont les plus bas jamais appliqués par la banque nationale.

D'autre part, le conseil fédéral a décidé de renforcer les mesures destinées à lutter contre l'afflux des fonds étrangers. Les exonérations de l'intérêt, négatif de 10 % par trimestre dont bénéficiaient certains avoirs en francs suisses, détenus par des étrangers, seront désormais réduites ou simplement supprimées. Selon la nouvelle réglementation, l'intérêt négatif sera perçu sur tous les comptes supérieurs à 5 millions de francs (jusqu'à maintenant, la taxation ne portait que sur l'accroissement constaté depuis le 31 octobre 1974).

Pour permettre aux banques de mieux s'adapter à l'évolution du marché des changes, le gouvernement a modifié l'ordonnance sur les positions en monnaies étrangères des banques. Un plafond sera de nouveau imposé pour les ventes à terme de francs suisses à des étrangers.

LE VICE-PRÉSIDENT DE LA BUNDESBANK DEMANDE AUX ÉTATS-UNIS D'EMPRUNTER POUR DÉFENDRE LE DOLLAR

Cologne (Reuter). — De larges secteurs de l'économie de la République fédérale d'Allemagne ne pourront, à long terme, s'accommoder d'un dollar valant seulement deux marks, a estimé, samedi 25 février, dans une interview à la radio, le vice-gouverneur de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl.

M. Poehl a suggéré que Washington s'endette sur le marché financier international afin de financer le déficit de la balance des paiements américaine et résoudre le problème de la baisse du dollar.

M. Poehl a également lancé un appel pour une plus grande coopération internationale en vue de chercher à stabiliser les marchés des changes.

LE PRÉSIDENT DE LA BRITISH STEEL EST ACCUSÉ DE « NÉGLIGENCE » PAR LES COMMUNES

Dans un rapport sans précédent, publié le 23 février, une commission spéciale de la Chambre des communes a accusé Sir Charles Villiers, président de la société sidérurgique nationalisée British Steel Corporation (B.S.C.), d'avoir « gravement négligé » les intérêts de son entreprise. Ce rapport reproche particulièrement à Sir Charles d'avoir mal informé le gouvernement des graves difficultés éprouvées par la B.S.C., dont les pertes, révélées depuis peu, atteignent 830 millions de livres (4,9 milliards de francs) pour l'exercice 1977-1978. Le gouvernement, en la personne du ministre de l'Industrie, M. Eric Varley, se voit également reprocher de ne pas avoir exigé à temps les informations nécessaires et d'avoir laissé faire. La commission spéciale soupçonne les deux hommes d'avoir dissimulé la situation au Parlement et met en cause leur « jugement ».

CONFLITS

A Strasbourg

LA GENERAL MOTORS RÉPOND À UNE GRÈVE PAR UNE MISE EN CHOMAGE TECHNIQUE

Plus d'un millier de salariés des services de production de l'usine General Motors de Strasbourg (Bas-Rhin) ont été mis en chômage technique, vendredi 24 février, après une grève — avec occupation — commencée le 21 février à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Les grévistes réclamaient un aménagement des horaires et s'opposaient notamment au travail des femmes jusqu'à 23 heures ; la limite légale étant fixée à 22 heures. La General Motors avait obtenu, il y a plusieurs mois, une dérogation de l'inspection du travail. Une vingtaine de syndicalistes — dont sept délégués du personnel — ont été assignés au tribunal des référés, qui a ordonné l'expulsion des occupants.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

Le dollar à 1,77 franc suisse

Alors qu'il se traitait à 1,78 franc suisse à l'ouverture du marché, le dollar a clôturé vendredi à 1,77 franc suisse, soit un nouveau record à la baisse. Les autorités helvétiques se devaient donc de faire quelques choses pour tenter d'enrayer cette tendance continue à la hausse de leur monnaie.

La deuxième baisse du taux de l'escompte avait déjà eu lieu en juillet et les conditions de vente à terme de francs suisses à des étrangers avaient déjà été modifiées en septembre. Les dispositions sur l'intérêt négatif n'entrèrent en vigueur que le 1^{er} avril.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

En Grèce

LES SALARIÉS MANIFESTENT CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

(De notre correspondant.)

Athènes. — La Grèce connaît une fois de plus, en début d'année, une vague de conflits dans les secteurs public et privé ainsi que dans l'industrie métallurgique. Vendredi 24 février, un arrêt de travail de trois heures a partiellement paralysé, durant la matinée, la capitale grecque. Il prévoyait la grève de vingt-quatre heures, décidée par la C.G.T. pour le 1^{er} mars prochain, qui affectera tous les services publics. Enfin, des grèves tournantes de courtes durées illustrent le mécontentement des salariés.

L'objectif gouvernemental de limiter la hausse des prix à 10 % n'a pu être tenu : pour 1977, l'indice officiel s'est accru de 13,5 %, contre 11,7 % en 1976. Cependant les syndicats réclament une augmentation des salaires de 30 %, alors qu'après les majorations de fin d'année de 1976 plus 20 % à 30 %, selon les catégories professionnelles, — le gouvernement avait fixé un taux de 15 % en 1977 et ne retient pas la possibilité de réviser ces sommes aux revendications des syndicats.

La hausse réelle du coût de la vie se révèle pour les salariés bien plus forte que ne l'indiquent les données officielles. En 1977 les produits alimentaires ont augmenté de 25 %, tandis que la hausse des loyers — de 50 % à 300 % — préoccupe les artisans et commerçants.

Les salariés réclament un contrôle plus efficace des prix, une adaptation des salaires au traitement de l'augmentation réelle du coût de la vie, ainsi que des mesures pour freiner la hausse scandaleuse des loyers. Le gouvernement va suivre une nouvelle politique pour le contrôle des prix et envisage diverses mesures destinées à mettre un terme à des augmentations bien souvent injustifiées.

MARC MARCEAU.

PRESSE

CRÉATION D'UNE FILIALE ENTRE LA LIBRAIRIE HACHETTE ET LES N.M.P.P.

La distribution de la presse nationale est confiée, en vertu de la loi d'août 1944, des sociétés coopératives qui sont majoritaires au sein des N.M.P.P. (Nouvelles Messageries de la presse parisienne), où elles disposent de 51 % des parts, contre 49 % à la Librairie Hachette.

Cependant, dans la plupart des grandes villes de province, la diffusion transite par les « agences Hachette », département de la Librairie.

L'analyse du chiffre d'affaires des agences faisant apparaître la part prépondérante de la presse, la Librairie Hachette a proposé aux N.M.P.P. la création d'une filiale commune, à laquelle seraient apportés l'activité et le personnel des agences.

Si ce projet, qui a été exposé vendredi 24 février au comité central d'entreprise de la Librairie Hachette, aboutit, les conséquences sur le coût de la distribution de la presse nationale devraient être positives.

● Le Syndicat de la presse parisienne (S.P.P.) a tenu son assemblée générale annuelle le jeudi 23 février. Il a renouvelé son bureau, dont le président demeure M. Désiré Goddyn (France-Saïr). Deux nouveaux vice-présidents ont été élus : Mme Marie-Rose Pinesau (Humanité) et M. Eugène Vincent Barbe (Le Nouveau Journal).

● L'Association de la presse diplomatique française a élu vendredi 24 février son nouveau comité et réélu à la présidence M. Edouard Sablier (Radio-France). Les autres membres du comité sont MM. Roland Faure (l'Aurore) et S. Forté (L'Éclair) ; vice-présidents : Mme Hubert-Rodier (Topicalia), secrétaire général : MM. E.-J. Guillou (Le Nouveau Journal), trésorier ; G. Broussier (La Politique, Le Matin) ; M. Delarue (Le Monde) ; P. Le Dantec (Ouest-France) ; G. Penchenier (R.T.L.) ; M. Werther (Antenne 2).

● A propos de « La presse des jeunes » (le Monde daté 18-20 février), l'Agence Opera Mundt sous presse de signaler que, dans l'énumération des bandes dessinées américaines apparues entre 1930 et 1940, c'est par erreur qu'a été mentionné « La profession Nimbus », série purement française, dont les dessins ont toujours été créés à Paris par des collaborateurs d'Opera Mundt.

PLACEMENT

DIAMANT SUISSE

Une opération plus sûre

Département de la Suisse romande

2200 La Chaux-de-Fonds

TRANSPORTS

« LA POSITION PRIVILÉGIÉE » DE LA S.N.C.F. PERMET AU RAIL DE CONCURRENCER DUREMENT LES VOIES D'EAU », déclare M. Michel Rocard.

« Directement touchée par la récession économique (le trafic a baissé de 15 % depuis 1974), la situation de la batellerie est aggravée par les manifestations d'une politique qui cache moins en moins son souhait de voir disparaître progressivement les artisans bateliers », déclare M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S., lors de son intervention à la revue Aménagement.

« La France peut se targuer d'avoir le plus long réseau d'eau douce au monde, mais 19 % de ce réseau n'est jamais utilisé. Son état actuel n'est pas respectueux en regard de ses voisins : pour 69 % la longueur totale est inférieure à la longueur totale du réseau n'est accessible qu'aux bateaux de moins de 400 tonnes ».

M. Rocard déplore que la profession batelière soit trop divisée. Sept associations de bateliers, c'est excessif et c'est nuisible au dialogue avec les pouvoirs publics.

« Mais la cause essentielle de la crise du fret fluvial se trouve sans conteste, assez largement dans la concurrence active que la S.N.C.F. lui fait subir. Trant profit du maximum de sa position privilégiée d'une politique commerciale agressive, la S.N.C.F. cherche à drainer vers elle la plus grande partie du trafic susceptible de se tourner vers la voie d'eau ».

« Elle dispose d'outils nombreux. Elle peut pratiquer des tarifs inférieurs au coût marginal de transport pour drainer certains gros trafics. Elle bénéficie d'une très bonne qualité de desserte en maintenant en exploitation, à l'heure de pointe, des infrastructures, certaines parties marginales du réseau. Elle n'est pas totalement assujettie à l'équilibre financier et le mode de cotisation des aides de l'Etat lui laisse un certain degré de liberté. Enfin, la S.N.C.F. a bénéficié d'une aide pour améliorer les infrastructures, ce qui n'a pas été le cas pour la voie d'eau ».

Aménagement, 5, rue Greffulhe, 75008 Paris.

● Un Livre blanc des transporteurs routiers. — La Fédération nationale des transporteurs routiers a présenté à Toulouse un Livre blanc qui va être adressé à tous les candidats aux législatures pour souligner « les limites au-delà desquelles le secteur du transport routier ne pourrait plus exercer valablement sa mission ».

Les transporteurs routiers (transports de marchandises) font, selon la fédération, « un effort d'ailleurs manuel supérieur à celui de la sidérurgie ou de l'industrie automobile ». Ils assurent sur le plan national 80 % des transports en commun des voyageurs et 60 % des transports marchands.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Chute, puis remontée du dollar

A nouveau, quelle semaine ! Dans un régime de changes flottants, les spécialistes des changes doivent avoir un cœur et des nerfs solides. Un DOLLAR en chute libre, une ruée sur le DEUTSCHMARK et surtout sur le FRANC SUISSE, puis, vendredi soir, un renversement des tendances en extrême, ont passablement secoué les marchés des changes pendant que les monnaies faibles s'y complaisaient. Le FRANC FRANÇAIS se contentait de suivre plus ou moins les fluctuations de la monnaie américaine.

Dès le lundi, suivant un scénario désormais bien éprouvé, la chute du DOLLAR reprenait vis-à-vis des monnaies fortes, créant à nouveau tous ses problèmes à Francfort (2.0250 DM, contre 2.06 DM) et à Zurich (1.8150 FS), malgré les interventions des banques centrales. Motif mis en avant par les cambistes pour suite de la grève des mineurs de charbon aux Etats-Unis, de plus en plus dangereuse pour l'économie. Par ailleurs, les milieux financiers d'outre-Atlantique, les perspectives à court et moyen terme, l'absence persistant du Congrès en matière de déficit budgétaire et d'énergie. Mardi et mercredi, le DOLLAR se raffermissait quelque peu, mais jeudi il était victime d'une nouvelle attaque, qui le faisait tomber à ses plus bas niveaux historiques vis-à-vis des monnaies fortes (2.0150 DM à Francfort ; 1.7850 FS à Zurich, et 246 YENS à Tokyo).

Chez les cambistes, on faisait état de rumeurs suivant lesquelles la Maison Blanche envisageait d'établir un contrôle des changes sur les transactions financières ; les rumeurs, lancées par la revue américaine *Barrett's*, faisaient l'objet d'un démenti à Washington. Le pessimisme le plus noir régnait sur le marché du DOLLAR. La Bundesbank allait-elle « défendre » le cours du DM, considéré comme un ancre ? Ou ne serait-ce qu'un palier, comme disent les techniciens ? Chacun sait que les planchers et les plafonds sont faits pour être entouffés ou crevés.

En fait, le long tiraillement de théâtre se produisit vendredi, à 16 heures, début de matinée à New-York. On apprenait presque en même temps, qu'un accord se dessinait avec les mineurs de charbon, en grève, et que la Banque nationale suisse, lassée d'acheter du DOLLAR et de gonfler indûment les liquidités intérieures, envisageait de brutalement le contrôle des changes en imposant un prélèvement de 20 % sur les capitaux flottants venant se placer en FRANC SUISSE.

Le DOLLAR, qui avait perdu 2,5 % d'autre part, décida d'abaisser de 1,5 % à 1 %, à partir du 27 février, son taux d'escompte. En même temps, les taux d'avances sur titres ont été ramenés de

2,5 % à 2 %, soit à leurs plus bas niveaux de toujours. (Voir d'autre part.)

Aussitôt, le DOLLAR remonta en flèche, passant à Francfort de 2.0150 DM à 2.05 DM et, à Zurich, bondissant littéralement de 1.78 FS à 1.85 FS.

Nul ne sait si ce rétablissement spectaculaire aura des suites. Beaucoup estiment qu'il ne sera que très temporaire, les problèmes fondamentaux qui se posent à l'Amérique (déficit commercial et politique de l'énergie) n'étant pas près d'être réglés. Ajoutons que les banques centrales n'envisagent pas sans inquiétude

trôle et les matières premières. Si le FRANC SUISSE et le D.M. montent, c'est en raison de la faiblesse du DOLLAR, et c'est la France qui peut s'en réjouir.

Selon certaines rumeurs, les gouvernements des banques centrales européennes, réunis à Bâle la semaine précédente, auraient décidé de soutenir le FRANC FRANÇAIS en cas de nouvel accès de faiblesse. On sait que l'Allemagne fédérale est beaucoup plus préoccupée par la baisse de notre monnaie que par celle du DOLLAR, étant donné l'importance des relations commerciales entre la France et la R.F.A.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne cours de la semaine précédente)

PLACE	Libra	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	1,9470	3,2571	3,4856	3,3529	61,2915	4,2152	1,657,38
New-York	1,9478	—	30,9643	56,1797	49,9948	3,1765	46,1893	8,1174
Paris	2,0571	4,7700	—	287,97	236,13	15,1584	226,32	5,8035
Zurich	1,8150	4,8200	—	255,02	223,61	14,9318	218,87	5,8035
Bruxelles	3,4656	1,7800	37,3165	—	81,188	5,6543	82,2178	2,0016
Francfort	3,6329	2,0250	42,3488	113,4531	—	6,4167	82,3023	2,3729
Amsterdam	61,2915	31,4308	6,5995	17,6353	15,5541	—	14,5484	3,8980
Milan	837,38	844,25	178,45	478,23	321,41	27,6089	323,16	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contrepartie en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

d'intervenir aussi massivement pendant des mois : la Banque de Maps a acheté cette semaine près d'un milliard de DOLLARS pour empêcher la monnaie américaine de tomber trop au-dessous de 240 YENS.

Tout récemment, il a été proposé à M. Blumenthal, secrétaire au Trésor, d'emprunter des devises sur le marché international pour contribuer à la défense du DOLLAR, mais la réponse a été négative.

Le FRANC FRANÇAIS, dans cette conjonction, a plutôt suivi le DOLLAR, dont la baisse a été moins forte à Paris qu'ailleurs, de sorte que le D.M. et le FRANC SUISSE ont battu des records de hausse historique à Paris, s'élevant jusqu'à 2,57 % et 2,67 % respectivement.

Pour M. Raymond Barre, « le FRANC se tient bien », puisqu'il n'a guère varié depuis un an par rapport au DOLLAR, « monnaie dans laquelle nous payons le pé-

La LIVRE STERLING, quant à elle, a carrément suivi le DOLLAR dans sa chute, les opérateurs s'inquiétant du gonflement de la masse monétaire et du déficit commercial.

On note, enfin, que le Canada va procéder à des emprunts massifs sur les marchés internationaux pour soutenir le DOLLAR CANADIEN, qui a perdu 10 % en un an par rapport au DOLLAR des Etats-Unis, tombant ainsi à son plus bas niveau depuis quarante ans.

Signalons, enfin, la dévaluation de 15 % de la LIVRE TURQUE par rapport à onze monnaies européennes, dont le FRANC, qui vaut 4,57 livres turques, contre 3,58.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a poursuivi sa lente montée, dépassant le cours de 183 dollars, pour retomber, vendredi soir, à 180,75 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du platine — repli du cuivre et du plomb

MÉTAL. — Nouveaux réajustements des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres qui reviennent à leurs niveaux les plus bas depuis deux ans. Le marché est déprimé par la poursuite de la grève des mineurs aux Etats-Unis et les pressions des producteurs américains pour parvenir à l'instauration de quotas d'exportation aux Etats-Unis.

En 1977, les achats de métal effectués à l'étranger ont représenté plus de 20 % de la production américaine.

La baisse se poursuit sur les cours du zinc à Londres qui touchent désormais leurs niveaux les plus bas depuis 1973. Les Etats-Unis, deux producteurs viennent de diminuer de 1,50 cent par livre le prix de leur métal en le ramenant à 29 cents.

Tous les producteurs européens pratiquent désormais le même prix de 550 dollars la tonne.

Nouvelle flambée des cours du platine qui dépassent 230 dollars l'once Troy sur le marché libre de Londres, atteignant ainsi leurs niveaux les plus élevés depuis quatre ans.

Pour le quatrième fois depuis le 1^{er} novembre 1977, le prix des producteurs sud-africains a été relevé. Il vient d'être porté par Bushveld à 230 dollars l'once Troy contre 226 dollars et la firme Impala devrait suivre cet exemple. Le renouveau d'achats porté à l'or. L'offre des ventes soviétiques de métal et les inces-

titudes monétaires semblent à l'origine de ce regain de la spéculation.

Le baisse s'accroît sur les cours du plomb à Londres en corrélation avec des rumeurs persistantes relatives à une prochaine diminution des prix producteurs américains.

DÉTERMINÉS. — Reprise des cours du cacao sur l'ensemble des places commerciales. Selon les prévisions formulées par une firme privée britannique, le surplus mondial de production de la saison 1977-1978 ne serait plus que de 80 000 tonnes, inférieur de 13 000 tonnes à la précédente récolte. Les bourses de cacao devraient pratiquement se

maintenir à leur précédent niveau, soit à 1 357 000 tonnes, chiffre le plus bas enregistré depuis 1969-1970. Les récoltes du Brésil, du Ghana et du Nigeria seront moins importantes.

Après avoir fléchi, les cours du café se sont raffermis. Les ventes ou rebuts effectués par différents pays, Colombie entre autres, démontrent le marché. Mais nous diminuons de 15 à 20 % de la prochaine récolte brésilienne ne semble pas avoir été prise à très au sérieux » par les spéculateurs.

Les cours du sucre ont été soutenus sur les différents marchés.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 24 février 1978

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAL. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant 812,50 (813,50) ; à trois mois 825,50 (846,50) ; étain, comptant 6 005 (6 085) ; à trois mois 5 975 (6 120) ; plomb, 276,50 (280,50) ; zinc, 241,50 (251).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 55,50 (57,70) ; aluminium (dilaté), inch. (53) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (71,50) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), inch. (129-135).

— Penang (en dollars des Etats-Unis par picul de 32 lbs), 1 633 (1 676).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton n° 11, mars 55,85 (55,10) ; mai 57 (58,30).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mars 233 (236) ; jute (en dollars par tonne), Pakistan, White grade C, 485 (469).

— Bombay (en francs par kilo) : laine, mai 24,75 (24,05).

— Calcutta (en roupies par maund de 32 lbs) jute, 560 (570).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 47,50-48 (46-47,50).

— Penang (en cents des Etats-Unis par kilo) : 208,25-208,75 (208,25-205,75).

DÉTERMINÉS. — New-York (en cents par lb) : cacao, mars 142,25 (153,50) ; mai 121,20 (124,15) ; sucre, mars 6,38 (6,53) ; mai 6,06 (6,31) ; café, mars 188,50 (180) ; mai 185 (168,20).

— Londres (en livres par tonne) : sucre, mars 107,20 (108) ; mai 113,20 (113,50) ; café, mars 1 581 (1 545) ; mai 1 532 (1 545) ; cacao, mars 1 855 (1 840) ; mai 1 840 (1 821).

— Paris (en francs par quintal) : cacao, mars 1 545 (1 443,50) ; mai 1 490 (1 418) ; café, mars 1 490 (1 449) ; mai 1 441 (1 545) ; sucre (en francs par tonne), mai 1 060 (1 050) ; août 1 097 (1 068).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars 258 3/4 (265 1/2) ; mai 263 1/4 (269) ; maïs, mars 225 3/4 (225 3/4) ; mai inch. (230).

MARCHÉ MONÉTAIRE

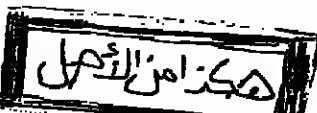
Tension persistante

Comme on pouvait s'y attendre, et comme les banques s'y sont résignées, le loyer de l'argent au jour le jour est resté fixé à 10 1/2 %, la Banque de France se bornant à consentir des pensions pour la journée, ou pour trois mois, de façon à empêcher toute anticipation dans le mois qui précède les élections.

Sur le marché à terme, l'échec à un mois s'est légèrement détournée à 10 1/16 %, tandis que celle à trois mois se tenait quelque peu. Bref, le statu quo tend

attendu que les hypothèques politiques soient levées.

Aux Etats-Unis, les taux restent placés sous le signe de la stabilité : celui des Federal Funds (taux de base des banques) se maintient aux alentours de 6,75 %, de même que celui du « papier » commercial à trois mois, ce qui exclut tout relèvement du « prime rate » des banques. De plus, la masse monétaire a diminué la semaine dernière, ce qui dissipe tout au moins dans l'immédiat les appréhensions des milieux financiers redoutant une nouvelle tension du taux. — P. R.



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
- CONTROVERSES : « En marge », par Tony Kerscher ; « Le curisme de Mme Bouvier », par Gabriel Matzneff ; « Et pourtant c'est difficile », par Jean Turot ; « Les endos », par Guilhem de Lamoignon ; « Apos-trophe », par Pierre Marchibon.
3. ÉTRANGER
- L'évolution du régime en Chine et la contestation.
4. EUROPE
- ITALIE : la violence dans les écoles.
4. AMÉRIQUES
5. AFRIQUE
6. DÉFENSE
- Le débat sur le SMIC à 2.400 francs.
8. SOCIÉTÉ
- Strip-tease pédagogique.
8. ÉDUCATION
8. JUSTICE
- La feuille des véhicules et la condamnation de M. Trignol.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 15

- Au fil de la semaine : L'élection du plus jeune député 1956, par Pierre Vianou-Pont.
- Lettre de Djibouti, par Philippe Decour.
- Bonnes feuilles : « Mes jeunes », de la Joie de vivre, de Marie Chazot.
- RADIO-TELEVISION : « Jeau-Christophe », la musique d'un roman fleuve, par Mathilde La Baudouine ; Un entretien avec M. Jean Drucker ; la S.F.P. et la crise du cinéma, par Jacques Siclier.
- 16-17. CULTURE
- MUSIQUE : Histoire de l'opéra, de Chick Corea et Herbie Hancock.
- CINÉMA : Quelle pédagogie d'IDREX ?
- 18. AUTOMOBILE
- 18. SPORTS
- 19-20. ÉCONOMIE-REGIONS
- La crise dans la construction navale.
- 21. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
- Carnet (18) ; Informations régionales (18) ; Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18).

NOUVELLES LIMITATIONS DE VITESSE SUR LES AUTOROUTES ?

Parlant de la sécurité routière au cours d'une interview à Radio-Montecarlo, vendredi 24 février, M. Forand, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a notamment déclaré : « La limitation de vitesse à 130 kilomètres à l'heure sur les autoroutes mériterait peut-être d'être examinée à nouveau ».

Le ministre de l'équipement étudie les différentes expériences de limitation de vitesse dans les pays étrangers. Il s'agit, en particulier, de la formule inaugurée en Italie où les vitesses limites sont « modulées » en fonction de la cylindricité des véhicules.

D'autre part, la gendarmerie et les services de police viennent de publier les chiffres officiels concernant les accidents de la route « enregistrés » en janvier dernier : 19 833 accidents, 1 036 tués, 26 798 blessés dont 7 524 dans un état grave.

Par rapport à janvier 1977, ces chiffres font apparaître une augmentation de 4,6 % du nombre des accidents, de 3,1 % du nombre des tués et de 4,5 % du nombre des blessés.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

A B C D E F G

Le Cambodge aurait lancé une offensive dans la province vietnamienne de Tay-Ninh

Citant une « source sûre », l'envoyé spécial de l'A.F.P. dans le sud du Vietnam, Jean Thoraval, indique, ce samedi 25 février, que plusieurs divisions cambodgiennes ont pénétré vendredi en territoire vietnamien le long de la frontière de la province de Tay-Ninh, au nord de la région dite du Bec-de-Casari. Sans faire allusion à cette nouvelle offensive, le général Giap, ministre vietnamien de la défense, a déclaré vendredi que les « sombres desseins » du Cambodge étaient « vus à l'échec » parce que les Vietnamiens sont « résolus à combattre fermement pour défendre la souveraineté de leur pays ».

Selon l'envoyé spécial de l'A.F.P., les effectifs cambodgiens engagés au Vietnam seraient de trente mille, voire de quarante mille hommes. Outre l'offensive dans la province de Tay-Ninh, les troupes de Phnom-Penh auraient récemment engagé le combat dans deux autres régions frontalières.

L'envoyé de l'A.F.P. écrit : « Si elle n'était pas stoppée, cette poussée « triangulaire » au nord du Bec-de-Casari pourrait permettre — estiment les observateurs — à l'artillerie khmère de s'approcher suffisamment de Ho-Chi-Minh-Ville pour démoraliser la population à coups d'obus de salve de combat ou de consanguinité ».

Vendredi, des journalistes occidentaux invités à visiter les zones de combats ont pu constater qu'un bombardement de quelques salves d'artillerie sur Long-Hoa, dans les faubourgs de Tay-Ninh, ont fait dix-huit morts et blessés, et détruit une dizaine de maisons.

D'autre part, ce conflit fran-

En Allemagne fédérale

LES SUITES DE L'AFFAIRE LUTZE

M. Schmidt a été entendu par la commission d'enquête parlementaire

De notre correspondant

Bonn. — Assis seul à une petite table au milieu de la salle où s'agitaient les photographes, il regardait de façon détachée les rangées de parlementaires, le chancelier Schmidt a comparu vendredi 24 février devant la commission d'enquête constituée au Bundestag après le scandale provoqué par l'affaire d'espionnage Lütze (le Monde des 14 et 15 décembre). La mise en scène donnait l'impression que ce « témoin » se trouvait en position d'accusé. Personne ne se souvient qu'un chancelier ait déjà été pris de comparaître devant une telle commission.

M. Herbert Laabs, dont Renate Lütze était la secrétaire, avait longtemps été un proche collaborateur de M. Schmidt avant d'être nommé directeur du ministère de la défense, poste dont il est aujourd'hui suspendu. Aussi les représentants de l'opposition chrétienne-démocrate se sont-ils fait un malin plaisir d'insister sur ses liens entre le chancelier et le supérieur hiérarchique de la principale des personnes impliquées. Mais M. Schmidt a assuré que Renate Lütze lui était « complètement inconnue ».

Au Maroc

LE « MONSTRE DE CASABLANCA » CONDAMNÉ À MORT

(De notre correspondant.)

Rabat. — Deux condamnations à mort ont été prononcées, vendredi 24 février, par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca. Elles frappent Mustapha Moutachawik âgé de quarante ans, surnommé le « monstre de Casablanca », et son complice, Bonchab Ziani, âgé de vingt-sept ans.

Déjà condamné à mort par contumace pour d'autres faits, Mustapha Moutachawik a eu à répondre du meurtre de deux gendarmes de dix ans qu'il avait enlevés séparément. Après avoir tué l'une de ses victimes, il avait demandé aux parents une rançon de 10 000 dirhams (environ 11 000 francs) pour que leur enfant leur soit rendu vivant.

« Jamais la justice marocaine n'a eu à juger de tels crimes d'enlèvement, de meurtre et de demande de rançon », a dit le procureur du roi avant de requérir la peine capitale. Le châtiment doit donc être exemplaire. Il faut éviter les erreurs de la justice italienne qui, par son indulgence et son laxisme, encourage les malfaiteurs et les criminels. — L. G.

LA MAISON YVONNE DE BREMOND DARS

recherche tous tableaux de grands maîtres anciens

20, FAUBOURG ST-HONORE PARIS 8^e - 265.11.03

Les experts de l'ONU n'ont pas réussi à rédiger une convention internationale sur les prises d'otages

De notre correspondante

Genève (Nations unies). — Les experts réunis depuis le 8 février pour rédiger une convention internationale sur les prises d'otages se sont séparés vendredi 24 février sur un échec. Ils reconnaissent que leur mandat n'avait « pas réussi à remplir leur mission dans le temps qui leur était imparti », et ils demandent à l'Assemblée générale de l'ONU de convoquer une nouvelle conférence.

Les Nations unies admettent qu'il y a eu des prises d'otages pendant le conflit arabo-israélien de 1948-1949. La question a été suffisamment prise en

considération au cours des deux semaines de discussions infructueuses du comité pour quelle soit désormais posée.

Pour M. Régis de Gonttes (France), toutes les prises d'otages doivent être interdites. « La prise d'otages, a-t-il déclaré, est un acte juridique précis que nous lui donnons, est un moyen particulièrement odieux qui doit être condamné absolument : aucune circonstance, aucun motif ne peut la justifier ».

Ce point de vue, qui reflète à peu de choses près celui des pays démocratiques, s'est heurté à ceux de l'Algérie, de la Libye et de la Syrie, dont les délégués ont estimé que la convention devrait prévoir des clauses privilégiant les mouvements de libération reconnus, c'est-à-dire, en fait, l'O.L.P. et les mouvements qui combattent en Afrique australe. M. Ahmed Attaf (Algérie) s'est notamment opposé à une convention interdisant toutes les prises d'otages, considérant qu'un tel texte « restreindrait les moyens déjà précaires dont disposent les mouvements de libération ». Selon lui, il ne sera mis fin aux prises d'otages que si les problèmes « qui suscitent ces actes de violence » sont résolus. Il estime que l'expression « prise d'otages » ne saurait s'appliquer aux actions des peuples qui luttent contre la domination étrangère, lesquels seraient eux-mêmes, à son sens, des otages.

Les divergences portaient également sur le droit d'asile, l'extradition et l'équilibre entre le respect de la souveraineté des États et le souci de libérer les otages. Les Algériens et les Libyens ont, à cet égard, fermement réproposé des opérations du type de celle de Mogadiscio. Aucune allusion n'a été faite aux événements de Larzac.

ISABELLE VICHNIAC.

A L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DE L'ONU SUR LE DÉSARMEMENT

Devant le comité préparatoire de l'Assemblée spéciale de l'ONU sur le désarmement, la France a précisé, vendredi 24 février, les propositions faites par le gouvernement le 25 janvier. Elle propose notamment que l'actuelle conférence présidée par Washington et Moscou soit remplacée par un comité de quatre à quinze membres, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, représentant les diverses régions du monde. La présidence serait émise pour deux ans, sans renouvellement, à l'exception des cinq « grands » en seraient exclus. Le comité adopterait ses décisions par consensus. Le Fonds de désarmement pour le développement pourrait être alimenté de 1 milliard de dollars par des contributions volontaires fournies pour moitié par les puissances nucléaires au prorata du nombre des secteurs, et pour moitié par les pays riches et sans armes selon des critères à définir. — (A.F.P.)

La conférence de Belgrade

L'U.R.S.S. EST FAVORABLE AU TEXTE DES NEUTRES QUI FAIT ABSTRACTION DES DROITS DE L'HOMME

La conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) se séparera vendredi 24 février, à l'initiative de la Suisse, et qui fait abstraction du problème le plus litigieux : celui des droits de l'homme. Le délégué soviétique, M. Vorontsov, a déclaré, vendredi 24 février, que ce texte était « acceptable à 85 % », mais qu'il insistait trop sur l'insuffisance des résultats de la conférence et devait avoir un ton plus positif.

Les trente-cinq délégations discutent actuellement un document, préparé par neuf pays neutres et sept alliés à l'initiative de la Suisse, et qui fait abstraction du problème le plus litigieux : celui des droits de l'homme. Le délégué soviétique, M. Vorontsov, a déclaré, vendredi 24 février, que ce texte était « acceptable à 85 % », mais qu'il insistait trop sur l'insuffisance des résultats de la conférence et devait avoir un ton plus positif.

NOUVELLES BRÈVES

La balance commerciale de l'Allemagne fédérale a enregistré en janvier un excédent de 1,9 milliard de deutschemarks, en baisse de 100 millions de deutschemarks par rapport à décembre. L'excédent du mois de décembre 1977, de 1,8 milliard de deutschemarks. — (U.P.)

Volvo va louer sept cent cinquante voitures aux bureaux d'un contrat passé avec la société chinoise China National Machinery Import and Export. C'est la première fois que Volvo signe directement un accord avec la Chine.

M. Jean Pérozzini est nommé directeur général et administrateur de Chrysler International. M. Pérozzini, qui est également vice-président et administrateur de Chrysler International S.A., conservera les fonctions qu'il exerçait déjà comme directeur des opérations industrielles pour l'Europe. Au sein du groupe Chrysler, M. Pérozzini sera plus spécialement chargé de la France, M. John Day, président du Chrysler Europe, vice-président de Chrysler-Europe, conservant la responsabilité des filiales européennes. Né en 1924 à Commeny (Allier), M. Pérozzini est entré en 1958 chez Simca (devenu Simca-Chrysler) où il a fait toute sa carrière.

Un comité d'action franco-québécois, constitué par de « jeunes Français et Québécois agissant en dehors et au-dessus des partis », qui estime que « l'émancipation des Québécois zéro d'abord l'œuvre des Québécois eux-mêmes », mais que la France peut leur apporter une aide « obéissant tout à fait à la morale », vient de se constituer, 20, rue Étienne-Dolet, 75020 Paris. Boîte postale 899 4022 Nantes.

Les propos des dirigeants danois sur la situation politique française

PARIS

DEMANDE DES EXPLICATIONS A COPENHAGUE

Le ministre danois des affaires étrangères, M. Andersen, a refusé de commencer, mercredi 24 février, la réaction française aux propos qui lui ont été prêtés devant des membres du Parlement européen (le Monde du 24 février). Il n'a pas commenté non plus la réaction française aux propos tenus à Washington par le premier ministre danois, M. Joergensen. En revanche, le premier parti d'opposition, le Parti du progrès, a annoncé qu'il demanderait des explications au gouvernement (social-démocrate) et il a envoyé un télégramme à M. Joergensen lui demandant qu'il n'ait pas à se prononcer sur la situation politique en France.

Jeudi, à Washington, devant le National Press Club, le premier ministre danois (qui, en 1972, avait suscité la colère de M. Nixon en souhaitant la victoire de son adversaire, M. McGovern), a déclaré : « Je dirai que M. Mitterrand gagnera les élections. Ce ne sera pas une mauvaise chose. Nous coopérons avec son parti. Il serait un bon dirigeant, un dirigeant indépendant. Sur tous les principaux problèmes, la situation serait la même qu'avec le gouvernement actuel. Les socialistes français sont favorables ou favorables à Mitterrand ».

Vendredi, M. Møller, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, a convoqué l'ambassadeur du Danemark, M. Fischer, pour lui demander des explications sur les propos de M. Andersen et Joergensen. Il lui a dit que, s'ils étaient vérifiés, les premiers seraient inacceptables et que les seconds constitueraient « une ingérence inadmissible dans les affaires françaises ».

A deux semaines des élections législatives

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SUR LES ONDES S'OUVRE LUNDI

La campagne électorale officielle sur les ondes débute lundi 27 février à 20 h 25 (lire nos informations dans notre encart « Radio-Télévision »). C'est M. Jacques Chirac, président du R.P.R., qui portera le premier (pendant cinq minutes), il sera suivi de M. Jean-Pierre Solenn, secrétaire général du R.P.R. (pendant quatre minutes) et de M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S. (pendant neuf minutes).

M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., maire de Villeurbanne, a déclaré vendredi 24 février à Lyon : « Le seul espoir de Chirac, c'est que Marchais continue à être ce qu'il est. Le seul espoir de Chirac, c'est la fêlure de la gauche. Chirac, c'est le désordre, tous les risques sans le changement, alors que tous les changements sans risques passent par le programme commun ».

L'organisation pour la reconstitution du parti communiste « marxiste-léniniste (pro-chinoise) » a appelé à voter pour les candidats de la majorité, notamment pour ceux qui soutiennent « la politique d'union européenne, d'union et d'ouverture contre le social-imperialisme ». Pour cette organisation, un succès du parti communiste français « parti en fait tout dévoué à l'imperialisme russe et profondément hostile à la démocratie, constituant pour le pays en Europe l'indépendance nationale, la démocratie, les intérêts du mouvement ouvrier, une grosse menace ».

M. PLANCHER, MAIRE DE REZE EST MORT

Nous apprenons le décès de M. Alexandre Plancher, maire de Rezé, survenu dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 février, à Nantes.

(Né le 23 septembre 1906 à Lagon (Vendée), Alexandre Plancher, P.S., était maire de Rezé (Loire-Atlantique) depuis 1959. Il était conseiller général du canton de Rezé depuis 1973, après avoir représenté, à l'Assemblée départementale, celui de Bouaye de 1964 à 1970, date à laquelle il avait été réélu. Alexandre Plancher était le suppléant du candidat socialiste, M. Aubin, aux prochaines élections législatives, dans le troisième arrondissement de la Loire-Atlantique.)

UN ÉLÈVE TUE SON PROFESSEUR

Un élève a mortellement blessé d'un coup de feu un de ses professeurs le samedi 25 février, lors d'un collège d'enseignement secondaire de Saint-Marcel, près de Vernon (Eure). Le meurtrier a ensuite retourné l'arme contre lui. Il a été transporté dans un état grave dans un hôpital de la région parisienne.

LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE ATTIRE L'ATTENTION SUR LES DROITS DES IMMIGRÉS

Les délégués diocésains à la pastorale des migrants de la région parisienne ont adressé à tous les candidats de tous les partis politiques une lettre attirant l'attention sur l'importance des problèmes posés par la pleine reconnaissance des droits des immigrés.

Dans un appel aux catholiques publié par Mgr Sabat, Saint-Gaudens, président de la commission épiscopale des migrations, l'évêque d'Agde se félicite de cette initiative et précise :

« Nous assistons à un phénomène nouveau qui va s'accroître, en France comme dans les autres pays de l'Europe occidentale industrialisée et qui reconnaissent des études récentes de toutes provenances. »

La reconnaissance des droits des immigrés, en même temps que la difficile recherche de relations fraternelles avec eux, font partie intégrante du message de l'Évangile.

« Que se multiplient pendant la période électorale et pendant les années prochaines des initiatives hardies pour que la Bonne Nouvelle du Christ à l'égard de nos frères immigrés soit accueillie et vécue plus largement par tous les chrétiens de France. »

LE COMMANDANT COUSTEAU FAIT CAMPAGNE POUR LES ÉCOLOGISTES

Le commandant Jean-Yves Cousteau est allé soutenir, vendredi 24 janvier, à Cherbourg, le candidat d'Écologie 78. « Il n'est pas vrai, a-t-il dit, que nous sommes obligés d'en passer par le nucléaire, et les écologistes sont en mesure de recueillir 25 à 30 % des voix partout où ils seront présents et les têtes veulent bien voter utile, car c'est tout utile que de voter écologiste ».

Le commandant Cousteau a laissé entendre qu'il pourrait être le porte-parole d'Écologie 78 au cours de la campagne électorale à la radio et à la télévision.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, maire de Marseille, a déclaré, vendredi 24 février : « Le bruit selon lequel je pourrais devenir premier ministre en cas de victoire de la gauche, est sans fondement : François Mitterrand, leader incontesté du parti socialiste et aussi, qu'on le veuille ou non, le leader incontesté de la gauche. Je ne le suis pas ».

Le numéro du « Monde », daté 25 février 1978 a été tiré à 558 799 exemplaires.